

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE MARCHÉ DU BOIS ET SON ORGANISATION INTERNATIONALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 1932, à 2 heures*

PAR

**Alexandre CRESPEL**

---

*Président : M. OUALID, professeur*

*Suffragants :* 

|   |                         |
|---|-------------------------|
| { | M. PIROU, professeur    |
|   | M. AFTALION, professeur |

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1932



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41551819\\_0001](https://archive.org/details/IA41551819_0001)

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE MARCHÉ DU BOIS ET SON ORGANISATION INTERNATIONALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 1932, à 2 heures*

PAR

**Alexandre CRESPEL**

---

*Président : M. OUALID, professeur*

*Suffragants : { M. PIROU, professeur  
                          M. AFTALION, professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les Thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*



# LE MARCHÉ DU BOIS

## ET SON ORGANISATION INTERNATIONALE

---

### Avant-Propos

---

« La Gaule était couverte de forêts. » Tous nous avons lu cette courte phrase dans le premier manuel d'histoire que nous avons eu entre les mains, et tous nous avons essayé de nous représenter en pensée ces immenses territoires plantés d'arbres, peuplés de bêtes sauvages, d'espèces à peu près disparues aujourd'hui, peuplés aussi de fées et de lutins, où les Druides vêtus de blanc et entourés d'une terreur religieuse cueillaient le gui sacré avec une faucille d'or.

D'après ce que l'on peut déduire des Commentaires de César, il est vraisemblable en effet que les deux tiers au moins de la Gaule étaient boisés, ce qui pouvait représenter pour le pays une étendue d'environ 50 millions d'hectares, contre 10 aujourd'hui. Le reste, défriché, était très inégalement réparti et se trouvait particulièrement en Aquitaine et dans les vallées des grands fleuves.

Au Nord-Est s'étendait la forêt Charbonnière, continuée au Sud par l'immense massif de l'Arduenna dont la forêt d'Argonne actuelle est un vestige, et qui couvrait les emplacements de Soissons,

Reims, Langres, Dijon, en englobant les Vosges. Au delà de la Champagne, déboisée et sans doute quasi désertique, se rencontraient les forêts des Bellovaques, des Meldes, des Sylvanectes, au Nord et à l'Est du Paris actuel, continuées à l'Ouest entre Seine et Loire par la Forêt des Carnutes.

D'autres massifs, probablement plus épars, recouvraient la Normandie, la Bretagne et la Vendée d'aujourd'hui.

Au Centre et au Sud, tout au moins dans les plaines, la Gaule était plus peuplée, et par suite moins boisée. Les forêts de plaine renfermaient sans doute comme à présent : en feuillus des chênes, des hêtres et des bouleaux ; en résineux des sapins, des pins et des ifs. Elles devaient être assez claires, puisque nos ancêtres y nourrissaient de nombreux troupeaux de porcs dont ils consommaient la chair. (M. Huffel, Professeur à l'Ecole nationale des Eaux et Forêts : Conférences.)

Si maintenant nous nous transportons en plein <sup>xx<sup>e</sup></sup> siècle, nous voyons qu'actuellement la surface des forêts françaises se répartit comme suit :

|                                            |            |          |
|--------------------------------------------|------------|----------|
| Etat, Communes, Etablissements publics ..  | 3.611.000  | hectares |
| Particuliers et forêts communales non sou- |            |          |
| mises au régime forestier.....             | 6.742.000  | —        |
| TOTAL .....                                | 10.353.000 | hectares |

soit 18,7 % du territoire.

La forêt particulière, extrêmement divisée, se prête d'ailleurs peu aux statistiques. On y trouve :

|           |                            |     |         |          |
|-----------|----------------------------|-----|---------|----------|
| 1.445.730 | propriétaires possédant de | 1 à | 10      | hectares |
| 63.734    | —                          | —   | 10 à    | 50 —     |
| 15.789    | —                          | —   | 50 à    | 200 —    |
| 3.299     | —                          | —   | plus de | 200 —    |

[Par rapport à la surface boisée, les propriétés au-dessous de 10 hectares représentent 35 %, celles de 10 à 200 hectares : 43 %, celles au-dessus de 200 hectares : 22 %.

Il est en outre bien établi que la très petite propriété forestière se prête mal à une exploitation rationnelle : elle consiste presque exclusivement en taillis dont beaucoup font l'objet, pour des causes diverses, d'exploitations abusives qui risquent de les faire retourner à l'état de friches.

La déforestation qu'a subie notre sol au cours des âges est donc énorme. Certes, nul ne saurait demander le retour à la situation qui existait au temps de nos ancêtres gaulois, mais c'est une exacte vérité et presque un lieu commun de dire qu'actuellement la gestion mal conduite de nos forêts particulières risque de nous mener aux pires catastrophes. Colbert ne prophétisait-il pas déjà que la France périrait faute de bois, et pourtant, nous n'étions pas, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, au point angoissant où nous sommes parvenus aujourd'hui.

En effet, si l'exploitation des forêts de l'Etat est généralement à peu près parfaite, si l'on n'y coupe que ce qui mérite de l'être et si l'on s'occupe activement des peuplements, les bois communaux sont déjà plus malmenés et la situation devient lamentable lorsque l'on examine les forêts privées. Les causes de ce désordre sont d'ailleurs bien connues ; ce sont : les impôts qui parfois dépassent le rendement, le paiement de droits de succession de propriétaires forestiers qui obligent à vendre une partie de l'héritage pour régler le fisc (et dans ce cas c'est la coupe à blanc à peu près certaine), enfin l'impré-

voyance ou le besoin d'argent qui pousse les détenteurs à l'exploitation abusive.

La loi suisse est infiniment plus sévère que la nôtre : elle part du principe que la sécurité de tous dépasse l'intérêt particulier ; les lois allemande, norvégienne, polonaise, roumaine, reposent sur la même conception. La loi française, elle, est muette ou même par incidence encourage la déforestation. De temps à autre, lorsqu'un cataclysme comme celui qui dévasta en 1930 nos départements du Midi émeut intensément l'opinion publique, tout le monde se sent pris d'un beau zèle et d'un amour fervent de l'Arbre. Mais cela dure ce que durent tous les mouvements des foules : le temps d'être remplacé par quelque autre événement sensationnel. Et seuls quelques passionnés poursuivent la tâche ingrate et combien nécessaire pourtant de prêcher le reboisement.

Donnons ainsi en exemple les hommes dévoués qui luttent pour la bonne cause dans le Massif Central. De Clermont-Ferrand à Limoges, de la Chaîne des Puys au Plateau de Millevaches, ce ne sont que sources et ruisselets bientôt transformés en abondantes rivières. Or, le taux de boisement, relativement régulier dans la xvii<sup>e</sup> Région économique, n'y avoisine guère que 11 % contre 18,7 %, moyenne de la France, déjà fort insuffisante. Et le taux de boisement de la vii<sup>e</sup> région économique s'établit autour de 13 % avec d'importantes différences entre les départements qui la composent, la Dordogne par exemple comportant 27 % de bois alors que la Creuse n'en accuse encore que 6 %.

Si le champ d'action est vaste, chacun s'y emploie de son mieux car l'on ne saurait trop insister sur ce

point que tous, sans exception, sont intéressés à la prospérité de la Forêt. Elle est à la base de l'avenir économique de ces régions, dont la richesse agricole est forcément limitée par la rudesse du climat et l'étendue considérable occupée par les sols granitiques. Aussi, grâce à ces efforts persévérants, la végétation forestière atteint maintenant sous le climat pluvieux du Plateau de Millevaches une exubérance qui surprend les étrangers ; l'arbre utilise au mieux ces terrains qu'il fouille de ses racines puissantes et des pousses de parfois un mètre de long témoignent chaque année de l'essor des nouvelles plantations. Petit à petit, c'est l'industrie forestière qui se réinstalle dans ces pays autrefois très forestiers et la transformation de certaines contrées par le reboisement est si avancée en divers points que d'aucuns songent à l'installation de futures usines de poteaux télégraphiques, de pâte à papier, de fabriques de caisses, bobines, etc... à côté de celles qui existent déjà et qui ont souvent encore quelque peine à s'approvisionner.

Tout autour de l'ancienne forêt, vestige des temps passés, une nouvelle, œuvre des reboiseurs, est née : elle grandit, on escompte sa majorité prochaine, on en attend de nouvelles beautés pour le tourisme, des eaux abondantes et régulières pour les usines hydroélectriques, un renouveau de l'activité agricole, commerciale et industrielle, de la région tout entière.

Que d'arguments devenus banaux à force d'être énumérés pourrait-on présenter en faveur du reboisement !

Lisons par exemple le manifeste de propagande de l'Association nationale et industrielle du Bois, présidée par M. le Sénateur Le Trocquer, qui se donne à tâche d'attirer l'attention du pays sur l'importance primordiale du problème forestier : « Le bois n'a pas été détrôné par la houille, par le fer ou par le ciment armé ; il n'a fait que changer de destination. En dehors des applications courantes (chauffage, construction, ameublement, etc.), il sert à l'industrie du cuir (tannin du châtaignier), à la fabrication du linoléum (chêne-liège), du papier (pâtes chimiques et mécaniques), de nombreux produits chimiques et pharmaceutiques (industries de la distillation du bois,) de la soie artificielle et même de l'alcool.

Le bois est encore une matière première d'une importance considérable pour la défense nationale. En temps de guerre, les armées ont non seulement besoin de bois pour le chauffage, mais surtout pour la fabrication de leur matériel (génie, artillerie, aviation), pour leur logement, pour leur protection (abris, piquets de réseaux) et pour leurs communications (traverses de chemin de fer, poteaux télégraphiques). C'est grâce à la cellulose de bois nitrée que l'Allemagne a pu, de 1914 à 1918, assurer la fabrication de ses explosifs en l'absence de toute importation de coton, rendue impossible par le blocus. Enfin, on sait le rôle que les forêts ont joué au cours des dernières hostilités, en favorisant la défense de certains points de notre territoire envahi ou la préparation de nos grandes offensives libératrices.

On peut dire que la politique forestière est inti-

mement liée à nos grands problèmes nationaux : politiques (indépendance de la pensée française : papier) ; économiques (industries diverses et carburants solides et liquides) et militaires (système défensif, approvisionnement en bois, éventuellement explosifs). C'est donc à juste titre qu'on s'inquiète dans certains milieux d'assurer la conservation et le développement de notre domaine forestier, car il constitue un capital précieux pour notre vie économique en temps de paix et un élément sérieux pour notre sécurité en temps de guerre.

Faire planter des arbres par les écoliers, répandre des brochures, cela ne suffit pas. Il faut surtout pratiquer une politique forestière, politique qui réclame à la fois l'accord du Gouvernement, des grandes industries du bois et de ses dérivés, des collectivités et des initiatives privées. Quelques exemples feront comprendre l'impérieuse nécessité de cette politique forestière.

En ce qui concerne la fabrication des extraits tanniques provenant de l'écorce des châtaigniers, nos trente-cinq usines sont de très grosses mangeuses d'une essence d'arbre véritablement nationale. A l'allure actuelle de leur consommation, en 25 ans nos châtaigneraies seront épuisées. Quelles mesures efficaces a-t-on prises pour parer à cette crise et assurer ce reboisement spécial ?

Pour le Chêne-liège, notre Afrique du Nord et le Var nous assurent un monopole dont nous ne profitons pas dans la branche de l'industrie du linoléum où le liège entre pour 50 %. Nous exportons le liège, et, faute d'usines de linoléum, nous importons ce dernier produit fabriqué, dans lequel nous payons

cher la matière première que nous avons fournie.

Pour les bois à œuvrer, nous envoyons à l'étranger des matériaux de première qualité, qui exigent l'emploi d'arbres vieux de un ou deux siècles, de gros diamètre et capables de donner des débits de choix, du déroulage ou du placage ; au contraire nous achetons à l'extérieur des produits de moindre qualité et des bois peu âgés.

Pour l'industrie du papier, la situation est plus grave. La France importe de plus en plus, bien plus qu'en 1914, de ce produit fini ou de pâtes. Elle prive ainsi sa main-d'œuvre d'un travail considérable, et elle abandonne des sous-produits intéressants, tout en payant à l'étranger annuellement plus d'un milliard de francs. Il appartient aux industriels de créer eux-mêmes leurs approvisionnements de matières premières ligneuses en boisant si possible, à proximité de leurs usines. Il appartient au Gouvernement de favoriser ce boisement, dans l'intérêt de la pensée française et dans le but d'assurer la constitution de réserves de cellulose en cas d'interruption des importations de coton.

En France, où 52 départements ont un taux de boisement inférieur au taux moyen et où il existe des millions d'hectares de terres incultes, de landes, de pâtis, il y a largement place pour l'application d'une politique forestière féconde. A l'inverse des mines de charbon ou de minerais, les forêts sont des sources de matière première que l'homme peut conserver et même développer tout en les utilisant. Une exploitation ainsi comprise nous libérera du tribut payé à l'étranger de sorte que chaque arbre planté peut s'appeler vraiment : « *L'arbre de la liberté* ».

Écoutons aussi M. Maurice Schwob : « Il faut reboiser au lieu de déboiser. Le bois d'œuvre, le bois de chauffage nous sont de plus en plus nécessaires et voici que les gazogènes au charbon de bois nous permettent de réduire notre consommation de pétrole,... à condition d'avoir du bois.

[Reboiser nos landes, nos terrains dénudés : aucune entreprise ne saurait être plus productive. Quelques milliers de francs dépensés en semis ou plantations d'arbres représentent une fortune au bout de vingt ans. Tout père prévoyant qui ferait un tel placement à la naissance de sa fille assurerait sa dot. On a fait l'objection que le petit capital ainsi immobilisé reste improductif pendant ces quatres lustres. Ce n'est pas exact puisqu'il travaille à intérêts composés, et quels intérêts ! Mais l'évolution moderne donne maintenant à ce capital la possibilité de produire tout de suite sans cesser pour cela de préparer la dot future. En effet les déchets, les coupes de basse futaie, les élagages d'aujourd'hui, nécessaires à la bonne venue de la forêt de demain, prennent désormais une valeur certaine grâce aux nouveaux fours à carboniser.

Les planteurs d'arbres feront donc une bonne affaire pour eux-mêmes et pour leurs enfants, aussi bien que pour leur pays. »

Consultons enfin M. Barris du Penner écrivant dans la Dépêche de Constantine, à propos du cas particulier de sa contrée, des vérités d'ordre général. « La démonstration n'est plus à faire que la forêt est surtout appelée à jouer un rôle de régulateur indispensable du régime des eaux. L'instabi-

lité du régime des pluies : sécheresse ou excès d'eau, est le principal obstacle que rencontre l'agriculture dans ce vaste et beau pays d'Algérie. La rareté des pluies aux époques de l'année les plus décisives pour le succès des cultures, fait autant de mal que l'excès de pluie qui, n'étant pas emmagasinée dans le sol trop dénudé, se précipite sur les pentes en torrents dévastateurs et, s'accumulant dans les bas-fonds, y produit les marais où s'engendre la fièvre.

On oublie vraiment trop parfois que la conservation de la forêt est en même temps la conservation des sources et des cours d'eau existants et que c'est dans ce pays la seule défense que l'homme puisse opposer à la sécheresse du climat.

Notre légèreté est réellement incroyable ; nous faisons des routes, des chemins de fer, des ports, des travaux de toute nature et l'on ne s'aperçoit pas que l'édifice pèche par la base car, si le peu de forêts qui nous reste vient à disparaître, l'Algérie sera inhabitable pour tous et, par la force des choses, elle retombera dans la sauvagerie.

A quelque point de vue que l'on se place, la conservation et l'extension des surfaces boisées sont une question suprême pour l'Algérie. On peut dire qu'aujourd'hui, il n'est personne qui méconnaisse cette impérieuse nécessité et ne se rende compte de la perturbation profonde apportée par le déboisement dans les climatures du Vieux et du Nouveau Monde. A part quelques individus de parti-pris ou d'autres qui jouent au paradoxe, il y a unanimité à reconnaître que l'homme, en détruisant aveuglément les forêts, a fait ainsi disparaître le facteur le plus important de la régularisation du régime

des pluies et de l'aménagement des eaux de source.

§ Sécheresses et inondations, tel est le résultat de cette rage de déforestation criminelle et imbécile. Il n'est donc pas exagéré de prétendre que l'universalité des habitants est intéressée au plus haut point à la conservation de la forêt, source inappréciable de richesse publique. La Société, menacée dans ces conditions de vie, a incontestablement un droit de légitime défense et elle peut s'opposer à un acte qui stériliserait le pays. »

Arrêtons-nous : un livre entier ne suffirait pas s'il fallait citer tout ce qui a été dit à propos de l'Arbre et des bienfaits qu'il nous dispense lorsqu'on sait l'utiliser sagement. Mais en dehors de fins désintéressées, ou tout au moins d'intérêt très général, la gestion des forêts, l'industrie et le commerce du bois font vivre un personnel considérable ; le chiffre d'affaires traité par cette branche de l'économie est énorme dans la plupart des pays du monde. Enfin, la crise qui freine actuellement si brutalement tant d'activités n'a pas épargné le bois ; au contraire il est, parmi les matières premières, une des plus touchées et bien des ruines s'accumulent malheureusement déjà parmi ses exploitants.

Sommes-nous donc pris au dépourvu, réduits à des moyens empiriques de défense et à la lutte en ordre dispersé ?

Heureusement non. De bons esprits, et depuis longtemps déjà, se sont efforcés d'agir autrement que par des paroles pour propager l'amour de la forêt, pour envisager son exploitation rationnelle et l'organisation du marché du bois. Ils se sont concertés,

ont comparé leurs méthodes, ont cherché des perfectionnements, ont entrepris la dure tâche d'intéresser les pouvoirs publics à leur œuvre et de faire réformer une législation déplorable.

Il nous a semblé opportun d'examiner :

D'abord l'organisation du marché français, plein d'enseignements parce que, si notre pays produit beaucoup de bois, il en achète également de grosses quantités à l'étranger : il y a donc lieu, chez nous, de tenir compte d'intérêts souvent contradictoires et il est bon de voir comment l'on a pu, ou tout au moins cherché à concilier ceux-ci. Aussi bien, nos syndicats corporatifs sont-ils nombreux, leurs chefs ont su les fédérer et les Pouvoirs Publics doivent compter avec une organisation puissante et déjà ancienne.

Puis les principaux marchés étrangers producteurs, leur importance, leurs possibilités d'exportation, leur propre stade d'organisation, les erreurs ou les habiletés de leurs dirigeants.

Mais les animateurs du marché du Bois ont agrandi leur zone de recherche en la situant sur le plan international. Car n'oublions pas que, si l'internationalisme, bon ou mauvais, est dans les mots depuis quelques années, ce qu'il a d'efficace et de raisonnable ne date pas d'hier : lorsque le problème était vaste et d'utilité générale, ses adeptes généreux se sont révélés bien avant nous. D'innombrables conférences et congrès régionaux se sont réunis depuis quelques dizaines d'années : ils ont préparé le terrain, dénombré les bonnes volontés, fait œuvre fort utile. Ils sont trop toutefois pour pouvoir être examinés en détail. Mais nous avons cru bon d'étudier

leur point d'aboutissement, c'est à dire les réunions internationales qui ont poursuivi des buts d'ordre plus élevé et les accords qui en ont été la résultante, ce qu'étaient ces buts, comment on a tenté de les réaliser pratiquement, les résultats obtenus, l'immense œuvre restant à accomplir.

Telles sont en définitive les questions que nous avons eu le désir de mettre en relief et que nous souhaitons avoir présenté avec une clarté suffisante au lecteur pour qu'il devienne, s'il ne l'est déjà, un ami des Arbres et un propagandiste de la plus grande, de la plus vivante, de la plus bienfaisante Forêt.

---



## **Le Marché du Bois et de ses Dérivés en France et dans les principaux Pays exportateurs**

---

### **La France**

La France est le type du pays à la fois producteur, importateur et transformateur de bois. Ses besoins élevés la mettent dans l'obligation de recourir pour une grosse part aux fournitures étrangères.

Rappelons qu'elle s'étend sur 550.926 kilomètres carrés et qu'elle est peuplée de 40 millions d'habitants environ. Sa superficie boisée est évaluée à 10.352.000 hectares (18,7 % du territoire), dont 501.300 hectares de surfaces improductives ; soit 0,26 hectare par habitant ; 3.611.000 hectares sont soumis au régime forestier et 6.742.000 hectares non contrôlés.

L'Etat ne possède en propre qu'un peu plus du dixième des forêts françaises, les bois communaux et d'établissements publics soumis constituent deux autres dixièmes de l'ensemble, de sorte que le total des forêts dont l'Administration surveille l'exploitation représente environ un tiers de la surface boisée de la France.

Dans l'ensemble les essences feuillues occupent les trois quarts, les essences résineuses un quart seule-

ment de la superficie. Parmi les feuillus, le plus répandu est de beaucoup le chêne, qui couvre à lui seul le tiers du sol planté. En ce qui concerne les résineux, le premier rang appartient au pin maritime, qui peuple le dixième de l'étendue totale (pignada landaise), puis vient le pin sylvestre avec le vingtième (Sologne). Le sapin n'occupe guère qu'un peu plus du trentième de la surface boisée.

Il est difficile de donner des chiffres, même approximatifs, de la production, étant donné que les deux tiers de la forêt française, auxquels il faut ajouter les arbres de haies et de parcs et les peupliers, échappent à tout contrôle. De plus, cette production a subi des variations considérables du fait de la destruction totale ou partielle d'une fraction de la France boisée pendant la guerre (350.000 hectares environ) et du retour de l'Alsace-Lorraine (441.570 hectares). Sous ces réserves, on peut admettre qu'en bois d'œuvre, elle est de l'ordre de 8 millions de mètres cubes par an.

La France est exportatrice de chênes ronds bruts et de bois de chauffage, elle est importatrice de résineux ronds bruts, de sciages de toutes catégories, de traverses, merrains, bois pour pâte à papier. En ce qui concerne les bois de mine, elle est à la fois importatrice et exportatrice (de poteaux en pin des Landes).

Avant la guerre, les zones d'emploi des bois étrangers étaient assez nettement délimitées : les bois du Nord et de Russie nous arrivaient par les ports de la mer du Nord et de la Manche, et étaient utilisés dans la partie Nord et Nord-Est de notre territoire ; les pays constituant à l'heure actuelle l'Europe Centrale (moins une grosse partie de la Pologne qui était russe), approvisionnaient la région lyonnaise, beaucoup

moins que de nos jours d'ailleurs ; les ports méditerranéens et leur hinterland avaient des relations suivies avec la Roumanie.

Actuellement, il ne faut plus songer à établir des délimitations rigoureuses car une véritable confusion règne, et chaque pays importateur place ses productions où il peut et comme il peut.

La France est le premier pays qui ait réalisé une organisation syndicale des industriels et commerçants du bois, certains groupements pouvant déjà fêter le cinquantenaire de leur constitution.

Les propriétaires forestiers se sont rattachés à la Société des Agriculteurs de France, où ils forment une section spéciale appelée « Comité des Forêts ».

Les exploitants et scieurs se sont en général organisés par régions forestières ; à l'heure actuelle il existe environ 80 groupements qui se sont fédérés le 17 juillet 1902. Leur union porte le nom de Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois.

Parallèlement se constituaient des syndicats de marchands de bois, dont le type est la Chambre syndicale des bois à œuvrer de Paris ; la plupart d'entre eux se sont groupés depuis une dizaine d'années sous le nom de Groupement général du Commerce et de l'Industrie du Bois en France, auquel adhèrent également la plupart des importateurs de bois du Nord.

Pendant un certain nombre d'années la Fédération et le Groupement général s'ignorèrent, mais ils s'unirent ensuite sous l'égide de la Confédération générale de la Production française.

Le père de la Confédération générale de la Produc-

tion française est M. Clémentel, ancien ministre, et son président actuel M. Duchemin. Son but est de coordonner les efforts de tous les producteurs des différentes branches économiques, formant chacune un Groupe de la Fédération, tant au point de vue commercial qu'industriel, de façon à avoir une action sur les décisions des Pouvoirs Publics et du Parlement. Le 11 mai 1925 fut constitué le 26<sup>e</sup> Groupe : « Industries et Commerce du bois » qui réunissait à l'origine la Fédération Nationale, le Groupement général et la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois. Depuis vint s'y adjoindre la Confédération générale de l'Ameublement.

En dehors de tous ces groupements et à la suite des entraves apportées il y a peu de temps au commerce d'importation des bois par le contingentement et le régime des licences, un certain nombre d'importateurs de bois de l'Europe Centrale viennent de se constituer en syndicat, mais ils demeurent indépendants.

La forêt française est régie par le Code forestier, promulgué le 31 juillet 1827. Une seule loi importante est venue le compléter depuis, c'est celle du 4 avril 1882, modifiée par la loi du 16 août 1913 (avec le décret complémentaire du 11 juillet 1882), relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. Elle permet à l'Etat d'effectuer des travaux pour la régularisation du régime des eaux et réglemente la gestion des pâturages communaux. Elle étend en outre aux reboisements effectués en exécution de ses prescriptions le bénéfice des exemptions d'impôts établies par l'article 226 du Code Forestier.

Une seconde loi du 28 avril 1922 complétée par

un décret en forme de règlement d'administration publique du 2 août 1923 s'occupe des forêts de protection pour soumettre à un régime spécial celles, même situées en bordure de la mer, dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et les pentes et à la défense contre les avalanches, les érosions et envahissements des eaux et des sables.

Enfin, une dernière loi du 19 juillet 1932, modifiant l'article 224 du Code Forestier, fixe les règles auxquelles sera dorénavant soumis le défrichement des bois particuliers. En principe, et sauf exceptions énumérées dans le texte, tout propriétaire devra, préalablement au défrichement, faire une déclaration qui provoquera une enquête administrative. Le Ministre de l'Agriculture signifiera à l'intéressé soit son opposition, soit son adhésion au projet, son silence correspondant d'ailleurs à une adhésion.

Pour être plus complets, nous mentionnerons encore un certain nombre de décrets et ordonnances relatifs aux dunes : Décret du 14 décembre 1810 sur la fixation et l'ensemencement des dunes, Ordonnances du 5 février 1817 concernant les dunes de la Gironde et des Landes et du 15 juillet 1818 concernant celles du Pas-de-Calais.

Sous l'influence de la crise mondiale, de la surproduction russe et de la sous-consommation allemande, les importations tendirent, à partir de 1930, à croître au delà des limites normales, par suite des prix très bas auxquels étaient offerts les bois étrangers. Ce fait a contraint la France à recourir au contingentement de l'importation des principaux articles du bois (décret du 27 août 1931) et à l'augmentation des droits de

douane (décrets du 11 juillet 1931 pour le tarif général et du 26 mars 1932 pour le tarif minimum), et de la taxe à l'importation (Loi de Finances 1932, *J. O.*, 1<sup>er</sup> avril 1932).

Enfin, un arrêté ministériel du 26 mars 1932 (*J. O.*, 30 mars 1932) a institué le régime des licences d'importation, et constitué auprès du Ministre de l'Agriculture une commission supérieure de permis d'importation donnant son avis sur la répartition des contingents trimestriels entre les demandeurs. Cette commission, présidée par le Directeur général des Eaux et Forêts, comprend des représentants de l'Administration et des intérêts généraux du bois.

Un comité interprofessionnel des importations de bois fut en même temps chargé de la réception des demandes d'importation, de leur examen et de la préparation des solutions à proposer à la commission supérieure. Fait intéressant à relever : les statuts de ce comité ont été établis par les groupements professionnels représentés à la Commission supérieure et seulement soumis à l'approbation du Ministre de l'Agriculture ; ses membres ont été désignés par le Groupement XXVI de la Confédération générale de la Production française, c'est-à-dire par un organisme tout au plus officieux.

---

## L'Autriche

---

Malgré les amputations qu'elle a dû subir à la suite de la guerre, l'Autriche est restée grosse productrice et exportatrice de bois. Son territoire est maintenant réduit à 83.833 kilomètres carrés et sa population s'élève à 6.750.000 habitants. La superficie boisée est de 3.138.161 hectares, soit 37,4 % de la surface totale du pays, et la moyenne par habitant de 0,48 hectare. 24,1 % des forêts sont propriété de l'Etat.

Sur la totalité du territoire boisé, 83,7 % est occupé par des essences résineuses et 16,3 % par des feuillus. La proportion par espèce est approximativement de :

|                    |      |
|--------------------|------|
| Epicéa .....       | 58 % |
| Pin sylvestre..... | 10 — |
| Hêtre.....         | 10 — |
| Sapin.....         | 7 —  |
| Mélèze.....        | 7 —  |

On compte que 43,3 % des forêts sont aménagées. Un recensement effectué en 1930 a estimé la production annuelle à 9.523.000 m<sup>3</sup> (soit un accroissement annuel de 3 m<sup>3</sup> 03 à l'hectare), dont 5.809.000 m<sup>3</sup> de bois d'œuvre. L'excédent disponible pour l'exportation est d'environ 3.371.000 m<sup>3</sup>, constitué presque exclusivement par des résineux.

L'exercice du droit de propriété est soumis par des dispositions légales à certaines limitations dans toutes les forêts. Ces dispositions varient suivant les différents pays fédéraux, mais dans certaines contrées, les restrictions vont si loin que toute coupe dépassant les

besoins normaux du ménage et du bien-fonds doit être autorisée par l'autorité forestière.

Pour l'ensemble du pays, une loi du 3 décembre 1852, complétée par d'autres du 17 avril 1876 et du 5 août 1878 réglemente les abatages. Une ordonnance du 14 avril 1919 obligeait les exploitants à faire homologuer les contrats de coupe de bois ; elle fut publiée au lendemain de la guerre au moment où des abus se faisaient jour par suite de l'accroissement des besoins, mais elle fut annulée le 16 novembre 1923 une fois la situation redevenue normale.

Signalons également une loi du 15 avril 1911, intéressant la Basse-Autriche, qui limite le reboisement des terrains contigus à des exploitations agricoles.

Par incidence, certaines dispositions tendent à restreindre l'exportation par l'établissement de taxes frappant à la sortie certaines spécialités comme les bois de construction et les bois à œuvrer. Citons à ce propos l'ordonnance du 8 septembre 1926. Toutefois un accord avec l'Allemagne en date du 12 avril 1930 a fait bénéficier cet Etat d'exemptions. En ce qui concerne la France, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, aucune taxe n'est perçue. A peu près seule en définitive, l'exportation vers la Suisse est frappée.

D'ailleurs, l'Autriche s'estime heureuse de pouvoir vendre à l'extérieur le maximum de bois possible, cet article étant un des rares pour lequel le bilan commercial est actif. Néanmoins, par suite de l'ordonnance sur les devises en vigueur depuis 1931, et des tarifs élevés des chemins de fer l'exportation est rendue plus difficile.

Il n'existe en Autriche ni cartels de vente, ni

ententes sur les prix : ils ne sont cependant pas interdits par loi, mais en fait le marché est laissé à la libre concurrence. Une organisation se heurterait, entre autres difficultés, à ce que, parmi les 5.800 scieries du pays, il y a un très grand nombre de petites entreprises, notamment dans les régions frontalières de l'Ouest, qui pratiquent l'exportation ; et à ce qu'en dehors des scieries qui exportent directement, un grand nombre de négociants travaillent également avec l'étranger.

On peut toutefois relever qu'une entente s'est constituée entre les propriétaires de scieries de Carinthie pour le placement de leur production en Italie et que la Chambre de Commerce de Gratz a pris récemment l'initiative d'un accord entre les petites scieries travaillant pour le marché hongrois, accord susceptible d'être étendu à l'exportation vers les pays de l'Europe occidentale.

Les expéditions totales de bois vers l'extérieur se sont montées en milliers de tonnes à :

|              |       |
|--------------|-------|
| En 1925..... | 1.098 |
| En 1929..... | 1.043 |
| En 1930..... | 880   |
| En 1931..... | 708   |

et celles intéressant la France à :

| <i>En tonnes :</i>             | Bois    | Cellulose<br>et pâte de bois |
|--------------------------------|---------|------------------------------|
| 1929 .....                     | 253.723 | 123.060                      |
| 1930 .....                     | 236.962 | 154.115                      |
| 1931 .....                     | 244.634 | 125.784                      |
| <i>En millions de francs :</i> |         |                              |
| 1929 .....                     | 155.099 | 23.324                       |
| 1930 .....                     | 142.016 | 24.620                       |
| 1931 .....                     | 107.946 | 18.484                       |

## Le Canada

---

Le Canada s'étend sur 9.659.800 kilomètres carrés et est peuplé de 10.353.778 habitants (1931). Ses forêts sont parmi les plus grandes et les plus riches qui restent au monde, et constituent l'une des plus importantes ressources du pays. Ces immensités boisées, de 298.221.059 hectares (32,8 % de la superficie) forment une vaste ceinture comportant sur certains points plus de 900 kilomètres de largeur.

On estime que les produits de la forêt fournissent 20 % des transports commerciaux des chemins de fer canadiens, et l'excédent considérable des exportations sur les importations que représente le groupe « bois, produits du bois et papier » se chiffrant par 184.472.442 dollars canadiens au cours de l'exercice financier clos en mars 1931 constitue un facteur de haute importance pour le commerce international du Canada.

Les forêts domaniales représentent 77,2 % de l'étendue totale, celles dont le droit de coupe est concédé 13,2 % et les forêts particulières ou des corporations 9,6 %.

La répartition des essences est sensiblement la suivante :

|                 |                      |
|-----------------|----------------------|
| Cônifères ..... | 248.635.392 hectares |
| Bois durs ..... | 49.585.667 —         |

Les principales espèces rencontrées sont : l'épinette (épicéa) blanche, rouge et noire, le pin blanc et rouge, le sapin, l'érable, le peuplier, le tremble et le hêtre. L'érable donne par incision un latex dont on fabrique un suc agréable qui est consommé dans le pays. L'épinette, le pin et le sapin produisent de grosses quantités de pulpe à papier, dont le Canada est un des principaux fournisseurs.

Les quantités abattues en 1929 ont été les suivantes :

|                         |                                 |
|-------------------------|---------------------------------|
| Bois de sciage .....    | 32.978.700 m <sup>3</sup>       |
| Bois de pulpe .....     | 21.657.800 —                    |
| Bois de chauffage ..... | 26.044.100 —                    |
| Bois divers .....       | 6.845.600 —                     |
|                         | <hr/> 87.526.200 m <sup>3</sup> |

non compris les destructions par incendies, insectes et champignons, estimées à 30 millions de m<sup>3</sup>.

Les autorités se sont très sérieusement occupées de la conservation du capital forestier et ont pris des mesures pour obtenir un rendement régulier. Les incendies ont spécialement retenu l'attention du législateur ; en ce qui concerne les exploitations abusives il est interdit de faire des coupes à blanc.

La fabrication de la pulpe et du papier occupe aujourd'hui un des premiers rangs dans les industries manufacturières du Canada, elle a pris cet essor depuis le commencement du siècle actuel. Son grand développement est dû surtout à l'existence de puissantes forces hydrauliques qui avoisinent les régions boisées.

En 1930, la production de la pulpe s'éleva à 3.619.345 tonnes en réduction d'ailleurs de 10 % sur 1929 et celle du papier à 2.926.787 tonnes, au lieu de 3.197.149 tonnes en 1929.

Il n'existe pas à proprement parler d'associations de producteurs ni d'ententes sur les prix : chaque province est très décentralisée et le marché est en grande partie régi par les Chambres de Commerce, spécialement par celle de Chicoutimi (Province de Québec).

La plus grosse quantité du bois exporté est dirigé vers les Etats-Unis et est destiné pour les huit dixièmes à la fabrication du papier. Ce sont également les Etats-Unis qui absorbent la plus grande partie du papier canadien : 84 % en valeur en 1930.

Les fluctuations de la monnaie canadienne ne semblent pas avoir eu une influence considérable sur les exportations ; le dollar canadien n'a d'ailleurs pas subi une baisse aussi accentuée que la livre anglaise, car, en raison des prêts importants consentis par les Etats-Unis, il est plutôt tributaire du dollar américain.

En résumé, le Canada est un réservoir d'arbres de toute première importance, mais, éloigné de l'Europe, il ne joue pas sur notre marché un rôle de premier plan, son activité se tournant, comme il est naturel vers son voisin, qui est en même temps gros consommateur : les Etats-Unis.

---

## L'Esthonie

---

L'Esthonie, s'étendant sur 47.559 kilomètres carrés, peuplée de 1.116.500 habitants, est essentiellement agricole.

L'industrie du bois y est très développée, étant donnée l'étendue forestière, qui couvre 933.880 hectares, c'est à dire 19 % de la superficie, (0,81 hect. par habitant).

743.000 hectares, soit 82,5 % des forêts, appartiennent à l'Etat, le reste étant la propriété des villes, des institutions et des personnes privées.

L'exploitation des forêts de l'Etat est gérée par une direction générale, tandis que les forêts privées sont seulement régies par une loi qui les place sous le contrôle gouvernemental.

Dans les forêts de l'Etat, la répartition des essences est la suivante :

|              |      |
|--------------|------|
| Sapin.....   | 42 % |
| Pin.....     | 21 — |
| Bouleau..... | 15 — |
| Tremble..... | 10 — |
| Divers.....  | 12 — |

Les arbres d'âge, c'est à dire de plus de 60 ans se rencontrent, en ce qui concerne les conifères, dans une proportion de 48 %.

L'exploitation s'effectue selon un plan bien établi

pour éviter les coupes abusives, l'accroissement annuel étant estimé à 3 m<sup>3</sup> par hectare.

Le rendement est de 2.080.000 m<sup>3</sup> environ ; il est actuellement assez faible, ce qui s'explique par une mauvaise gestion antérieure.

Au cours de l'année 1930-1931, l'Etat a mis en exploitation 1.832.044 m<sup>3</sup> de bois, dont 48,2 % ont été traités par son industrie forestière propre, et le reste mis en adjudication. Mais en automne 1931 où il fut mis en vente 6.148 hectares, 1.184 seulement (19,6 %) furent adjugés. C'est dire que la crise frappe lourdement l'Esthonie.

35 à 40 % de la production est, en temps normal destinée à l'exportation sous forme de planches (70.000 standards environ), traverses de chemins de fer, poutres, contreplaqué, allumettes et également de pâte de bois mécanique et chimique.

Les principaux clients de l'Esthonie sont l'Angleterre et la Belgique, et, du fait que l'Etat est le très grand propriétaire, il n'existe ni cartels de vente ni ententes sur les prix.

Mais, à l'heure actuelle, des restrictions ont dû être établies sur le marché des devises; en raison de la baisse de la monnaie anglaise. La couverture des billets émis était en effet réalisée par un avoir en livres et la perte pour la Banque d'Esthonie fut de ce fait de 30 %. Malgré cette situation, la couronne, unité légale, a conservé sa valeur or, et vaut actuellement (août 1932) 6.60.

---

## La Finlande

---

La Finlande, petit Etat mais grande Nation, selon la forte expression de M. de Lapradelle, est parvenue, peu d'années après son accession définitive à l'indépendance, à équilibrer et à stabiliser la balance de son commerce extérieur. Sa principale industrie, celle du bois, a pu trouver des débouchés abondants dès la fin des hostilités.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, les forêts finlandaises étaient restées sensiblement improductives, ne fournissant guère que des matériaux de construction et du combustible. Mais on s'aperçut, lorsque les industries du bois et du papier se développèrent, qu'elles constituaient d'énormes capitaux. L'Etat lui-même, grand propriétaire, en favorisa l'exploitation rationnelle. Vers 1850, il fit venir des spécialistes étrangers ; en 1859 il promulga une loi sur l'administration des forêts de l'Etat, puis il créa un Institut de Sylviculture pour la formation des gardes et en 1863 une direction des Forêts. Actuellement la Finlande possède des chaires d'enseignement supérieur à l'Universalité d'Helsinki, cinq écoles forestières et une station d'essais.

Ainsi furent empêchées dans les forêts de l'Etat les déprédations et les coupes exagérées. Mais jusqu'à ces dernières années les propriétaires privés

jouirent d'un excès de liberté. Des lois de 1917 et 1928 restreignirent les abus en instituant des commissions de surveillance à qui doivent être demandées les autorisations de coupes. Aussi l'accroissement annuel est-il évalué à 44.000.000 de m<sup>3</sup> alors que l'abatage est de 40 millions seulement. Il est d'ailleurs bon de signaler que ces chiffres s'entendent compte tenu des exploitations de l'Etat, propriétaire des 2/5 des forêts, groupées surtout dans le Nord du pays où les voies d'accès et d'écoulement sont peu développés. Dans le Sud, certains districts sont trop exploités.

La superficie de la Finlande est de 388.217 kilomètres carrés, soit plus des 2/3 de la France, et la population de 3.634.047 habitants (1929). Les forêts s'étendent sur 25.263.000 hectares, c'est à dire 74 % de la superficie du pays, et 7,77 hectares par habitant, chiffre le plus élevé du monde.

L'arbre le plus répandu est le pin (55.2 %), puis le sapin (24.8 %) et le bouleau (16.9 %).

Bien que les incendies causent parfois de grands dégâts, les bénéfices laissés par l'exploitation des forêts sont considérables. Voici quelques chiffres se rapportant à l'Etat en sa qualité de propriétaire forestier :

| (En milliers de marcs) |          |          |               |
|------------------------|----------|----------|---------------|
|                        | Recettes | Dépenses | Bénéfice net  |
| 1861.....              | 101      | 364      | — 263 (perte) |
| 1880.....              | 986      | 678      | 308           |
| 1900.....              | 4.898    | 958      | 3.940         |
| 1910.....              | 12.715   | 4.366    | 8.349         |
| 1920.....              | 130.625  | 64.047   | 66.578        |
| 1927.....              | 313.637  | 153.730  | 159.907       |
| 1929.....              | 363.200  | —        | —             |

Le marc d'avant-guerre avait la valeur du franc-or ; en 1921 il n'en avait plus que le seizième. Mais depuis 1924 il s'est maintenu remarquablement stable jusqu'en décembre 1931 à la parité de 39,70 marcs pour un dollar, et de 0,6425 franc français pour un marc. A cette dernière date, en raison de la baisse de la livre anglaise, il fléchit et ne vaut plus (juin 1932) que 0 fr. 43. Il est certainement sous-estimé.

En 1929, les industries du bois, de la pâte de bois et du papier groupaient 1164 établissements dont 579 scieries, occupant 71.078 ouvriers. Les salaires payés s'élevaient à 862.584.500 marcs, la force motrice utilisée à 400.192 C. V. et la valeur brute de la production à 5.669.921.500 marcs.

A part le débitage des troncs en poutres, planches et planchettes, la Finlande est grand fournisseur de bobines qu'elle vend surtout en Angleterre (55 millions de marcs en 1929). Au cours de ces dernières années, la fabrication du contre-plaqué a pris beaucoup d'extension : quinze entreprises se livrent à cette industrie dont le rendement a été en 1929 de 281 millions de marcs. La production de la pâte de bois mécanique fut d'autre part de 312.436 tonnes en 1929 pour 50 usines ; 30 fabriques ont fourni la même année 584.000 tonnes de pâte chimique. Le total de la fabrication annuelle des diverses sortes de papier dépasse 250.000 tonnes pour 27 usines (1) ; celle des allumettes enfin s'est élevée à 493 millions de boîtes, toujours en 1929.

Quelques articles, et c'est là un fait caractéristique qui offre quelques avantages doublés d'inconvénients

1. En 1931 : 325.000 tonnes dont 210.000 de papier-journal.

sérieux, constituent à eux seuls la presque totalité des exportations : le bois 49,11 %, valeur 2 milliards 625.282.000 mares : le papier et la pâte de bois 34,43 %, valeur 1 milliard 840.157.000 marcs (1930).

En vue de faciliter et de coordonner le commerce d'exportation, de nombreuses industries finlandaises ont constitué des cartels chargés de recevoir les commandes et de les répartir entre leurs membres. Ainsi, depuis 1892, la Société des Papeteries de Finlande centralise la presque totalité de la vente des papiers à l'étranger.

L'Union des exportateurs de bobines, celle des fabricants de contre-plaqué, de pâte mécanique et de carton, de cellulose, possèdent aussi des comptoirs de vente maîtres des prix et qui répartissent les ordres entre les adhérents au prorata de leur puissance de fabrication.

La tendance est la même dans le commerce intérieur : des trusts se sont formés, par exemple pour les allumettes, dans le but de maintenir la production dans les limites de la consommation et de fixer les prix et les conditions de travail. Les industries du bois, de la pâte de bois et du papier ont été amenées à constituer des cartels puissants, organisés dans le sens vertical et allant même jusqu'à acquérir des terrains boisés pour s'affranchir des exigences des marchands de bois. En 1930, les membres des syndicats de producteurs, en accord avec leurs confrères suédois et norvégiens, émus de la situation angoissante des affaires, s'imposèrent librement des restrictions rigoureuses, fixant d'avance la production du bois pour l'année 1931 à 20 % de moins que celle de l'année précédente, et groupant les entreprises en trois classes, selon leur

importance, pour assigner un contingent à chacune d'elles.

En ce qui concerne le bois proprement dit, l'exportation est libre, il n'y a pas de comptoir de vente cartellisé mais des syndicats qui cherchent une politique de prix commune à tous leurs adhérents. Tels sont l'Union des exportateurs de poteaux de mine et surtout l'Union des scieries finlandaises, qui représente 75 à 80 % des quantités exportées et veille aux intérêts économiques et politiques généraux de l'industrie du bois, mais sans toutefois servir d'intermédiaire pour la vente.

En raison de la concurrence des pays étrangers, les individualités restent maîtresses de leurs prix. Par la force des choses cependant, il existe quelques concentrations avec direction unique dans les scieries.

En résumé, une forte discipline collective a permis à la Finlande de conserver intact son capital-bois et de ne procéder aux abatages que dans la mesure où le placement de la matière fabriquée est assuré. Quant aux prix obtenus, la force de la dépression économique dépasse trop la faculté de résistance des particuliers et même des cartels pour qu'ils puissent être dirigés : ils subissent la loi commune ; mais grâce à une intelligente organisation, à de sages restrictions dans la production, ils ont permis aux Finlandais de tenir devant la tourmente. Leur balance commerciale s'est soldée en 1931 par un excédent d'exportations de près d'un milliard de marcs, ce qui n'est pas, à tout prendre, un mince résultat.

## La Hongrie

---

Avant la guerre, la Hongrie était un gros fournisseur de bois.

De nos jours, sa superficie a été notablement réduite, et, en particulier, les régions productrices ont été attribuées : la Slavonie à la Yougoslavie, la Transylvanie à la Roumanie, la Slovaquie à la Tchécoslovaquie, de sorte que cet Etat, d'exportateur est devenu importateur, tout au moins pour certaines essences.

La Hongrie s'étend sur 92.916 kilomètres carrés et est habitée par 8.454.000 habitants. Les forêts couvrent une superficie de 1.167.796 hectares, soit 12,6 % du territoire (0 hect. 14 par habitant) et sont réparties en :

|              |                  |
|--------------|------------------|
| Futaies..... | 678.358 hectares |
| Taillis..... | 570.696 —        |

Le chêne est l'arbre prédominant, puisqu'il se rencontre à lui seul sur 570.696 hectares, tandis que les cônifères ne s'étendent que sur 59.622 hectares.

On estime que la production peut fournir 1 million 764.597 m<sup>3</sup> de bois de chauffage et 694.893 m<sup>3</sup> de bois d'œuvre.

Les particuliers sont propriétaires d'environ 47,8 %

des forêts, mais la législation concernant les exploitations abusives est extrêmement sévère.

En raison sans doute du peu de valeur actuelle de l'exportation des bois, il n'existe pas d'associations importantes de producteurs.

Un office de compensation des créances a été institué pour faciliter les rapports avec l'étranger.

L'unité monétaire est le Pengo dont la parité or est de 4 fr. 44 et qui a cours forcé à l'intérieur du pays. A l'extérieur, il subit une dépréciation et ne cote guère actuellement (août 1932) que 3,40 au maximum.

---

## La Lettonie

---

La Lettonie, pays essentiellement agricole, s'étend sur 65.700 kilomètres carrés et est peuplée de 1 million 867.000 habitants.

La surface boisée représente 1.659.223 hectares, soit 26.8 % de la superficie totale.

L'Etat est le plus gros propriétaire forestier, puisqu'il possède 83,6 % du sol planté. Les essences principales sont les résineux : sapin 48,5 %, pin, 29,8 %, puis vient le bouleau avec 11,9 %. Les hautes futaies prédominent, il n'y a que peu de taillis et de taillis sous futaie.

Bien que la superficie boisée ait diminué de 120.000 hectares environ ces années dernières par suite de la réforme agraire, elle est encore de 0.87 hectare par habitant, proportion très élevée qui s'explique par certaines conditions géologiques empêchant l'extension des cultures agricoles.

Le rendement normal des forêts est estimé à 4.530.000 m<sup>3</sup>, soit 2,7 m<sup>3</sup> par hectare, dont 65 % de bois d'œuvre. Certains trouvent cette appréciation trop optimiste et prétendent qu'il y a surexploitation. Le Gouvernement a d'ailleurs prévu pour les années à venir un abatage de 3.800.000 m<sup>3</sup> seulement, ce qui laisserait disponible pour l'exportation 700.000 m<sup>3</sup> de bois d'œuvre. Les recettes de l'Etat risquent de se ressentir de cette restriction.

Toutes les forêts dont la superficie dépasse 50 hectares sont actuellement soumises au contrôle administratif, les coupes n'y étant autorisées qu'en conformité avec un plan d'économie forestière établi.

La Lettonie ne possède pas d'organisation pour l'exportation des bois, et cette absence influence défavorablement sa production. Elle fournit surtout des bois sciés, des bois de papeterie et de mines, des placages, bois à allumettes et papiers.

L'exportation de tous ces articles s'éleva en :

1928 à 103,7 mil de lats, soit 40 % du total des exportations,

1929 à 106,8 mil de lats, soit 38 % du total des exportations,

La crise se fit durement sentir en 1931, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

| Exportations en                                | 1930      |                                  | 1931    |                                  |
|------------------------------------------------|-----------|----------------------------------|---------|----------------------------------|
|                                                | Tonnes    | Valeur<br>en millions<br>de lats | Tonnes  | Valeur<br>en millions<br>en lats |
| Produits forestiers...                         | 1.005.000 | 68                               | 566.000 | 34                               |
| Matières pour la fabri-<br>cation du papier... | 4.500     | 1,29                             | 1.740   | 0,34                             |
| Allumettes.....                                | 1.270     | 0,844                            | 1.177   | 0,715                            |

Le Lat équivaut à Un fr. or, son cours actuel (août 1932) est de 4,90 environ.

L'exportation des devises est réglementée.

Les principaux clients de la Lettonie pour les bois sont la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Le commerce avec la France est relativement peu important.

## La Lithuanie

---

La Lithuanie occupe 55.658 kilomètres carrés et a une population de 2.367.042 habitants (1<sup>er</sup> janvier 1931).

C'est un pays purement agricole : 91 % de son territoire sont formés de sol productif et 76 % des habitants vivent de la terre. Les chutes d'eau y fournissent une énergie abondante et les industries les plus développées sont associées à l'agriculture et à la sylviculture.

De tout temps d'ailleurs les Lithuaniens, laborieux et pacifiques, ont porté une véritable vénération à leurs forêts. Il y a cent ans seulement, celles-ci couvraient encore 50 % du territoire. La guerre y a fait malheureusement une véritable hécatombe d'arbres et a saccagé des dizaines de milliers d'hectares.

Actuellement, les forêts s'étendent sur 1 million 029.414 hectares, la plus grande partie se trouvant dans l'est et le sud du pays, ce qui donne un taux de boisement de 18,49 % et une proportion de 0,40 hectare par habitant.

L'Etat est le plus gros propriétaire forestier : il possède 84 % des forêts, soit 871.715 hectares, qu'il exploite lui-même.

Les essences rencontrées sont surtout des conifères :

|            |      |
|------------|------|
| Sapin..... | 40 % |
| Pin .....  | 30 % |

Les feuillus se répartissent comme suit :

|              |      |
|--------------|------|
| Tremble..... | 13 % |
| Bouleau..... | 12 % |
| Aulne.....   | 4 %  |
| Chêne.....   | 1 %  |

D'après les statistiques fournies par le Département Forestier du Ministère de l'Agriculture, l'abatage, tant pour l'Etat que pour les particuliers, est toujours inférieur à la croissance, et l'application des règlements est très sérieusement surveillée sur ce point. Si, pendant les années 1927-1930, les coupes furent augmentées, elles demeurèrent néanmoins inférieures à l'accroissement annuel, qui est d'environ 2 millions 883.000 m<sup>3</sup>.

Voici quelques chiffres se rapportant à l'exploitation :

|           |                          |
|-----------|--------------------------|
| 1924..... | 1.381.000 m <sup>3</sup> |
| 1927..... | 2.523.000 —              |
| 1930..... | 2.240.000 —              |
| 1931..... | 2.160.000 —              |

Le flottage est encore pratiqué, et s'effectue sur une longueur de 1.977 kilomètres de rivières.

Depuis 1927, l'Etat a entrepris la production de bois façonnés (poutres, traverses de chemin de fer, bois à papier, bois de chauffage) ; elle ne s'éleva à l'époque qu'à 6 % de la totalité du bois abattu, et atteignit 32 % en 1930 (722.375 m<sup>3</sup>) et 28 % en 1931.

On estime à 65 % la proportion de bois d'œuvre tiré des grumes, le reste constituant du bois de chauffage.

L'industrie du bois est concentrée dans les régions de Klaipėda (Memel), Kaunas et Marijampolė. En raison de sa situation géographique favorable, non loin de l'embouchure du Nemunas (Niémen), Klaipėda est le grand centre lithuanien de l'industrie, du commerce et du transit du bois, toutes les grosses entreprises s'y trouvant concentrées.

L'exportation, qui se fait presque exclusivement par ce port, s'est surtout développée depuis la guerre en même temps que s'accroissait le nombre des scieries et des fabriques de meubles. Il existe (1931) environ 350 scieries, dont 118 d'une assez grande importance.

Pendant les premières années d'après-guerre, les demandes de l'étranger furent importantes et, dans le but de favoriser l'exportation des bois ouvrés, les grumes furent frappées de droits de sortie, supprimés d'ailleurs en 1929. Après une diminution en 1925-1926, le commerce extérieur reprit son essor, mais depuis 1930 la crise économique frappa le bois lithuanien : les prix baissèrent et la demande se raréfia. En 1931 toutefois, bien que l'exportation ait encore diminué, la demande du marché intérieur s'accrut notablement par suite d'une augmentation des constructions. C'est ainsi que les scieries produisirent durant cette année 440.000 m<sup>3</sup> de bois d'œuvre contre 250.000 m<sup>3</sup> en 1930 et 330.000 m<sup>3</sup> en 1929.

Les bois de placage sont livrés par 3 usines qui eurent entre 1925 et 1928 une fabrication moyenne annuelle de 7 à 8.000 m<sup>3</sup> et en 1929 de 12.425 m<sup>3</sup> valant presque 10 millions de litas.

Les fabriques de meubles eurent une production évaluée à 4 millions de litas en 1930 et qui s'accrut de

30 % en 1931. Les autres spécialités (caisses, allumettes, objets en bois) se chiffèrent par 2 millions de litas en 1930.

Enfin, en ce qui concerne la cellulose, la moyenne annuelle de fabrication de 1924-1927 fut de 40.000 tonnes, de 61.500 tonnes en 1929 et de 55.600 tonnes en 1930. Environ 350.000 m<sup>3</sup> de bois sont employés pour la fabrication du papier.

Le bois constitue l'objet principal des exportations lithuaniennes :

|              | % du total | Valeur en millions<br>de litas |      | Tonnes  |
|--------------|------------|--------------------------------|------|---------|
| En 1924..... | 24,85      | 66                             |      |         |
| En 1928..... | 28,55      | 73,2                           | pour | 318.313 |
| En 1929..... | 30,25      | 98,9                           | —    | 423.271 |
| En 1930..... | 20,71      | 69,1                           | —    | 326.517 |
| En 1931..... | 15,44      | 42,2                           | —    | 184.111 |

La France est entrée dans ces chiffres pour 6.032, 9 tonnes en 1930.

Il existe à Klaipèda une organisation syndicale de vente : Klaipèdos Medzio Sindicatas.

Signalons enfin qu'en raison de la situation monétaire bien assise, aucune restriction n'est opposée en Lithuanie à l'exportation des devises. Le litas a conservé sa valeur or qui est de 2 fr. 53.

## La Norvège

---

Bien que la Norvège possède d'abondantes ressources forestières, son rôle comme fournisseur de bois a beaucoup diminué. Nous croyons toutefois utile de donner quelques indications sur la situation de son marché, quoique les derniers renseignements officiels recueillis soient déjà un peu périmés (1927). Il semble que cette décroissance soit due à des exploitations abusives : la réserve d'arbres adultes a été fortement réduite et, par suite, le capital-bois est devenu très faible. Mais actuellement les jeunes plants sont très nombreux et si la prudence de la gestion se poursuit, la production pourra redevenir plus considérable.

La superficie de la Norvège est de 309.410 kilomètres carrés (déduction faite des eaux douces) et la population de 2.632.138 habitants. Les forêts s'étendent sur 7.499.503 hectares, ou 24,2 % de la superficie, donnant un pourcentage de 2,85 hectares par tête d'habitant, mais une partie assez considérable est assez difficilement exploitable. Environ 600.000 hectares se trouvent situés au Nord du Cercle polaire.

Très découpé, le pays est arrosé par de nombreuses rivières qui, de bonne heure, ont été utilisées pour le flottage des bois tandis qu'à leur embouchure se créaient des scieries et des usines de pâte à papier.

Comme dans toute la Scandinavie, les forêts consistent principalement en conifères (70 %), les arbres feuillus (2.248.916 hectares) étant surtout employés comme bois de chauffage et à la fabrication d'outils et ustensiles. Ce sont surtout des bouleaux, des chênes, ceux-ci très recherchés précédemment pour la construction des navires, et des hêtres.

Les conditions de croissance des arbres sont très variables en raison de l'allongement du territoire dans le sens Nord-Sud, de la variation des altitudes et du régime des pluies, de la différence de composition du sol. Il est d'usage de distinguer :

Les forêts situées au Nord du Cercle polaire.

Les forêts des districts côtiers de l'Ouest.

Les forêts de l'intérieur.

La plupart des forêts polaires sont la propriété de l'Etat et sont composées surtout de pins avec mélange de bouleau.

Les côtes de l'Ouest sont pauvres en forêts, sauf dans le fond des fjords. Des efforts sont actuellement tentés pour reconstituer des massifs, surtout en sapin, et semblent donner des résultats satisfaisants.

Les forêts de l'intérieur sont les plus importantes et couvrent parfois les trois quarts de la superficie de la région. C'est de cette zone que proviennent la majeure partie des bois, par ailleurs facilement exploitables.

La plus grande partie des troncs sont flottés jusqu'aux fabriques situées, comme nous l'avons vu, près de la mer. Le transport de la forêt au lieu de flottage s'opère le plus souvent l'hiver par traîneaux.

On a dépensé des sommes considérables pour l'aménagement des voies d'eau et les pertes en cours de flottage sont ainsi devenues très limitées. La plus grande des rivières : le Glommen, transporte de six à huit millions de bûches par an ; pour la totalité, on estime le nombre de bûches flottées annuellement à 24 millions, représentant environ 5 millions de m<sup>3</sup>. Au point de vue de la propriété, on peut distinguer en Norvège :

Les forêts d'Etat et des grands Etablissements publics, comprenant les fonds de l'Instruction Publique.

Les forêts communales et des communautés régionales (semi-publiques).

Les forêts privées.

Les forêts publiques entrent dans le total pour 14,15 % environ, se divisant à peu près également entre résineux et feuillus. Une grande partie de celles-ci sont situées dans la zone polaire et beaucoup, plus au sud, sont considérées comme bois de protection des montagnes. Les forêts publiques sont administrées par le service des forêts. Un grand nombre sont grevées de droit d'usufruit appartenant à des propriétés agricoles.

Les forêts semi-publiques constituent 5,35 % de la totalité et sont généralement gérées par des administrateurs ayant reçu un enseignement approprié.

Les forêts privées sont, pour une grande part, attachées à des entreprises agricoles et se trouvent réparties entre un nombre élevé de propriétaires.

Le début de l'Administration publique des forêts date de 1857, époque à laquelle furent formés les premiers forestiers. Ceux-ci furent d'abord presque

exclusivement occupés à régler des questions de propriété et ce n'est guère qu'à partir de 1874, date de la création d'un poste de Directeur des forêts, que la gestion devint effective. Localement, les forêts sont divisées en 41 conservations, puis en districts de garde, au nombre d'environ 500.

Tous les fonctionnaires reçoivent une instruction spéciale ; il existe une école des Hautes Etudes Agricoles à As, près d'Oslo, possédant une section forestière dont les cours sont de trois ans ; l'enseignement inférieur est donné dans des Ecoles forestières actuellement au nombre de sept.

Un service de recherches et d'expériences a été créé en 1917 dans le but de développer le rendement forestier et de mettre en valeur les terres incultes. Le Storting décida à la même époque l'organisation d'études statistiques destinées à établir l'accroissement réel annuel et à éviter le dépeuplement. Il fut constitué des zones d'observation dans diverses provinces et des rapports intéressants ont déjà été publiés.

En dehors des organismes d'Etat, un certain nombre de sociétés privées concourent à la conservation et au développement des forêts.

La Société forestière norvégienne, fondée en 1898, disposant de 46 fonctionnaires, subventionnée par l'Etat, apporte ses conseils aux propriétaires. De 1898 à 1925, elle a planté 187 millions d'arbres et de plantes, semé 6.800 kilos de graines, asséché 25.000 hectares et mis en culture 60.000 hectares de forêts.

L'Union norvégienne des Propriétaires de Forêts, fondée en 1913, a pour but de sauvegarder les intérêts de ses membres. Divisée en sections locales, elle a contribué à résoudre des questions importantes

telles que l'uniformisation des mesures et l'établissement d'une fiscalité plus juste.

Parmi les autres groupements touchant la corporation du bois, on peut encore citer :

Les associations d'acheteurs de bois.

Les associations de forestiers.

Les associations de mesureurs de bois.

Les associations de flottage en commun.

La Société mutuelle d'assurance contre l'incendie.

L'exportation des bois de Norvège a commencé dès le ix<sup>e</sup> siècle et a eu, à certaines époques, une importance considérable particulièrement en Angleterre. Elle prit un grand essor vers le milieu du siècle dernier à la suite de la suppression des privilèges de sciage et en raison de l'installation de grandes scieries utilisant la vapeur comme force motrice. Par ailleurs, les ports restant toujours libres de glaces, les expéditions peuvent se faire toute l'année.

En période normale, la masse des troncs abattus s'élève environ à 10.022.218 m<sup>3</sup> par an (y compris les déchets, cubant 737.065 m<sup>3</sup> pour les conifères et 284.770 m<sup>3</sup> pour les feuillus, soit au total 1 million 021.835 m<sup>3</sup>).

De 6.000 en 1860, le nombre d'ouvriers est passé en 1924 à 14.500 pour 2.200 scieries, la plupart peu importantes et fournissant seulement la consommation indigène.

De un million de m<sup>3</sup> par an environ pour la période de 1815 à 1840, l'exportation passa à 2.350.000 m<sup>3</sup> vers 1870 pour retomber à 873.803 m<sup>3</sup> en 1925, pour une valeur de 73.702.000 couronnes. Les fabriques de papier et de carton, au nombre d'environ 50, produisent environ 300.000 tonnes.

La production des fabriques de cellulose (25) est d'environ 370.000 tonnes et celle des fabriques de pâte de bois de 340.000 tonnes (pâte sèche).

L'exportation de la cellulose et de la pâte de bois atteignit en 1925 : 834.784 tonnes, valeur 160 millions 500.000 couronnes, et celle du papier et du carton 284.440 tonnes, valeur 152.500.000 couronnes.

La loi norvégienne sur la protection des forêts du 12 février 1932 vient d'organiser les divers services chargés du contrôle et de l'exploitation. En outre, cette loi fixe les conditions dans lesquelles les coupes pourront avoir lieu et confère aux comités régionaux de surveillance le droit d'établir des interdictions d'exploitation dans le cas où celle-ci aurait eu précédemment un caractère abusif. Ces comités peuvent également dans certains cas ordonner aux propriétaires forestiers d'effectuer des travaux de reboisement.

Il n'existe en Norvège ni restrictions aux exportations, ni organisations cartellaires de vente ni enfin d'accords entre producteurs sur les prix.

---

## La Pologne

---

La Pologne occupe une superficie de 388.328 kilomètres carrés, a une population de 31 millions d'habitants et une étendue de forêts de 8.943.762 hectares, représentant un taux de boisement de 23 % et une proportion de 0,32 hectare par habitant.

Les forêts de l'Etat couvrent 2.835.406 hectares ou 31,7 % de la totalité, et fournissent 50 % du bois brut ; les forêts particulières 1.915.019 hectares ou 21,4 %.

La répartition par essence est sensiblement de :

|                     |      |
|---------------------|------|
| Pin sylvestre ..... | 60 % |
| Epicéa .....        | 12 % |
| Chêne .....         | 5 %  |

On rencontre également des aulnes, des bouleaux, des trembles, qui font l'objet d'emplois industriels.

L'accroissement annuel est estimé à 21.600.000 m<sup>3</sup>.

Dans les années qui suivirent la guerre, la reconstitution des régions dévastées (on comptait 1 million 800.000 immeubles sinistrés) provoqua une telle demande de bois qu'une loi spéciale autorisa des coupes extraordinaires. La réforme agraire amena d'autre part la transformation de certaines surfaces boisées en cultures agricoles.

Mais, lorsque ces problèmes urgents furent à peu près résolus, une loi rigoureuse sur l'aménagement des forêts, du 24 juin 1927, vint consacrer les prin-

cipes d'une exploitation rationnelle. Les coupes annuelles doivent être strictement adaptées à l'accroissement et, qui plus est, en vertu du principe de « l'exploitation stabilisée » elles doivent dans certains cas être plus réduites encore et mises à un niveau garantissant la régularité du rendement qualitatif et quantitatif.

Un organisme de contrôle, qui relève du Ministère de l'Agriculture, est chargé d'appliquer strictement ces dispositions. De cette manière, il est possible d'établir des prévisions à propos de l'offre de matière première et, grâce au relevé des ventes de bois brut tenu à jour par l'Administration, du volume de la production industrielle.

L'exploitation des scieries, qui occupe dans l'industrie du bois une place dominante, a pris son essor le plus notable dès avant la guerre dans la région de Bydgoszcz, qui possédait de grandes forêts et était pourvue de nombreux moyens de transports fluviaux. De nos jours, l'ouverture d'une Bourse dans cette localité a été d'une grande importance pour le commerce du bois polonais.

Les exploitations forestières occupent 200 à 250.000 ouvriers, qui se recrutent pour la plupart parmi les paysans petits propriétaires ; les scieries mécaniques dépassaient en 1928 : 1.600. Leur capacité de production a été estimée à 11.500.000 m<sup>3</sup> environ de bois brut ; elles ont traité en fait à cette époque 7.350.000 m<sup>3</sup>. L'industrie du meuble, spécialement canné, a pris une forte extension et travaille surtout pour l'exportation.

Les industriels et commerçants polonais ont fait de nombreuses tentatives pour s'organiser. Plusieurs

ententes temporaires pour une branche déterminée, le parquet par exemple, purent se conclure, mais elles avaient surtout en vue le marché intérieur.

Ces derniers mois enfin (1<sup>er</sup> novembre 1931), en vue de coordonner les efforts individuels, de centraliser la documentation statistique nécessaire et de contingentiser si possible l'exportation, les associations corporatives ont créé deux organismes dont l'un est appelé à réglementer les exportations de bois à papier, l'autre celle des sciages de résineux. Le Gouvernement polonais leur a accordé le privilège de l'exemption, pour leurs adhérents, des droits de sortie mis en vigueur à ce moment. Ces droits sont assez élevés pour fermer en fait le marché extérieur aux exportateurs non adhérents.

La nouvelle organisation a commencé son activité dans un moment très difficile, alors qu'il fallait non seulement réglementer, mais surtout trouver de nouveaux débouchés. Elle est d'autre part de date trop récente pour que l'on puisse la juger impartialement. Il faut reconnaître cependant qu'elle régularise les quantités offertes à l'exportation, ce qui est de première importance, et qu'elle a mis fin à l'activité de maisons douteuses qui auraient pu discréditer le bois polonais à l'étranger.

Le commerce extérieur, qui se fait en grande partie par mer et par le port de Gdynia, nouvellement créé et pourvu des perfectionnements les plus modernes, connu en 1927-1928 une période prospère, mais accusé dans ces dernières années une forte tendance à la baisse, et des quantités exportées, et des prix.

La contraction ressort nettement du tableau suivant :

|                     | 1928      | 1929      | 1930      | 1931      |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Total en tonnes.... | 4.888.877 | 3.745.826 | 2.803.320 | 1.809.399 |
| dont :              |           |           |           |           |
| Bois brut.....      | 3.094.235 | 2.358.088 | 1.428.164 | 650.573   |
| Bois demi-ouvré...  | 1.723.278 | 1.310.664 | 1.310.731 | 1.106.271 |
| Ouvrages en bois..  | 71.364    | 77.074    | 64.425    | 52.555    |

La chute très accentuée des exportations est donc surtout imputable au bois brut.

D'autre part, l'orientation des ventes a subi un changement radical. Alors qu'en 1928, l'Allemagne avait absorbé 3.336.738 tonnes de bois divers, elle n'en a plus acheté en 1931 que 396.552. La France, au contraire, est passée dans le même laps de temps de 75.037 tonnes à 216.464.

Enfin, la diminution rapide des quantités exportées s'est accompagnée d'une baisse continue des prix, qui a atteint au cours de 1931 : 27,3 % pour les bois sciés, et a même dépassé sensiblement ce chiffre pour certains assortiments.

Signalons en dernier lieu que le zloty, qui vaut théoriquement un franc-or, cote actuellement (août 1932) : 2,89 et qu'aucune restriction n'existe à l'exportation des devises.

## La Roumanie

---

Les traités de paix de 1919 ont considérablement accru la richesse de la Roumanie.

Celle-ci occupe maintenant 294.967 kilomètres carrés, et est habitée par 18.057.074 habitants.

Son sol boisé s'étend sur 7.134.200 hectares (dont 685.725 hectares de clairières et terrains dénudés), soit 24,18 % de la superficie totale et 0,44 hectare par habitant.

A la suite de la récente réforme agraire, un million environ d'hectares de forêts ont été affectés à la culture, mais l'Administration envisage par contre le reboisement de cinq millions d'hectares de terrains dégradés.

Les forêts de l'Etat s'étendent sur 2.053.691 hectares ou 28,8 %, celles des particuliers sur 2 millions 941.099 hectares ou 41,2 %, les propriétés des collectivités constituent le complément.

Les essences dominantes sont :

|                     |      |
|---------------------|------|
| Le hêtre .....      | 38 % |
| Les conifères ..... | 25 % |
| Le chêne .....      | 24 % |

mais les arbres jeunes constituent une trop grande proportion : 32,3 % ont moins de vingt ans. D'autre part, les forêts aménagées sommairement couvrent

2.554.244 hectares et celles non aménagées 3 millions 121.156 hectares.

La possibilité annuelle est estimée à 18.342.000 m<sup>3</sup>, soit 2,85 m<sup>3</sup> à l'hectare ; or la production effective moyenne pendant les années 1925-1930 a dépassé ce chiffre pour atteindre 20.848.000 m<sup>3</sup>, dont 9 millions de m<sup>3</sup> de bois d'œuvre.

Plus de 200.000 ouvriers sont employés à abattre et à façonner les bois tandis que 48.500 autres sont occupés dans 810 scieries, fabriques de pâte à papier et usines diverses (1929).

Le Code forestier roumain, élaboré en 1910 sur le modèle du Code français, régit l'exploitation ; il a été complété depuis par divers amendements et décrets concernant les coupes abusives. Les forêts soumises au régime forestier ne peuvent être mises en exploitation que conformément à un plan approuvé par l'Administration. Malheureusement, dans la pratique, l'état des massifs est loin d'être normal. Certaines régions montagneuses demeurent inexploitées par suite de l'absence de moyens de transports, tandis que d'autres situées près de voies ferrées ont été dévastées. Les propriétaires privés manquent en général de compréhension au sujet d'une économie rationnelle : ils cherchent à tirer de leurs bois le maximum de revenus mais, malgré la rigueur des lois, ils laissent la régénération s'effectuer incomplètement et avec retard. En 1930, la coupe effective a encore dépassé l'accroissement normal de 4,9 millions de m<sup>3</sup>, soit 29 %.

Dès la fin de la guerre, le marché intérieur roumain eut besoin de quantités énormes de bois pour la reconstruction des régions dévastées. D'autre part,

la réforme agraire améliora la situation des paysans qui construisirent des immeubles plus vastes. Les demandes de l'extérieur furent également, comme chacun le sait, très pressantes.

Mais à l'inverse, l'offre de bois d'œuvre, et même de bois sur pied, fut exagérément abondante. Beaucoup de gros propriétaires, craignant une expropriation, réalisèrent leurs biens. D'autres, à demi ruinés par la réforme agraire et touchés par le renchérissement de la vie, firent de même.

Le défrichement pour la création de pâturages jeta sur le marché, de 1922 à 1925 environ 5 millions de m<sup>3</sup> par an, en majorité de bois de chauffage.

Enfin, une invasion de « Bostichus » qui dévasta vers 1920 les forêts d'épicéas de Moldavie et de Transylvanie nécessita pendant plusieurs années l'abatage périodique supplémentaire de 500.000 m<sup>3</sup>.

Ces diverses causes tendirent à la réduction sensible des prix du matériel ligneux. Ces conditions furent d'ailleurs favorables à une forte exportation qui atteignit même des marchés lointains tels que l'Argentine, l'Afrique du Sud, le Japon. La vente du bois à l'étranger jouit d'un régime beaucoup plus tolérant que celui de certains autres articles, en particulier les objets d'alimentation, mais fut néanmoins soumise, pour diverses spécialités et pendant un certain temps à des restrictions (bois de chauffage, traverses de chemin de fer, bois pour allumettes, écorce de chêne). Maintenant encore, la plupart des bois en grume sont frappés d'une taxe à l'exportation.

A l'heure actuelle, la Roumanie occupe le 5<sup>e</sup> rang parmi les pays européens exportateurs de bois : 58 % de ses bois d'œuvre résineux et 10 % de son bois de

chauffage passent la frontière. Les derniers chiffres publiés à ce sujet sont les suivants :

|           | Tonnes    | Milliers de Lei |
|-----------|-----------|-----------------|
| 1929..... | 1.447.718 | 3.583.635       |
| 1930..... | 1.183.199 | 2.335.119       |
| 1931..... | 1.046.104 | 1.788.443       |

Comme partout, la crise se fait durement sentir, et la production des résineux pour la campagne 1931-1932 a baissé de 6 millions de m<sup>3</sup> à 2 millions.

Nous examinerons, à propos de la Yougoslavie, la conclusion en juin 1931 d'un cartel avec ce dernier pays pour tenter d'obtenir une augmentation des prix et un classement rationnel de la production. Ce cartel demeura sans efficacité, car il ne comprenait pour la Roumanie que 40 % des quantités disponibles de résineux.

Les producteurs de ces articles songent actuellement à se réunir en syndicat, comme les exportateurs de bois de chauffage qui sont déjà parvenus à se grouper. L'Etat, en sa qualité de plus gros producteur, prendrait en principe la tête du mouvement et assurerait le fonctionnement régulier de l'organisme.

---

## La Suède

---

La Suède s'étend sur 448.438 kilomètres carrés et abrite une population de 6.141.571 habitants (1931). Elle possède 23.181.200 hectares de forêts, qui couvrent donc 56,5 % de sa superficie, soit 3,98 hectares par habitant. Elle occupe le second rang, après la Finlande, pour le nombre d'hectares de forêts par habitant.

Celles-ci, composées surtout de pins et de sapins, se rencontrent aussi bien dans la partie centrale et meridionale du pays, où le terrain boisé de conifères comprend environ 7 millions d'hectares que dans la partie septentrionale, où elles couvrent environ 16 millions d'hectares et constituent une des principales ressources du monde entier en matière première pour la production du bois et de la pâte de bois. Les coupes en sont réglementées et contrôlées strictement par l'Administration pour empêcher les abus.

L'exploitation des forêts du Nord de la Suède est favorisée par des conditions naturelles, notamment par quantité de rivières qui, du massif montagneux du centre de la péninsule scandinave, coulent vers le golfe de Bothnie. Ces cours d'eau, qui avec leurs nombreux affluents traversent les forêts, ont été ingénieusement utilisés comme canaux de flottage pour transporter les troncs d'arbres des régions les plus

éloignées à la côte où les scieries et les usines de pâte à papier forment des agglomérations autour des estuaires des grands fleuves. La longueur totale du réseau de routes flottables de Suède est estimée à environ 27.000 kilomètres.

En outre, les forêts fournissent le bois pour la production du charbon de bois et différents produits distillés : goudron végétal, huile de goudron, poix, méthanol, huile de térébenthine, etc. Des sous-produits de grande valeur sont également tirés de la lessive des usines de pâte chimique, tels que la résine liquide et l'alcool au bisulfite : un alcool éthylique pur qui, mélangé au pétrole, est fréquemment employé comme carburant pour les automobiles et pour d'autres moteurs à combustion interne.

En 1930, la valeur des exportations suédoises s'est élevée à 1.549 millions de couronnes-or (la couronne-or = 1 fr. 3888 or) ; dont 93 millions de couronnes-or vers la France.

Entraient dans ce total :

La pâte de bois, carton, papier et leurs applications,  
pour 404 millions de couronnes.

Les bois mi-ouvrés et ouvrés, pour 277 millions de couronnes.

Les allumettes, pour 40 millions de couronnes.

Dès 1929 certaines branches de l'industrie se ressentirent de la dépression économique, mais dans l'ensemble la situation fut relativement satisfaisante jusqu'à l'été de 1930.

Au cours de l'année 1930 le marché du bois était d'ailleurs devenu difficile dans le monde entier et l'on a calculé que le chiffre total des échanges internationaux de bois scié de pin et sapin qui, pour les treize

pays d'exportation les plus importants s'élevait en 1929 à environ 6.680.000 standards (le standard vaut 4,672 m<sup>3</sup>) a baissé en 1930 jusqu'à environ 5 millions 760.000 standards, soit une diminution de 900.000 standards ou 14 %. Ce fléchissement a frappé tous les pays exportateurs à l'exception de la Russie soviétique et de la Pologne. Les prix subirent en même temps une nouvelle baisse, venant s'ajouter à celle des années précédentes.

L'exportation suédoise des bois sciés et rabotés, petits bois, caisses, etc. s'éleva en 1930 à 996.086 standards, en diminution de 185.200 standards ou 15,7 % sur 1929.

Les ventes pour 1931 rencontrèrent de grosses difficultés, en raison particulièrement de l'aggravation de la concurrence russe : fin avril 1931 elles ne s'élevaient qu'à 226.000 standards contre environ 565.000 standards à la même date l'année précédente. Pour l'année entière, elles n'ont porté que sur 740.300 standards. Les prix en octobre 1931 étaient en baisse de 25 à 35 % par rapport à ceux de janvier. La suspension de l'étalon-or à la fin de septembre améliora néanmoins un peu la situation tant en ce qui concerne les ventes que relativement aux prix.

Les exportateurs de bois suédois sont groupés en une puissante association, mais ils n'ont pas constitué de bureau unique pour la vente à l'étranger : les prix restent librement discutés par chaque adhérent. Néanmoins, une particularité intéressante doit être signalée : c'est la constitution par le syndicat d'un office de documentation et de statistique. Toutes les ventes de bois sont déclarées par les membres et publiées chaque semaine avec indication de la pro-

venance, de la quantité et des prix obtenus, mais sans qu'il soit fait mention des noms de l'acheteur et du vendeur.

Les usines de pâte au bisulfite ont travaillé en 1930 à peu près dans les mêmes conditions qu'en 1929. Par contre, les usines de pâte à la soude ont réduit leur production de 100.000 tonnes environ. L'exportation s'éleva à environ 915.000 tonnes de pâte au bisulfite et 460.000 tonnes de pâte à la soude, total 1.375.000 tonnes environ, contre 1.450.000 tonnes en 1929.

En ce qui concerne la pâte mécanique, en raison de la dépression générale, les fabricants suédois, norvégiens et finlandais, poursuivant une politique de collaboration, décidèrent pour 1930 une réduction considérable de la production de pâte humide : 33 à 38 % selon les cas. La pâte sèche fut placée plus facilement, mais avec une baisse de prix.

L'exportation en 1930 s'établit comme suit :

|                  |                |        |         |          |
|------------------|----------------|--------|---------|----------|
| Pâte humide..... | 433.000 tonnes | contre | 555.000 | en 1929  |
| Pâte sèche.....  | 53.000         | —      | —       | 59.000 — |

Si nous examinons maintenant l'industrie du papier et du carton, nous constaterons qu'elle a été satisfaisante pendant la première moitié de l'année 1930. Mais à partir de cette date survint une crise sévère de la production et des prix.

Alors que l'exportation du papier fut en 1929 de 435.660 tonnes elle ne s'établit qu'à 394.110 tonnes pour 1930. Pour comble le 1<sup>er</sup> mai 1931 les principaux fabricants canadiens de papier-journal décidèrent une forte réduction des prix, ce qui ne manqua pas

d'influencer défavorablement les possibilités de vente des papeteries suédoises.

Parmi les autres industries du bois, celle des allumettes occupe une place très importante, que le trop fameux Kreuger rappela inopportunément il y a quelques mois à l'attention du monde.

La Suède exporte annuellement cinq milliards de boîtes, provenant de 17 usines, occupant environ 6.000 ouvriers.

En tonnes, les quantités exportées ont été les suivantes :

| 1913   | 1927   | 1928   | 1929   |
|--------|--------|--------|--------|
| 34.615 | 42.650 | 46.002 | 49.259 |

La concentration des intérêts de cette branche a été activement poursuivie. En 1927, sous les auspices de la Société anonyme Kreuger et Toll fut constituée la Compagnie Suédoise des Allumettes qui contrôla bientôt une vingtaine de fabriques et devint propriétaire de forêts, d'ateliers de construction de machines et d'usines de produits chimiques. Dès 1923, elle constitua, avec le concours d'un groupe américain : l'International Match Corporation, société holding à laquelle ont été transférées plusieurs des fabriques d'allumettes acquises en différents pays.

A l'heure actuelle enfin, le groupe fabrique dans la majeure partie des nations d'Europe, en Amérique, en Afrique, aux Indes, au Japon et en Chine et contrôle des entreprises situées dans plus de 35 pays différents.

Pour tirer une conclusion de la rapide revue à laquelle nous venons de nous livrer, nous dirons que,

parmi les industries du bois et dérivés en Suède, seule la fabrication des allumettes est nettement cartellisée. Dans les autres branches, de puissants syndicats de producteurs se sont constitués, qui ont peu à peu réussi à modeler la production sur les possibilités de la consommation, en partie grâce à des organismes de documentation tenant leurs adhérents au courant des prix mondiaux et des débouchés possibles, tandis que ceux-ci les renseignaient sur la situation de leurs ventes ; précieux exemple de discipline librement consentie, qui mérite d'être retenu.

---

## La Tchécoslovaquie

---

La Tchécoslovaquie a une superficie de 142.166 kilomètres carrés, une population de 14.353.000 habitants et une surface boisée de 4.662.790 hectares, soit un taux de boisement de 33,2 % qui équivaut à 0,33 hectare par habitant.

La propriété privée est évaluée à 58,5 % de l'ensemble.

La très grande majorité des forêts est traitée en futaie : 91,7 %. Les conifères prédominent en Bohême, en Moravie et en Silésie (78 %), tandis que ce sont les feuillus en Slovaquie et en Russie subcarpathique (65 % environ).

L'accroissement annuel du bois est estimé à 14,6 millions de m<sup>3</sup>, soit 3,4 m<sup>3</sup> par hectare, dont 53,4 % de bois d'œuvre. L'exploitation dépassa sensiblement les possibilités après la guerre, notamment dans les pays tchèques où, par suite de la pénurie de bois de chauffage et des ravages du « Liparis Monachu » on dut augmenter sensiblement les coupes.

Il existe dans le pays 3.200 scieries environ, qui travaillent en bonne partie pour l'étranger. Elles sont groupées en une « Union des propriétaires de scieries de la République Tchécoslovaque », dont le siège est à Prague.

L'exportation a marqué comme dans tous les pays

des fluctuations sensibles, et les chiffres ci-dessous confirment l'existence d'une crise très aiguë.

|                                       | 1925    | 1929    | 1930    | 1931    |
|---------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
|                                       | —       | —       | —       | —       |
| Exportation de bois sciés             |         |         |         |         |
| résineux, en m <sup>3</sup> . . . . . | 907.000 | 511.000 | 506.000 | 341.000 |

---

## L'U. R. S. S.

---

L'U. R. S. S. est un énorme réservoir de bois. Mais, lorsque l'on aborde son sujet, une extrême réserve s'impose en ce qui concerne les sources de renseignements qui peuvent être entachées de partialité dans un sens ou dans un autre.

Nous nous attacherons bien entendu dans ce court exposé à nous maintenir sur un terrain strictement objectif.

La Russie d'Europe s'étend sur 5.172.815 kilomètres carrés et est peuplée de 101.734.443 habitants. Y compris la Russie d'Asie, l'U. R. S. S. occupe 21.352.000 kilomètres carrés et abrite 145.906.000 habitants.

Les forêts de l'Union soviétique recouvrent plus de 900 millions d'hectares, ce qui représente 21 % de toutes les réserves du monde, et constituent 44 % du territoire. Mais ces forêts sont loin d'être toutes exploitables et l'on évalue celles qui le sont réellement à :

|                      | Hectares    | % de la superficie |
|----------------------|-------------|--------------------|
| Russie d'Europe..... | 149.685.000 | 32,2               |
| Russie d'Asie.....   | 266.931.000 | 22,3               |

Plus de la moitié des peuplements sont constitués par des sujets d'âge mûr.

Les essences principales sont :

|              |     |   |
|--------------|-----|---|
| Pin.....     | 27  | % |
| Epicéa.....  | 25  | % |
| Mélèze.....  | 20  | % |
| Bouleau..... | 9,1 | % |
| Tremble..... | 5   | % |

Enfin, compte tenu de l'âge des arbres, on estime (statistique de la S. D. N.) l'exploitation annuelle possible à :

|                      |                            |
|----------------------|----------------------------|
| Russie d'Europe..... | 267.482.000 m <sup>3</sup> |
| Russie d'Asie.....   | 469.039.000 —              |

Toutefois, M. S. Bron, dans son rapport au Comité économique de Genève (1932) n'évalue l'accroissement annuel total qu'à 510 millions de m<sup>3</sup>, ce qui est évidemment encore considérable, car il n'existe aucun pays forestier qui puisse fournir des chiffres comparables.

Les Soviets n'ont vraiment commencé à utiliser leurs ressources forestières qu'au cours de ces dernières années, à l'occasion de la mise en application du fameux plan quinquennal.

En 1926-1927 la production du bois industriel fut de 27 millions de m<sup>3</sup>, de 88 millions en 1929 et sera sans doute de 139 millions en 1932. De leur côté, les scieries sont passées de 782 en 1926 à 1.544 en 1931.

Un décret du 31 juillet 1931, qui fut publié par le Conseil des Commissaires du Peuple, a opéré une réorganisation générale de l'Administration des forêts. D'après ce décret, toutes les forêts de la « zone de la culture forestière », c'est-à-dire celles qui se trouvent dans les régions peu boisées d'origine ou déboisées pendant les dernières années, ou enfin celles qui pos-

sèdent une importance pour le régime des eaux dans les fleuves navigables, passent de nouveau sous la protection du Commissariat de l'Agriculture qui aura la tâche de contrôler strictement et même de restreindre leur exploitation.

Cependant, il semble qu'on n'est pas allé dans l'exécution de ce décret aussi loin que le texte même le demandait. Jusqu'à présent, on n'a rendu au Commissariat de l'Agriculture que les forêts de l'Ukraine et certains massifs forestiers parmi ceux de la République des Tartares, de la Caucasic, du Nord et des régions de la Volga inférieure et centrale, tandis que les forêts de la région des sources de la Volga et Dnieper, ainsi que du district de Moscou ne sont point touchées par la réforme.

En outre, on se plaint souvent dans les journaux soviétiques que les mesures pour la protection des forêts dans les régions fortement déboisées annoncées par le récent décret ne soient pas respectées par les entreprises productrices du bois et que, par conséquent, l'anéantissement rapide des forêts, surtout aux environs des chemins de fer, continue.

Quant à la région propre à la production industrielle du bois en Russie, dite « zone de l'exploitation forestière », on va désormais y réunir les entreprises particulières qui ont jusqu'à présent travaillé indépendamment l'une de l'autre sous une inspection générale, en grands trusts forestiers auxquels sera également subordonnée l'industrie du bois dans les mêmes régions. On organisera de tels trusts en Russie Blanche, dans les régions du Nord-Ouest, du Nord, de l'Oural, de Nijni-Novgorod et de la Sibérie Orientale. Un trust de dimensions plus modestes existe

déjà dans la région de Moscou et s'appelle « Mosdrevo » : le Bois de Moscou. Un trust forestier est également organisé en Ukraine, mais il possède seulement l'administration de l'industrie et du flottage du bois sur les fleuves ukraniens, qui sont de sa compétence exclusive, tandis que la production du bois dans les forêts d'Ukraine sera conduite d'après les plans et sous le contrôle du Commissariat de l'Agriculture.

La réforme de l'Administration fut accomplie par un récent décret du 5 janvier 1932 qui annonce la liquidation du Conseil supérieur Economique et la création en son lieu et place de trois nouveaux Commissariats du Peuple dont un sera spécialement affecté à l'industrie forestière et aura la tâche de gérer les nouveaux grands trusts forestiers ainsi que toute l'industrie du papier en Russie.

---

## La Yougoslavie

---

La Yougoslavie, qui a considérablement accru son territoire depuis la guerre, s'étend sur 247.916 kilomètres carrés et est peuplée d'environ 13 millions d'habitants.

D'après les statistiques les plus récentes, les superficies boisées atteignent un total de 7.720.015 hectares, non compris les espaces dénudés ou incultes soumis à la loi sur les forêts, et qui sont de l'ordre de 2.700.000 à 3 millions d'hectares. La proportion de forêt par habitant est de 0,61 hectare et le taux de boisement de 30,5 %.

Les essences se répartissent comme suit :

|                                     |        |
|-------------------------------------|--------|
| Cônifères purs.....                 | 11,6 % |
| Chênes .....                        | 18,2 % |
| Hêtres.....                         | 24,3 % |
| Mélanges cônifères et feuillus..... | 45,9 % |

Les futaies occupent 59,3 % de la superficie boisée, mais une partie étant plantée d'arbres jeunes, on considère que celles réellement exploitables comprennent 30 % seulement.

L'Etat, propriétaire de 47 % du sol boisé, abat 8 millions de m<sup>3</sup> par an et il en a tiré en 1929-1930 un bénéfice brut de 176,3 millions de dinars (le dinar vaut un fr.-or) et un revenu net de 162 millions de dinars environ.

L'accroissement annuel total est de 15 millions de m<sup>3</sup>, mais, dans les années d'après-guerre, l'exploitation a notablement dépassé ce chiffre, en partie à cause de ravages causés par la nonne et qui ont nécessité l'abatage de quantités de résineux.

3.400 scieries, dont la plupart de petite importance, travaillent le bois, et produisent surtout des poteaux de mine, des traverses de chemin de fer et des bois de construction.

L'exportation des produits forestiers s'est chiffrée ces années dernières de la façon suivante :

|                                                       | 1927      | 1929      | 1930      | 1931      |
|-------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Tonnes .....                                          | 2.055.311 | 2.477.796 | 1.933.602 | 1.290.824 |
| Valeur en milliers<br>de dinars .....                 | 1.398.815 | 2.189.840 | 1.681.211 | 1.040.770 |
| % du total des ex-<br>portations en va-<br>leur ..... | 21,9      | 27,6      | 25        | 21,6      |

Le meilleur client de la Yougoslavie est de loin l'Italie qui a absorbé en 1930 : 45,9 % (en valeur) de l'exportation. Le pays a été très frappé par la situation mondiale ; l'Etat a vu ses revenus diminuer sensiblement et les paysans, déjà touchés par la crise agraire, ont été très éprouvés.

Il n'existe pas d'organisation concentrant la production et l'exportation. Plusieurs tentatives faites n'ont pas réussi jusqu'à présent par suite du nombre considérable de producteurs qui sont restés indépendants. Toutefois, le 8 juin 1930 s'est constitué un Syndicat Roumain-Yougoslave : l'Union-Bois, qui a placé son siège à Bâle. Ce syndicat ne tend pas vers un cartel avec abandon de l'autonomie de chaque membre, il a seulement pour but de prendre position sur

tous les marchés étrangers en régularisant les prix et en unifiant les classements ainsi que les conditions de paiement et de vente. Cette organisation, encore rudimentaire, ne compte que quelques gros producteurs.

---

## **Les principaux Congrès internationaux du bois**

---

### **Le Congrès International de Sylviculture de Paris 4/7 juin 1900**

Les Congrès forestiers sont issus des Congrès d'Agriculture qui, depuis fort longtemps, réunissaient périodiquement les personnalités les plus qualifiées et les plus agissantes du monde de la Terre. Les questions sylvicoles sont tellement proches des questions agricoles que l'habitude avait été prise de réserver une place aux problèmes touchant le bois dans la plupart des réunions rassemblant les ruraux : Paris, 1889, La Haye, 1891, Bruxelles, 1895, Budapest, 1896, Lausanne, 1898.

On pourrait donc voir dans le premier Congrès international consacré spécialement, en 1900, à la sylviculture, une manifestation d'émancipation d'une branche de l'activité économique arrivée à sa pleine maturité. Toutefois cette émancipation n'avait rien de révolutionnaire, si même elle existait, puisqu'en effet les participants voulurent conserver un contact étroit avec les milieux agricoles : dans leur séance générale de clôture du 7 juin 1900 ils émirent le vœu que, pour se perpétuer, il conviendrait de fusionner à nouveau avec les Congrès internationaux d'Agriculture pour en constituer seulement une section spé-

ciale. La suite des événements nous montrera que cette conception subit, au cours des années des fortunes diverses (voir *infra* Congrès de Paris, 1913, Rome, 1926, Paris, 1931).

Le Congrès international de Sylviculture de 1900, organisé à l'occasion de l'Exposition Universelle, fut placé sous la présidence de M. Daubrée, Directeur des Eaux et Forêts.

Il se présentait avec un programme riche et varié, qui nécessita la division des participants en trois sections (1).

La Séance d'ouverture, le 4 juin 1900, fut présidée par M. J. Dupuy, Ministre de l'Agriculture. Dans son discours inaugural, M. Daubrée s'appliqua surtout à dépeindre le déficit de la production ligneuse et ses dangers.

Les rapports qui furent présentés au Congrès représentent un travail considérable et une documentation qui, à l'époque, était remarquable. Bien entendu, sur beaucoup de points les théories ont évolué et les chiffres fournis sont maintenant faux. Mais de nombreux travaux peuvent encore être consultés avec fruit ; ils situent en outre admirablement la position du mouvement sylvicole au début du siècle.

1. 1<sup>re</sup> section : Economie forestière. Arboriculture. Sylviculture. Aménagement. Exploitation et commerce des bois. Travaux d'amélioration. Législation forestière. Enseignement forestier. Stations de recherches et d'expériences. Introduction d'essences exotiques. Statistique.

2<sup>e</sup> section : Influence des forêts au point de vue du maintien des terres, du régime des eaux et des phénomènes météorologiques. Restauration des montagnes. Reboisement des terrains incultes. Dunes. Défrichements. Météorologie forestière.

3<sup>e</sup> section : Application des sciences à la sylviculture. Sciences mathématiques. Sciences physiques et chimiques. Sciences naturelles.

Nous signalerons spécialement le rapport de M. Mé-  
lard sur l'insuffisance des bois d'œuvre dans le  
monde.

Pour clôturer ses travaux, le Congrès agita la ques-  
tion de sa permanence. Deux solutions furent envisa-  
gées : une complète indépendance ou une fusion avec  
les Congrès d'Agriculture. Comme nous l'avons vu, les  
partisans de la fusion l'emportèrent en raison des  
avantages pécuniaires et des plus grandes facilités  
matérielles qu'ils pensaient retirer d'une union.

En principe donc, les sylviculteurs devaient former  
une section spéciale des Congrès agricoles, le prochain  
comptant se tenir en 1902 en Italie.

---

## Le Congrès forestier International de Paris 16/20 juin 1913

---

Un Congrès forestier International se tint à Paris du 16 au 20 juin 1913. Organisé par le Touring-Club de France et placé sous la présidence effective du Vice-Président de cette association M. Defert, il avait comme présidents d'honneur : MM. Clémentel, Ministre de l'Agriculture ; Klotz, Ministre de l'Intérieur ; L. Bérard, Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts. Il se proposait comme buts :

De réunir tous ceux qu'intéresse la forêt.

D'étudier les questions économiques et techniques qui s'y rattachent, y compris le tourisme.

D'étudier les réformes législatives et administratives de nature à assurer la conservation et l'amélioration des forêts, la restauration des montagnes dégradées et la mise en valeur des terres incultes.

De rechercher les améliorations à apporter par les particuliers dans la gestion de leurs bois et dans l'utilisation des produits des forêts.

La séance d'ouverture eut lieu le 16 juin 1913 à l'Hôtel des Sociétés savantes sous la présidence de M. Clémentel, Ministre de l'Agriculture qui, dans son discours inaugural rappela que la production ligneuse de l'Univers deviendra un jour, si l'on n'y prend garde, insuffisante pour satisfaire aux besoins sans cesse accrus de la consommation.

Dans sa réponse, M. Defert se montra résolu à ne pas faire de ce Congrès une réunion sans utilité pratique et envisagea la création d'une commission permanente qui le prolongerait dans le temps et dans l'action. La guerre, malheureusement, ne devait pas permettre l'application pratique de cette idée capitale, puisque toutes les réunions de ce genre n'ont été que des manifestations platoniques et sans utilité lorsqu'elles n'ont pas pris soin de se continuer par un organisme surveillant la mise à exécution des projets élaborés et intervenant auprès des Pouvoirs Publics pour faire aboutir dans la mesure du possible les vœux émis.

Les Congressistes se répartirent en cinq sections au sein desquelles furent lus et discutés les rapports et communications diverses, ainsi que les vœux à émettre.

La séance de clôture se déroula le 20 juin 1913 sous la présidence de M. Dabat, Directeur général des Eaux et Forêts. Parmi les propositions les plus intéressantes qui furent à ce moment étudiées, celle relative à la constitution de cette commission internationale permanente est plus particulièrement à retenir.

Une discussion s'engagea également sur le point de savoir s'il était bon de se séparer nettement des Congrès d'Agriculture. L'évolution des idées a montré qu'il y avait autre chose dans la sylviculture qu'une branche de l'agriculture : à côté de la production et de l'exploitation se présentent des problèmes industriels et commerciaux, d'ailleurs en perpétuelle évolution, et qui sont propres au bois. D'autre part, la place qu'occupe celui-ci dans l'Economie mondiale nous autorise à réclamer pour lui une attention parti-

culière au lieu de lui attribuer le rôle de parent pauvre ou de mineur.

Nous relèverons également dans les travaux de la 2<sup>e</sup> Section le rapport de M. de Nicolay sur l'utilité, pour les syndicats de propriétaires, de créer un Office forestier international.

Dans un discours prononcé le 22 juin 1913 au cours d'un banquet qui réunit les congressistes, M. Defert analysa les résultats obtenus par le Congrès forestier. Il en vit quatre principaux :

Condamnation de l'impôt forestier dans la forme où il existait en 1913.

Union réalisée entre tous les amis de la forêt dans un désir de collaboration.

Constitution d'importantes réserves forestières.

Défense des sites et paysages.

Il mit toute sa confiance dans la Commission internationale permanente, dont la création venait d'être décidée, pour donner à l'exécution des décisions prises toute l'ampleur qu'elles devaient comporter. Malheureusement, en 1913, rien n'alla au delà de ces mots platoniques.

Mais pratiquement, si nous voulons nous aussi et avec le recul du temps fixer notre opinion sur le Congrès de 1913 nous noterons que, treize ans après la publication au Congrès de 1900 du rapport alarmant de M. Mélard relatif à l'insuffisance du bois d'œuvre dans le monde, le Ministre de l'Agriculture devait reconnaître qu'aucune amélioration ne se faisait encore sentir et beaucoup de vœux émis s'inspiraient de cette préoccupation.

A la troisième section, la nécessité d'étudier et d'utiliser nos immenses réserves coloniales est signalée.

Et il nous semble surtout important et opportun de relever les vœux demandant que la France prenne l'initiative de la création d'un Office forestier international destiné à coordonner les renseignements et à faire connaître les possibilités de production du bois dans le monde.

Dans l'ensemble, ce Congrès a, d'une part constaté à nouveau la menace d'une insuffisance de bois ; d'autre part il a amorcé l'étude des problèmes des bois coloniaux et de l'organisation internationale.

---

## **La Conférence internationale du bois de Bratislava 31 août-1<sup>er</sup> septembre 1923**

---

Une Conférence internationale du bois s'est tenue les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1923 à Bratislava (Tchécoslovaquie), sous les auspices de la Bourse des bois de cette importante cité et à l'occasion de sa foire.

Les problèmes qui y ont été étudiés étaient certes d'actualité à l'époque de cette réunion, mais ils ont perdu beaucoup de leur intérêt au fur et à mesure du retour à la stabilité économique ébranlée par la guerre et par la constitution en Europe Centrale de nouveaux Etats qui durent s'organiser de toutes pièces.

Le programme général des travaux était le suivant :

Statistique internationale du bois. Questions commerciales.

Unification des usages.

Tarifs de transports, de douanes. Crédit. Changes.

Constitution d'une Union internationale des Syndicats du Bois.

Cette conférence était uniquement une réunion d'industriels et de commerçants ; elle n'a abordé aucun des problèmes pouvant se poser en sylviculture proprement dite.

Elle s'est ouverte le 31 août 1923 dans la Salle des fêtes du Ministère pour la Slovaquie, sous la prési-

dence de M. Kornel Stodola, Président de la Bourse de Bratislava, entouré du Sous-Secrétaire d'Etat représentant le Ministre tchécoslovaque de l'Agriculture, des délégués des Ministres tchécoslovaques du Commerce et de la Slovaquie, des Ministres de l'Agriculture d'Italie et de Roumanie. M. Mège représentait la Foire de Lyon.

Dans son allocution, le Sous-Secrétaire d'Etat représentant le Ministre de l'Agriculture de Tchécoslovaquie, après avoir mis en relief l'importance mondiale du bois et la nécessité d'une unification des usages pour faciliter son commerce international, prit nettement parti pour l'ingérence de l'Etat dans l'organisation de la production et de la vente du bois.

Le Président de la Conférence, dans son discours d'ouverture, évita de donner son avis sur ce sujet, se contentant de préciser les principaux points qui allaient faire l'objet de discussions au sein de l'assemblée, c'est-à-dire :

1<sup>o</sup> Les problèmes de statistique : établir d'où vient le bois, en quelles quantités il entre dans le commerce, combien de sortes il comprend et vers quelles destinations il est expédié.

2<sup>o</sup> La recherche de l'unification, ou tout au moins de la simplification des dimensions, certaines vieilles traditions ne répondant plus aux exigences de notre époque.

3<sup>o</sup> La constatation des conséquences de la guerre sur le commerce des bois : tarifs ferroviaires, douanes, limitation du transit international des marchandises, recouvrement des créances, crédit international, questions de change, difficultés de paiements, et la recherche de formules susceptibles de résoudre ces problèmes.

Lors de la réunion plénière de clôture qui se tint également sous la présidence de M. Kornel Stodola, celui-ci constata que cette première assemblée des fournisseurs de bois de l'Europe Centrale avait eu un plein succès et avait éclairé bien des questions concernant la production, le commerce, les transports dans leurs rapports avec les prix de vente ; que d'autre part le Congrès avait fait un effort considérable pour jeter les bases d'une organisation internationale du bois.

Mais le Congrès de Bratislava de 1923 a été surtout une réunion de producteurs d'une région déterminée qui se sont occupés de leurs intérêts particuliers, parfois opposés à ceux des consommateurs de l'Europe Occidentale. Ces producteurs ont, d'autre part, laissé complètement à l'écart leurs confrères de l'Europe du Nord, considérés comme des concurrents dangereux.

Bien des questions étudiées n'avaient qu'un intérêt passager, les difficultés causées par les mouvements des changes et les barrières de toutes sortes mises par les Etats à leurs frontières les dominaient ; mais ces données évoluent et ne se présentent plus actuellement de la même manière.

Toutefois, nous mettrons en relief :

La constatation que la consommation du bois dépasse toujours la production.

Le besoin d'ententes internationales, limitées au début si nécessaire, pour unifier les dimensions et les usages généraux de vente, et pour constituer des tribunaux privés afin de remettre un peu d'ordre et d'honnêteté dans certaines mœurs commerciales d'après-guerre. Les exportateurs sentaient la nécessité, parfois devant la carence de la Puissance Publique,

de créer des organismes destinés à trancher les litiges nés de leurs tractations, mais il ne leur échappait pas que l'exécution des sentences serait à peu près impossible sans le concours de ladite Puissance.

Nous avons là sous les yeux un épisode, propre au marché du bois de l'Europe Centrale, du grand mouvement de concentration et de groupement par voie d'ententes et de cartels internationaux, qui gagnait après guerre toutes les branches de la production. Disons tout de suite qu'en l'espèce aucune réalisation pratique ne s'en est suivie.

---

## **Le Congrès international du Bois de Lyon**

**29 31 octobre 1924**

---

Le Congrès international du Bois de 1924 a été organisé par la Chambre syndicale du Commerce des Bois de Lyon et de la Région à l'occasion de l'Exposition internationale du Bois à la Foire de Lyon.

Placé sous le haut patronage de M. Herriot, Maire de Lyon, Président du Conseil des Ministres, pourvu d'un comité d'organisation présidé par M. Grandclément, Président de la Chambre syndicale du Commerce des Bois de Lyon et la Région, il se proposait de mettre en relief l'importance mondiale du bois et d'organiser sur des bases nouvelles son commerce international.

La séance d'ouverture fut présidée par M. Guinier, Directeur de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts. M. Pradel, Président de la Chambre de Commerce de Lyon, y prononça un discours-programme indiquant les sujets des futures discussions du Congrès, c'est-à-dire : la standardisation, la mise en exploitation rationnelle de la forêt coloniale, les questions de transport et de reboisement.

M. Honoré Barbier, Président de la Fédération des Syndicats du Commerce des Bois de France, fut chargé de présenter un rapport général sur les travaux effectués. Ce remarquable travail faisait le tour des ques-

tions débattues et souhaitait naturellement que la France s'appliquât par tous les moyens à enrichir son sol forestier et à n'exploiter annuellement que la possibilité reconnue. Ce conseil amena M. H. Barbier à pousser un cri d'alarme à la vue de l'exploitation trop intensive, de la destruction même de nombreuses forêts particulières, spécialement en feuillus et à demander une réglementation, pleine de tact et de prudence toutefois, des droits du propriétaire particulier sur sa forêt, étant admis que les personnes morales : Etat, départements, communes, établissements publics, caisses d'épargne, grandes sociétés, sont en général plus aptes à exploiter rationnellement la forêt.

Le Congrès de Lyon, sans avoir l'importance de ceux d'avant-guerre, a été une tentative, réussie d'ailleurs, de regroupement des divers éléments de la grande corporation du bois, dispersés par suite des événements et se trouvant en présence de problèmes nouveaux ou posés différemment : utilisation des bois coloniaux, facilités à donner au commerce extérieur, ententes internationales. Envisageant tous les aspects du problème : production, exploitation, circulation et répartition, consommation du bois, une réunion de ce genre était plus susceptible de trouver des solutions générales que de simples congrès de négociants comme ceux de Bratislava, et très certainement il faudrait faire de la future organisation internationale du bois un groupement de tous les usagers pour lui voir réaliser une œuvre utile.

Mais si les échanges d'idées, les projets concernant la création d'un organisme d'entente internationale affluent toujours ; si l'on admet qu'il faut s'unir pour

connaître les possibilités de la production et les besoins, qu'il faut faciliter la marche des affaires en veillant à la stricte exécution des engagements, en s'entendant sur les dimensions et les classements : la question n'est cependant pas mûre. Bratislava rêve toujours d'être la supercapitale du bois ; la France, qui a pour elle la priorité de l'idée, une situation privilégiée : à la fois productrice, importatrice, consommatrice, qui lui commande l'impartialité, s'insurge.

Il faut attendre encore afin que la lutte entre les intérêts divergents s'apaise et que les nécessités économiques contraignent les indifférents et même les rivaux à l'accord.

---

## Le Congrès forestier international de Grenoble

22/30 juillet 1925

---

Le Congrès forestier international de Grenoble était organisé par l'Administration des Eaux et Forêts et par le Touring-Club de France, avec le patronage des Ministres de l'Agriculture, des Finances, de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, des Travaux Publics, des Colonies et des Affaires Etrangères. Il fut présidé par M. Henri Defert, Président du Touring-Club, assisté comme Secrétaire général de M. Chaplain, Conservateur des Eaux et Forêts.

L'ampleur du programme nécessita la répartition des congressistes en huit sections.

Le Congrès de Grenoble a fait effort pour examiner sous tous ses angles le problème du bois. Il réunissait en effet un choix particulièrement fourni de techniciens de toute sorte et spécialement un grand nombre d'officiers des Eaux et Forêts qui publièrent leurs plus récentes observations sur l'aménagement, l'exploitation et surtout le reboisement dont le public et les gouvernants semblent maintenant comprendre toute l'importance. Signalons de nombreuses études sur le travail du bois et les machines appropriées, la législation ouvrière, les transports, les douanes : indices du besoin de documentation de la profession en présence de problèmes aussi variés que complexes. Cons-

tatons en passant l'importance croissante attachée aux bois coloniaux avant d'en arriver au rapport de M. René Barbier, épaulé par celui de M. Ch. Kaan, jalons très importants posés pour la réalisation de l'Union internationale. La situation commence à s'éclaircir, des mots pleins de bon sens sont prononcés et semblent être compris : il faut que, dans chaque Etat, les diverses branches de la corporation s'entendent et s'organisent, qu'elles constituent une fédération sur le modèle du Groupe XXVI de la Confédération Générale de la Production française. Ensuite naîtra l'Union internationale, à laquelle la France offre de servir de guide.

Nous constaterons malheureusement bientôt l'âpreté, même sur ce point, de la concurrence entre nations.

---

## **Le Congrès International de Sylviculture de Rome** **29 avril-5 mai 1926**

---

Un Congrès international de Sylviculture se tint à Rome en 1926, avec le patronage de S. M. le Roi d'Italie, sous la présidence d'honneur de M. Mussolini et avec M. le Professeur G. de Michelis, Président de l'Institut international d'Agriculture comme Président du Comité d'Organisation.

Il trouvait son origine dans la VI<sup>e</sup> assemblée générale de l'Institut international d'Agriculture qui eut lieu en 1922 à Rome, assemblée qui, après avoir pris connaissance des études de statistique forestière faites par l'Institut, confia à ce dernier la mission de développer l'œuvre commencée.

En 1924, l'Institut présenta une nouvelle et plus ample étude de statistique forestière et il fut à ce moment décidé par le Comité permanent et sur la proposition de M. Anders Fjelstad, délégué de la Norvège, appuyé par le délégué de l'Italie, d'organiser à Rome, au printemps de 1926, un Congrès international de Sylviculture dont les buts seraient :

L'étude des moyens propres à assurer le maintien d'un certain équilibre entre la production et la consommation du bois, grâce à la collaboration et aux efforts des divers Etats.

L'amélioration du commerce international des produits forestiers par une connaissance plus complète

de ces produits et des besoins des divers pays, ainsi que par le perfectionnement des conditions des transports et des transactions.

La propagande aux fins d'inculquer au public une idée exacte du rôle primordial des forêts dans le bien-être général.

Le succès couronna les efforts des organisateurs, car 256 rapports furent présentés à l'examen des congressistes, assemblés au nombre d'environ 900.

Présidée par M. le Sénateur G. Raineri, la réunion s'ouvrit le 29 avril 1926 à Rome, au théâtre Quirino, en présence de S. M. le Roi d'Italie et de S. E. M. Mussolini, Chef du Gouvernement italien.

M. de Michelis prononça le discours d'ouverture en rappelant l'origine du Congrès, issu d'une décision de l'Assemblée générale de l'Institut international d'Agriculture et en précisant que sa tâche principale allait être la recherche des moyens propres à rétablir l'équilibre entre la consommation du bois et la reconstitution du patrimoine forestier. L'orateur assura que l'Institut était l'organe tout indiqué pour une besogne de ce genre, aussi bien en ce qui concerne les études techniques que les réalisations pratiques.

M. le Professeur Belluzo, Ministre de l'Economie nationale d'Italie, vint ensuite affirmer qu'une œuvre de défense de la sylviculture ne peut se concevoir que par l'action de l'Etat, seul bon juge de l'intérêt général. Il exalta également l'œuvre de l'Institut, organe international représentant presque tous les Etats du monde et pouvant coordonner toutes les initiatives.

Une première séance plénière suivit la cérémonie d'ouverture. Le Président, M. le Sénateur Raineri,

esquissant le programme de travail, demanda au Congrès d'affirmer la nécessité d'organiser un vaste service d'information au sein de l'Institut international d'Agriculture, de rechercher les moyens d'accroître la production ligneuse, de préconiser l'étude expérimentale des essences forestières, l'uniformisation des mesures et des usages commerciaux, la lutte contre les ennemis du bois.

Les travaux du Congrès furent clôturés par une séance plénière qui eut lieu le 5 mai 1926 sous la présidence de M. le Sénateur Raineri.

Le soin fut laissé au Comité permanent de l'Institut de fixer le siège du prochain Congrès, après échange de vues avec les divers Gouvernements.

Puis le Secrétaire donna lecture des vœux présentés par les diverses sections ; enfin le Président, dans une dernière allocution, mit en relief l'intérêt de la décision prise à propos de la création d'une organisation destinée à établir des relations internationales entre Etats et à instituer des recherches statistiques sur la production et la consommation mondiale du bois et des produits accessoires des forêts :

« Il s'agit d'un pas remarquable que le Congrès de Sylviculture de Rome vient de faire... Vous avez gravé dans des tables sacrées, à l'usage de l'ancienne Rome, le nouveau Code de la Sylviculture mondiale. »

Nous pouvons d'ailleurs penser, avec le recul du temps, que le Président s'était un peu laisser emporter par sa fougue oratoire.

Voyons cependant nous-mêmes brièvement quels progrès effectifs ont été réalisés par le Congrès de Rome.

Une remarque nous semble s'imposer dès l'abord en toute impartialité : d'après les comptes rendus, les invités de l'Institut ne trouvèrent que des mots flatteurs pour le remercier et mettre en relief son utilité : pas une seule dissonance, pas une seule critique : le chef des services de publicité ne mérite que des éloges.

L'organisme romain sut se faire charger :

Des travaux de statistique.

Des relations internationales.

De l'unification des mesures.

De l'amélioration de la technique du gemmage.

D'études sur les aménagements et les incendies de forêts.

D'études sur les insectes nuisibles.

Il faut reconnaître qu'il était admirablement épaulé par le Gouvernement italien qui mettait à sa disposition ses puissants moyens pour lui permettre de créer en fait un Institut international de Sylviculture à côté de celui d'Agriculture avant que les projets français mis sur pied à Grenoble l'année précédente ne prissent corps.

En dehors de cet effort un peu spécial, mais très symptomatique, les principaux points étudiés par le Congrès furent :

L'influence de l'intervention de l'Etat dans la gestion des forêts particulières. Rappelons, pour situer la doctrine italienne que le Ministre de l'Economie Nationale du Royaume avait déclaré qu'une œuvre de défense de la sylviculture ne peut se concevoir que par l'action de l'Etat « seul bon juge de l'intérêt général ». Cette conception fut assez violemment combattue par certains congressistes, particulièrement par

M. de Nicolay, représentant les propriétaires français.

Le reboisement fut examiné une fois de plus de très près, ainsi que la question des pâturages en montagne, toujours si controversée.

Enfin, l'utilisation des bois coloniaux, très intéressante pour l'Italie, grosse importatrice, fit l'objet de rapports documentés.

---

**Le 2<sup>e</sup> Congrès international du Bois de Bratislava**  
**30/31 août 1929**

---

Un Congrès international du Bois s'est tenu pour la seconde fois à Bratislava les 30 et 31 août 1929. Il était organisé par la Section du Bois de la Bourse de Bratislava, avec le concours des industriels et commerçants en bois de Slovaquie, et présidé par M. le Sénateur Kornel Stodola, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Bourse de Bratislava.

Se plaçant uniquement sur le terrain commercial, il n'a étudié aucune question sylvicole proprement dite ; néanmoins, ses buts étaient vastes, car il se proposait d'une façon générale d'unifier, grâce aux progrès de la consolidation économique, les relations internationales du commerce du bois. (1)

1. Voici d'ailleurs le programme qu'il soumettait à l'examen des congressistes :

1<sup>o</sup> Usages.

A) Matériels. Recherches de tous règlements et usages concernant le commerce du bois pour tenter leur unification (conclusion d'affaires, bordereaux, prix d'achat, délais de livraison, dénonciation de marchés). Examen aux fins de savoir s'ils sont susceptibles d'être utilisés tels quels ou s'ils doivent être modifiés.

Définition des dimensions et des classements des bois, en distinguant les résineux et les feuillus, les bois en grume et les sciages, les articles spéciaux (placages, douves, traverses de chemin de fer).

B) Juridiques. Etude du courtage au point de vue international, des droits et devoirs du courtier et des intermédiaires divers, de leurs

Dans son discours inaugural, M. K. Stodola demanda aux usagers de contribuer, en se plaçant sur le plan international, à la régénération économique et au rétablissement des forces productives. Il constata une amélioration sensible de la situation depuis la première réunion de 1923 à Bratislava.

A cette époque, les obstacles s'accumulaient pour contrarier les échanges internationaux et l'heure était vraiment critique. En 1929, au contraire, le marché du bois est redevenu à peu près ce qu'il était avant la guerre : il faut en profiter pour tenter de créer une institution durable apte à assurer et à maintenir l'équilibre mondial.

Rappelant les travaux de 1923, il indiqua les résolutions prises à cette époque :

rapports avec les parties contractantes, du taux de la commission. Inconvénients de la multiplicité des usages locaux.

2<sup>o</sup> Procédure.

A) Litiges portant sur la qualité du bois.

B) Procédure proprement dite.

3<sup>o</sup> Arbitrage.

A) Contestations internationales : désignation d'experts et règlement des litiges, soit par accord entre les parties, soit unilatéralement.

B) Situation actuelle : législation des différents Etats ; usages et conventions pratiqués ; comparaison avec d'autres branches de la production ; critiques et modifications souhaitables.

C) Projet de réglementation internationale.

D) Tribunaux d'arbitrage pour les litiges nés du négoce international du bois : les tribunaux réguliers de chaque Etat et leur aptitude à aplanir rapidement et avec compétence les litiges du commerce international du bois ; les tribunaux d'arbitrage permanents, fonctionnant auprès des Bourses et Chambres de Commerce ; exécution des sentences à l'étranger ; création de tribunaux d'arbitrage obligatoires ou facultatifs, soit nationaux, soit internationaux.

4<sup>o</sup> Concentration des entreprises.

Concentration dans le sein de chaque groupe de la corporation du bois, fédération dans le cadre de l'Etat et groupements internationaux.

Etablissement d'une statistique générale du bois.

Création d'un comité international pour régler les rapports entre les divers membres de la branche « Bois », unifier les mesures et les conditions des transactions.

Institution d'une organisation internationale apte à discipliner l'importation et l'exportation et à régler les litiges.

Il constata que la première résolution avait été à nouveau discutée au Congrès de Rome et que, par la force des choses elle se trouverait à l'ordre du jour de toutes les conférences, la situation étant essentiellement modifiable et les chiffres devant toujours être tenus à jour.

Les autres décisions tendaient à l'établissement d'une coopération constante entre les membres de la corporation, sous la forme la plus appropriée. La première étape, à son sens, doit être la constitution dans chaque Etat d'une organisation centrale du bois et il annonça que le Congrès actuel avait établi des propositions concrètes sur ce point.

Comme conclusion, il rappela une fois de plus l'anarchie régnante et conseilla encore la rationalisation matérielle et juridique du commerce du bois.

Qu'est-il sorti de ce second Congrès de Bratislava ?

A sa clôture le Président, en remerciant ses auditeurs, exprima sa satisfaction des résultats obtenus :

« Nous avons, dit-il, éclairé le débat, équilibré les différences d'opinion et, non seulement nous avons indiqué la route à suivre pour mener à bien les questions figurant à notre ordre du jour, mais nous avons même déjà pris nos dispositions pour nous engager immédiatement sur la bonne voie. »

Vérifions nous-mêmes l'exactitude de ces formules un peu générales.

Nous avons déjà remarqué que, comme en 1923, le Congrès de 1929 était uniquement une réunion de producteurs et de commerçants exportateurs qui se spécialisèrent dans l'examen des problèmes qui leur étaient propres.

Un des principaux était certes, pour faciliter les échanges internationaux, l'unification des usages, des dimensions et des classements, que l'on réclame depuis des lustres dans toutes les branches de l'activité économique. Cette réforme semble être plutôt un problème d'ordre politique et gouvernemental, puisque les nations anglo-saxonnes, par exemple, se refusent à modifier sur ce point leurs habitudes séculaires. On ne pouvait donc espérer mieux comme résultat qu'un effort de propagande dans les Etats réfractaires effort sans doute au-dessus des moyens des congressistes de 1929. On se mit d'accord sur la nécessité de constituer d'urgence une commission d'étude où les Etats consommateurs seraient représentés, la Bourse de Bratislava étant chargée de diriger et de concentrer tous les efforts et d'engager des pourparlers avec les organisations existantes pour la nomination de délégués de la production, du commerce et de la consommation. Nous n'avons pas trouvé trace ultérieurement de l'activité de cette commission.

Une innovation intéressante du Congrès que nous examinons a été l'étude du courtage et de la représentation dans le commerce du bois. Nécessairement en effet, les maisons exportatrices doivent avoir des agents en pays étranger et bien des problèmes, réso-

lus différemment selon les régions, se posent à leur égard : définition juridique du courtage, étendue des pouvoirs du courtier, taux de la commission, assiette de celle-ci, date de naissance du droit. Les échanges de vues des congressistes sur ce point sont à consulter, mais rien de définitif ne fut et ne pouvait être décidé : on recommanda surtout d'organiser dans chaque Etat un groupement unique des intermédiaires.

Un des grosses préoccupations du Congrès de 1923 avait été de faciliter l'arbitrage des litiges et l'exécution des sentences. La question, non résolue, revint à l'ordre du jour de 1929. Entre cocontractants, les clauses d'arbitrage insérées dans les actes se multiplient heureusement, la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale offre ses bons offices pour trancher les cas litigieux trop nombreux encore parce que les conditions de vente varient d'un pays à l'autre ; mais ces facilités sont encore bien insuffisantes et le Congrès ne put que recommander aux Chambres syndicales de développer leurs efforts pour concilier ou juger les différends entre membres de la corporation.

Les phénomènes de concentration et d'organisation cartellisée sont trop généraux pour que la branche du bois y reste étrangère. L'analyse que fit de cette question M. Unger est tout à fait remarquable. Il démontra la nécessité de constituer des ententes nationales pour normaliser les prix et continger les ventes. On peut hésiter à généraliser ses conclusions et à les croire même possibles dans tous les cas, mais son travail ne peut être passé sous silence.

Enfin la fameuse organisation internationale évo-

quée lors de chaque Congrès vit une fois de plus le jour sur le papier. La Bourse de Bratislava se chargea de la mise au monde, mais l'enfant n'était pas encore né viable cette fois.

Aussi, si nous pouvons nous dire d'accord avec le Président lorsqu'il annonçait que la réunion de 1929 avait éclairé le débat et indiqué la route à suivre, nous devons reconnaître que l'on n'y a pas dépassé le stade de la théorie pour entrer dans celui de l'application pratique.

---

Il nous semble utile, après cet exposé chronologique des principaux Congrès du Bois, un peu fastidieux nous le reconnaissons, de jeter sur ceux-ci un coup d'œil d'ensemble.

Il y aurait longuement à philosopher sur le Congrès de 1900. Tout d'abord, ce fut l'ancêtre, le précurseur, et il serait intéressant à ce seul titre car il nous renseigne sur les buts que se proposaient les protagonistes d'un mouvement qui a vraisemblablement dépassé les limites primitivement assignées, malgré que la plupart des problèmes posés dès ce moment n'aient pas encore, à l'heure actuelle, reçu de solution définitive.

En second lieu, l'étude de l'exploitation des forêts se sépare à ce moment de l'Agriculture proprement dite et affirme son importance. M. Mélard pousse un cri d'alarme au spectacle des coupes inconsidérées qui mènent rapidement le sol à sa ruine, de savants officiers des Eaux et Forêts ainsi que d'autres techniciens avertis apportent des études auxquelles nous n'avons guère ajouté depuis, sur l'aménagement, le reboisement, la mise en valeur des terres incultes, la lutte contre les forces de destruction : torrents, avalanches, incendies.

Enfin, une tentative d'entente internationale se fait jour à propos de l'unification des mesures de cubage, signe présurseur de l'importance que prendront plus tard les accords entre nations, poussés

même jusqu'à l'institution d'organismes internationaux permanents.

Par contre, le côté commercial de l'exploitation forestière est presque complètement laissé à l'écart : on songe à bien produire, on ne songe guère à écouler ce que l'on récolte, on songe encore moins aux litiges qui pourront naître au cours des transactions. Cette abstention tient peut-être un peu à la plus grande facilité des affaires en cette époque si proche et si lointaine à la fois ; elle tient peut-être aussi à la sous-production du bois, qui en faisait une marchandise rare, recherchée et d'un placement facile à l'époque.

Au Congrès de 1913, les mêmes problèmes techniques ou à peu près sont remis sur le chantier ; on insiste sur l'étude comparée des diverses législations forestières et sur le rôle de l'Etat, on entrevoit l'importance que prendront les bois coloniaux dans l'avenir. Une section tout entière se consacre à la technologie forestière. Une tendance à l'autonomie, à la séparation amiable d'avec les Congrès d'Agriculture s'affirme lors d'une discussion en séance plénière. Fait plus important encore : la décision est prise de former à Paris un Office forestier international autonome, dont le budget sera alimenté par une contribution de tous les Etats intéressés, office chargé de publier des statistiques forestières et de faire connaître la capacité de production de chaque pays.

Malheureusement, les événements de 1914 à 1918 ont empêché la mise au point et le commencement d'exécution de cet excellent projet.

1923 : dix ans ont passé, là guerre a accumulé les ruines et les besoins pour les relever sont maintenant énormes. Mais la production est contrariée par l'instabilité politique et par la désorganisation économique. Une conférence s'ouvre à Bratislava ; toutefois, organisée et alimentée par des éléments commerciaux vendeurs de l'Europe centrale seule, elle porte en elle une tare de partialité et d'exclusivisme. Peu ou pas d'études techniques sur la production du bois, lutte sourde contre la concurrence des Pays du Nord et tendance des congressistes à se considérer un peu comme le centre du monde : tels sont les reproches que l'on pourrait adresser à cette réunion. Toutefois les problèmes abordés furent traités avec beaucoup de soin et les rapports peuvent être consultés avec fruit. Quatre d'entre eux ont étudié l'unification des usages forestiers et commerciaux, avec adjonction d'un dispositif d'arbitrage en cas de litige, trois se sont occupés des tarifs de transport et de douanes, des crédits, changes et questions financières connexes, trois autres ont présenté des projets d'organisation d'une fédération internationale des syndicats du bois, instituée bien entendu sous les auspices de la Bourse de Bratislava et enfin trois ont traité de statistique et questions diverses. La résolution proposée par la Commission D, et votée sans opposition, concernant la constitution d'un comité chargé de préparer la fondation d'une Union internationale du bois est particulièrement symptomatique de la tendance vers la recherche d'accords dépassant le cadre de chaque Etat. Bref, on dit à Bratislava d'excellentes choses, mais on établit presque en cachette des projets d'importance mondiale de sorte

que les appels à la collaboration restèrent sans écho et les choses en l'état lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution.

Au Congrès de Lyon 1924 quatre idées principales constituèrent la base des discussions : nécessité d'une entente internationale pour l'unification des mesures et dimensions, développement de la consommation des bois coloniaux, révision des tarifs de transports, propagande en faveur du reboisement. M. Jules Arato, Directeur du journal « Karpattia », reprit l'idée d'une Union internationale ; M. Brauner, Directeur du « Monitorul Forestier de Bucarest », examina l'état des ressources forestières tandis que M. A. Cotta, Inspecteur général des forêts d'Italie poussa un cri d'alarme et appela l'attention des intéressés sur la crise de la production du bois et sur la nécessité d'adopter en commun des mesures pour alimenter les pays importateurs du Midi de l'Europe. MM. Videau et Peltier envisagèrent les incidences des tarifs de transport par eau et par fer sur le prix de revient ; enfin M. A. Bailly, de la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires français en bois d'industrie apporta une espérance en exposant au Congrès tout ce qu'il est possible de tirer de l'exploitation rationnelle des forêts tropicales. M. Honoré Barbier, dans son discours de clôture, mit excellemment en valeur ces idées fondamentales, sans pouvoir se défendre d'un certain scepticisme à l'égard de la réalisation immédiate d'une Union internationale, avant un indispensable travail préparatoire de mise au point.

Sauf dans la branche des bois coloniaux, les résultats pratiques de ce Congrès furent minces.

Le Congrès de Grenoble de 1925 entendit un nombre important de rapports, dont sept sur les différents modes de culture et de protection de la forêt, avec indications statistiques intéressantes. Un exposé de M. P. Rosenmark sur le régime douanier français fut très remarqué à l'époque. M. Bailly reprit une fois de plus son œuvre de propagande en faveur du marché français des bois coloniaux.

Mais l'idée capitale du Congrès fut l'organisation d'Offices internationaux du bois. En premier lieu, un vœu émis à la suite du rapport de M. Ch. Kaan demandait la création d'un Bureau d'information centralisant toutes les données pouvant être utiles à la conservation, l'exploitation et le développement des forêts. Ceci, c'est le point de vue technique qu'il importe, à notre sens, de séparer nettement du point de vue économique. Cette autre face du problème fut abordée dans l'exposé de M. René Barbier sur la nécessité d'une entente entre les divers groupements internationaux et sur l'utilité de la création d'une Fédération de ceux-ci, exposé qui doit particulièrement retenir l'attention. Ce fut, écrit dans une langue élégante, sous une forme volontairement modérée, un programme complet avec la claire vision des buts et l'indication des moyens pour y parvenir. Le Groupe XXVI (bois) de la Confédération générale de la Production française se propose par la voix du Rapporteur comme bureau de centralisation et de coordination, comme première ossature de la future Fédération internationale. L'idée est admise d'enthousiasme, des votes la sanctionnent et l'on se quitte dans l'espoir de voir bien naître une œuvre utile et attendue.

L'année suivante, à Rome, le Congrès international de Sylviculture réunit les délégués de nombreux Gouvernements et groupements privés. Organisé par les soins de l'Institut international d'Agriculture, il ne pouvait manquer de tourner au panégyrique de celui-ci. De fait, tout fut prévu pour le mettre en valeur, pour le présenter comme répondant à tous les besoins présents et même futurs et incidemment pour miner les projets antérieurs risquant de le concurrencer en proposant d'autres moyens pour grouper les sylviculteurs, les exploitants forestiers et tous les usagers du bois.

Les points les plus particulièrement étudiés furent les questions relatives au commerce et à l'industrie du bois, la technique de la sylviculture, la défense forestière en montagne, les ressources de la sylve tropicale, l'identification des bois. Mais surtout, par une habile manœuvre, la délégation italienne qui sut se créer des appuis et conquérir la majorité, cueillit les fruits des efforts antérieurs et fit passer, sans raison semble-t-il, de Paris à Rome le siège de la future organisation économique internationale du bois. L'Institut international d'Agriculture qui, à notre sens, aurait dû se cantonner dans l'étude des problèmes touchant l'Agriculture ou tout au moins la production du bois, devenait ainsi le pivot même des études économiques.

---

## L'Institut international d'Agriculture de Rome

---

Il n'est pas sans intérêt d'ouvrir ici une parenthèse pour étudier de plus près l'origine, l'organisation, l'activité et les résultats obtenus par cet organisme.

L'institut international d'Agriculture fut fondé en 1905 sous les auspices du Roi d'Italie Victor Emmanuel III, qui voulut mettre en pratique une idée lancée par l'Américain David Lubin : la représentation effective et la défense des intérêts de l'agriculture et des agriculteurs du monde entier.

Sur le désir du Roi, le Gouvernement italien réunit le 28 mai 1905 les délégués d'un certain nombre d'Etats. De leurs délibérations sortit la Convention du 7 juin 1905, Charte fondamentale de l'Institut dont les buts sont exposés à l'Art, 10 : « L'Institut, bornant son action dans le domaine international, devra :

- A) Concentrer, étudier et publier dans le plus bref délai possible les renseignements statistiques, techniques et économiques concernant la culture, les productions tant animale que végétale, le commerce des produits agricoles et les prix pratiqués sur les différents marchés.
- B) Communiquer aux intéressés, dans les mêmes conditions de rapidité, tous les renseignements dont il vient d'être parlé.
- C) Indiquer les salaires de main-d'œuvre rurale.

- D) Faire connaître les nouvelles maladies des végétaux qui viendraient à apparaître sur un point quelconque du globe, avec l'indication des territoires atteints, la marche de la maladie et si possible les remèdes efficaces pour la combattre.
- E) Etudier les questions concernant la coopération, l'assurance et le crédit agricole sous toutes ses formes, rassembler et publier les informations qui pourraient être utiles dans les différents pays à l'organisation d'œuvres de coopération, d'assurance et de crédit agricoles.
- F) Présenter s'il y a lieu à l'approbation des Gouvernements des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs et pour l'amélioration de leurs conditions, après s'être préalablement entouré de tous les moyens d'information nécessaires tels que : vœux exprimés par les Congrès internationaux ou autres Congrès agricoles et des sciences appliquées à l'Agriculture, sociétés agricoles, académies, corps savants, etc. »

Aujourd'hui 73 Etats ou Colonies adhèrent à la convention : presque la totalité de ceux du globe.

L'Institut a son siège à Rome, Villa Umberto I<sup>er</sup>, magnifique palais dû à la munificence de Victor Emmanuel III.

Ses organes de direction sont d'abord l'*Assemblée Générale*, pouvoir supérieur, se réunissant en principe tous les deux ans et composée de délégués nommés par les Gouvernements ; ensuite le *Comité Permanent*, pouvoir exécutif, chargé sous la direction et le contrôle de l'Assemblée, d'exécuter les décisions prises par cette dernière et de préparer les propositions qui devront lui être soumises. Le Président du Comité est depuis 1925 M. de Michelis (Italien),

M. Louis-Dop (Français) est vice-président depuis la fondation.

Les services sont répartis en quatre bureaux : Secrétariat général, Bureau de Statistique générale, Bureau de Renseignements agricoles, Bureau des Etudes économiques et sociales. Le *Secrétaire général*, qui est à la tête de tous les services administratifs et techniques, complète l'Etat-major du Comité permanent ; il exerce son activité sur la Bibliothèque, la section de Législation agricole et divers services généraux : affaires générales et diplomatiques, affaires administratives, traduction et interprétation et, provisoirement, recensement agricole et sylviculture.

La bibliothèque est d'une richesse considérable : elle contient 60.500 volumes, 50.000 brochures, 58.000 volumes de périodiques, 3;500 publications périodiques.

*La Section de législation* recueille les textes de lois, décrets, mesures administratives et les fait figurer dans l'Annuaire international de Législation agricole.

*Le Bureau de statistique générale* a pour mission de fournir aux agriculteurs du monde entier des données sûres, uniformes et comparables entre elles sur la situation réelle des marchés, sur l'offre et la demande des produits agricoles : il recueille et transmet avec le plus de rapidité possible des renseignements authentiques et ramenés à un standard commun, émanant d'autorités officielles et responsables. Il rédige pour la revue mensuelle de l'Institut : « la Revue internationale d'Agriculture », un résumé de quelques pages comprenant les renseignements les plus importants sur le mouvement statistique agricole du mois. Il publie en outre mensuellement dans

le « Bulletin de Statistique agricole et commerciale » les données fournies avec la plus grande rapidité possible par les Gouvernements concernant la production agricole du monde entier, la superficieensemencée, l'état des cultures, les prévisions et les résultats des récoltes, le commerce d'importation et d'exportation des principaux produits agricoles, leurs prix et les quantités des stocks visibles. Enfin, il fait paraître tous les ans ou deux ans un « Annuaire international de Statistique agricole » et a diffusé un certain nombre de monographies, en particulier un volume de 425 pages sur « les Forêts ». Dans cet ouvrage sont réunies et exposées dans une forme synthétique pour plus de vingt pays toutes les données et informations relatives aux matières suivantes :

1<sup>o</sup> Service de statistique forestière ; 2<sup>o</sup> Superficie forestière et sa répartition ; 3<sup>o</sup> Conditions de la propriété ; 4<sup>o</sup> Forêts qui sont exploitables ou non ; 5<sup>o</sup> Utilisation des forêts ; 6<sup>o</sup> Capital ligneux ; 7<sup>o</sup> Coupes annuelles ; 8<sup>o</sup> Essences forestières ; 9<sup>o</sup> Dégâts ; 10<sup>o</sup> Mouvement commercial d'importation et d'exportation.

*Le Bureau des renseignements agricoles* est avant tout un centre international de documentation sur les diverses questions scientifiques et techniques concernant l'agriculture et les industries agricoles. Par ses publications, il cherche à mettre les agriculteurs au courant de tous les progrès réalisés en la matière, il est également chargé de l'étude technique des questions concernant la défense des intérêts des paysans. Il comprend aussi une section de protection des plantes qui étudie les maladies et les

ennemis de celles-ci et édite un bulletin mensuel :  
« Le Moniteur de la Protection des Plantes. »

Le bureau lui-même publie une revue mensuelle :  
« la Revue internationale des Renseignements agricoles » et c'est lui qui a pris en mains l'étude des questions relatives à la sylviculture et à la science forestière.

*Le Bureau des Etudes Economiques et sociales* a, aux termes mêmes des statuts une double mission :

- A. — Il étudie les questions concernant la coopération, l'assurance et le Crédit agricole sous toutes leurs formes ;
- B. — Il envisage les mesures nécessaires pour protéger les intérêts des agriculteurs et améliorer leur condition.

Il édite la *Revue internationale des Etudes économiques et sociales*, et, si nécessaire, des monographies sur les questions importantes.

A côté des services de direction et d'exécution, l'Institut a senti le besoin de s'entourer de la collaboration régulière du monde scientifique international.

A cet effet, il a créé :

Le Conseil international scientifique agricole de l'Institut, groupant des experts pour toutes les branches de la science agricole et sciences auxiliaires.

La Commission internationale permanente des associations agricoles.

La commission internationale de coordination pour l'Agriculture.

L'activité de l'Institut, son rendement, s'est manifesté jusqu'à présent, d'après ses dires, par les résultats suivants :

- A. — Statistique agricole : centralisation des informations officielles fournies par les Etats adhérents.
- B. — Technique agricole, protection des plantes et des animaux utiles à l'Agriculture : expérimentation des méthodes de culture pour les pays arides, entreprise avant 1914, mais qui semble tombée en sommeil.
- C. — Lutte contre les sauterelles, aboutissant à la convention internationale du 31 octobre 1920.
- D. — Lutte contre la mouche de l'olivier : Conférence de Madrid de juin 1923.
- E. — Coopération et assurance agricoles, essai d'une assurance contre la grêle sans résultats bien précis.
- F. — Météorologie et écologie agricoles : création d'une commission consultative.
- G. — Conférence internationale du blé d'Avril 1927, organisée sous les auspices du Gouvernement italien.
- H. — Etudes d'agronomie coloniale, exotique et tropicale. Sylviculture. Laiterie.
- I. — Mise au point d'un dictionnaire agricole international et constitution d'une cinémathèque agricole internationale.

Signalons enfin que l'Institut se tient en contact avec la Société des Nations et le Bureau International du Travail et rappelons qu'il publie périodiquement :

- Une revue internationale d'agriculture.
- Une revue internationale des renseignements agricoles.
- Une revue internationale des institutions économiques et sociales.
- Un bulletin international d'agronomie générale et tropicale et de génie rural.
- Un moniteur international de la protection des plantes.
- Un bulletin de statistique agricole et commerciale.
- Un annuaire international de statistique agricole.
- Un annuaire international de législation agricole.

L'Institut avait été chargé par un vœu du Congrès de 1926 et en exécution de la décision de sa commission technique scientifique pour la sylviculture, de rédiger un rapport-questionnaire sur la standardisation métrique de la mesure du bois et sur les différents modes de vente de ce dernier. Cette publication, parue en 1930, témoigne d'un très gros effort : nous allons en voir les résultats. Le questionnaire fut envoyé le 15 Décembre 1928 dans tous les pays du monde aux Gouvernements, aux associations forestières, industrielles et commerciales, aux institutions scientifiques, aux personnalités forestières, au commerce et à l'industrie du bois. Les destinataires furent au nombre de 3108 et les réponses obtenues de 130, plus 86 qui accusèrent simplement réception de la brochure. Ainsi 3,76 % des organismes consultés ont écrit pour ne rien dire, 4,18 % ont répondu utilement et 93,06 % se sont totalement désintéressés de la question posée. Devant le peu d'empressement

des interpellés, n'est-il pas permis de se demander si les méthodes d'investigation de l'Institut ont été les meilleures ou si la confiance qu'il inspire est encore bien limitée. N'est-il pas surtout permis de dire qu'un travail considérable en même temps que plein d'utilité attendait, attend encore l'Institut international d'Agriculture de Rome dans le domaine technique : statistique forestière, aménagement, conservation et exploitation des forêts ; qu'on lui saura gré de le mener à bien, mais que d'autres groupements internationaux, en particulier celui préconisé par M. René Barbier à Grenoble dès 1925, conçus sous un angle plus économique, s'imposent avec une force égale et que tous les intéressés gagneraient à faciliter leur mise sur pied définitive.

---

Le Congrès de Bratislava de 1929 fut encore, dans l'ordre économique, un essai d'union internationale, mais surtout entre pays producteurs de l'Europe Centrale, les problèmes étudiés intéressant plus particulièrement cette région.

Toutefois, il présente un intérêt d'ordre général, tant en raison de la compétence des rapporteurs que par les sujets traités : unification des usages de bourse et de commerce concernant les bois (8 rapports), les intermédiaires du commerce international du bois et leur commission (3 rapports), les décisions des experts dans les arbitrages internationaux de contestations concernant les bois, avec projet de réglementation internationale de la procédure d'arbitrage et moyens d'assurer l'exécution de la sentence (4 rapports), les tribunaux internationaux d'arbitrage (3 rapports), les tentatives de concentration et d'organisation dans l'industrie et le commerce du bois (4 rapports). Le rapport le plus remarqué fut sans conteste celui de M. Unger (Hongrie) préconisant la formation de cartels, puis celui de M. Mège (France) relatif à l'Union internationale, souhaitant qu'il soit créé dans chaque Etat une Chambre arbitrale et que ces Chambres se fédèrent ensuite.

Toutefois ce Congrès, qui ne rassemblait d'ailleurs que des industriels et des commerçants, mais non des forestiers, n'a rien réalisé pratiquement. Il était trop exclusivement l'émanation des producteurs d'une région et, d'autre part, la voix des consommateurs, dont les conceptions et les besoins sont infiniment divers, ne put s'y faire entendre utilement

## Les principaux problèmes étudiés dans les Congrès et les résultats obtenus

---

Nous venons d'examiner les divers Congrès qui se sont succédés depuis trente ans.

Il importe maintenant de faire le point, de relever les principaux problèmes qui ont retenu l'attention des assistants, d'en marquer l'évolution, et de rechercher quels sont les résultats pratiques auxquels on a abouti.

Quelle richesse en puissance dans ce résumé extrêmement succinct des questions abordées :

### *Problèmes techniques.*

Statistique. Tableau de la répartition des forêts. Classification des essences. Renseignements sur les quantités de bois produites et consommées. Mise à jour périodique.

L'aménagement des forêts. Leur gestion et leur exploitation. La question de la main-d'œuvre.

Les ennemis du bois : incendies de forêts, maladies des arbres, insectes destructeurs.

Conservation et amélioration des forêts existantes : reboisement, choix des essences, engrais.

Grands travaux : améliorations sylvo-pastorales, régularisation des torrents, fixation des dunes, assèchement des marais, lutte contre les inondations, utilisation des terres incultes.

Bois tropicaux : classification des essences, ressources, emplois.

Utilisation des produits dérivés : écorces, sciures, résine, carbonisation et distillation, pâte à papier.

Stations d'études, pépinières, essences, enseignement.

*Problèmes économiques.*

Législation forestière comparée.

Forêts surveillées par l'Etat et forêts privées. Méthodes de gestion, leur amélioration. Rôle de l'Etat.

Douanes. Transports. Questions fiscales. Assurances.

Syndicats forestiers.

Le commerce du bois. Unification des usages et des dimensions. Rôle des intermédiaires.

Les litiges. Tribunaux d'arbitrage, procédure. Exécution internationale des sentences.

Création d'un Office forestier international pour l'étude des questions techniques et d'une Fédération internationale des syndicats du bois pour celle des questions économiques.

Nous nous proposons de prendre à leur origine les plus importants de ces problèmes et de les suivre jusqu'à l'heure actuelle pour savoir comment ils ont été résolus.

---

## Statistique

---

Les travaux de statistique sont en général à la base même du développement industriel et commercial.

Comment le producteur s'orienterait-il vers telle ou telle fabrication s'il ignorait les besoins du public et les quantités déjà offertes sur le marché ? Comment le transformateur ferait-il ses achats en temps opportun s'il ne connaissait pas l'importance des stocks et les prévisions de la récolte concernant la matière première qu'il emploie ?

La centralisation des renseignements appelle d'ailleurs la création d'un organisme international destiné à coordonner, à filtrer tous les chiffres épars et à présenter aux intéressés en un tableau bref et clair les données qui leur sont indispensables. Aussi bien relevons-nous dès 1900 un vœu réclamant qu'une entente internationale intervienne pour publier des statistiques résumées faisant connaître la richesse forestière et la consommation du bois de chaque pays. En 1913 il est demandé aux Administrations forestières de provoquer tous les renseignements des sylviculteurs mondiaux sur la croissance des arbres, aux bulletins officiels et de renseignements agricoles des diverses nations de les centraliser et de les publier. Le Congrès de Bratislava de 1923 réserva toute une

section à l'étude de cette question et entendit plusieurs rapports très documentés sur la situation des divers pays producteurs ; la réunion de Lyon 1924 s'occupa également de ce problème.

Mais tous ces efforts fragmentaires, s'ils prouvaient la nécessité d'un service de statistique fournissant régulièrement aux intéressés les renseignements nécessaires, ne parvenaient pas à mettre sur pied un organisme approprié. Il est absolument juste de reconnaître que l'Institut international d'Agriculture de Rome, qui entreprit cette œuvre à la suite des résolutions du Congrès de 1926 (Rapport Robinson) fit accomplir un grand pas à la question. En relations régulières avec tous les Etats du Monde, il est parfaitement apte à trier parmi les innombrables documents qui lui parviennent les quelques données simples qu'il est bon d'avoir sous la main et qu'il serait impossible de coordonner et même de trouver parmi les recueils de douanes et autres publications officielles. Une brochure, un peu trop simplifiée peut-être, éditée en anglais et en français, contenant la statistique forestière de 13 pays, vient précisément de paraître dans ce but.

### **Aménagement et reboisement des forêts**

L'aménagement des forêts a, depuis des siècles, préoccupé l'Administration. Souvenons-nous de la fameuse ordonnance de Colbert de 1669 et de l'élaboration du Code forestier sous la Restauration. En 1826, en présentant le projet de Code, M. de Martignac disait :

« La conservation des forêts est l'un des premiers

intérêts des sociétés et, par conséquent, l'un des premiers devoirs des gouvernements. Leur destruction est souvent devenue, pour les pays qui en furent frappés, une véritable calamité et une cause prochaine de décadence et de ruine. Leur dégradation, leur réduction au-dessous des besoins présents ou à venir, est un de ces malheurs qu'il faut prévenir, une de ces fautes que rien ne saurait excuser, et qui ne se réparent que par des siècles de persévérance et de privations. »

Il est bon de rappeler à ce propos, que la flotte de guerre a été de tout temps l'objet de la sollicitude de nos Rois et que, tous les vaisseaux se construisant à l'époque en bois, il était indispensable d'entourer de soins attentifs les hautes futaies productrices d'essences appropriées. Nos forestiers actuels ont conservé les excellentes traditions de leurs prédécesseurs et il est normal que le problème ait occupé une place importante dans tous les Congrès.

En 1900, le rapport de M. Mélard sur l'insuffisance des bois d'œuvre dans le monde eut un retentissement considérable. Beaucoup de rapporteurs en firent état lors de réunions postérieures et si ses conclusions ont rencontré quelques détracteurs affirmant que le monde ne manquerait pas de bois et même en avait trop, la plupart des techniciens autorisés sont d'accord pour dire que l'on coupe plus que l'accroissement annuel normal, que, par suite, on vit sur la substance des forêts, sur le « Capital-bois » mondial et que nous courons à une crise grave qui ne pourra être évitée que par une réduction des emplois du bois, un reboisement intensif ou une exploitation rationnelle des forêts laissées jusqu'à pré-

sent à l'état vierge par suite de l'impossibilité d'accès : (Sibérie — Territoires tropicaux).

C'est la théorie que soutint avec beaucoup de vigueur M. Mélard qui conclut en affirmant que nous nous acheminons vers la disette et la hausse des prix qui surexciterait encore l'exploitation abusive. Il conseilla d'organiser le reboisement des millions d'hectares de terres incultes et d'encourager les propriétaires à conserver leurs bois par des dégrèvements d'impôts. Le Congrès de 1913 vint confirmer par la suite l'existence et le danger des coupes abusives et réclama le vote rapide de la loi, qui fut d'ailleurs promulguée le 16 août 1913, modifiant celle du 4 avril 1882 sur la restauration et la conservation des terrains en montagne.

Nous signalerons sur le même sujet l'intervention de M. Cotta, Inspecteur supérieur des Forêts d'Italie (1924), et les vœux émis par les Congrès de Grenoble (1925) et de Rome (1926).

Ne méconnaissons donc pas les efforts des reboiseurs et rappelons une nouvelle fois les beaux résultats qu'ils ont obtenus sur le Plateau de Millevaches. Mais il n'est besoin que de parcourir une géographie élémentaire pour relever les espaces énormes qui restent encore en friches.

La Puissance publique aménage correctement les forêts dont elle a la surveillance et reboise dans la limite des crédits qui lui sont ouverts ; en France son action ne s'étend que sur le tiers de la surface boisée.

Malheureusement, il demeure évident que le particulier ne reboise que s'il y a intérêt et coupe lorsque ses bois lui sont payés un bon prix : l'esthétique,

l'utilité des forêts, la défense nationale sont des points de vue secondaires pour lui. Il entre donc dans la mission de l'Etat de canaliser et d'encourager les initiatives privées par des conseils et surtout par des avantages matériels : le moment actuel ne semble guère indiqué pour lui demander de la munificence et les vœux des Congrès resteront encore longtemps bien platoniques sur ce point.

### **Grands Travaux**

La question des grands travaux forestiers est intimement liée à celle du reboisement. Qu'il s'agisse de correction de torrents, de régularisation de cours d'eau, de lutte contre les inondations ou de mise en valeur d'étendues incultes, l'accroissement de la surface boisée est toujours la solution du problème. L'aménagement des prairies, l'importance respective des terrains plantés d'arbres et des pâturages sont aussi d'un intérêt pratique primordial.

Le Congrès de 1900 émit un vœu concernant la restauration des montagnes et la correction des torrents, celui de 1913 consacra toute sa quatrième section aux grands travaux forestiers, celui de 1925 sa sixième section aux torrents, glaciers, avalanches, pâturages en montagne et dunes et celui de 1926 entendit également des rapports documentés sur ces questions.

Les résultats pratiques sont très modestes. Le législateur, guidé d'ailleurs par ses tendances politiques plus ou moins interventionnistes, s'est évidemment dans nombre d'Etats, ému du rôle important joué par les forêts de protection et a imposé à leurs

propriétaires des obligations spéciales concernant les coupes, mais c'est encore l'Administration des Forêts qui, dans la modeste limite de ses crédits, met le plus volontiers à profit les exposés théoriques, souvent faits par ses membres d'ailleurs, et lus au cours des Congrès.

### Bois tropicaux

L'importance prise par les bois tropicaux est considérable et tient à plusieurs causes, les principales étant naturellement l'active mise en valeur des colonies depuis la guerre et la présence de massifs forestiers très denses dans certaines d'entre elles. D'ailleurs, sans méthode le plus souvent, on a coupé les arbres les plus précieux à tel point que les marchés européens se trouvent actuellement encombrés de stocks et que l'okoumé par exemple a subi une baisse de prix si considérable qu'il ne trouve preneur qu'à des taux insuffisants pour rémunérer l'exploitant.

D'autres raisons peuvent encore être présentées pour expliquer le développement du marché colonial, certaines plus spéciales à la France toutefois : nécessité de ménager les réserves métropolitaines, désir de commercer plutôt avec les colonies qu'avec l'étranger, développement de la fabrication du meuble en série, extension prise par l'emploi du contreplaqué.

En 1900, la question restait encore dans l'enfance, les bois précieux étaient seuls importés et leur chiffre d'affaires demeurait modeste. En 1913, les techniciens, alertés par l'abus des coupes et la diminution des réserves forestières, commençaient à chercher des

solutions. La troisième section du Congrès émit le vœu :

« Que l'importation des bois à œuvrer qui nous font défaut ou dont la rareté nous entraîne à des coupes prématurées, soit dans une certaine mesure facilitée notamment en taxant les transports des bois exotiques communs de nos colonies, non comme bois précieux comme cela à lieu actuellement, mais au même prix que les bois français de même valeur et de même emploi.

« Que la connaissance de toutes les essences utilisables de nos immenses réserves coloniales soit vulgarisée par tous les moyens, tant pour la mise en valeur de ces réserves que pour conjurer l'appauvrissement des forêts de France. »

L'étude des bois coloniaux et de leurs possibilités d'utilisation fut poussée assez loin pendant la guerre, mais malheureusement abandonnée après la cessation des hostilités. Toutefois, dès 1920 et 1921, la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois d'industrie organisa deux conférences de propagande à leur sujet, qui suscitèrent quelques controverses. Elle continua et intensifia son action au Congrès de Lyon à l'occasion du rapport Bailly, puis à Grenoble en 1925, ouvrant ainsi la voie aux efforts de la « Section Bois » de la Fondation « Colonies-Sciences » et du Comité national des Bois coloniaux qui sont actuellement à la tête du mouvement.

M. Bailly, délégué de la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois d'industrie présenta à Lyon une remarquable étude sur la vente des bois coloniaux en France.

Dans une première partie de son exposé, il envisagea la production déficitaire française et ses conséquences — les besoins des consommateurs français

et étrangers — la richesse des colonies françaises — l'exploitation actuelle des forêts coloniales — son manque d'organisation.

Dans une deuxième partie, il parla de l'introduction en France et de l'emploi des bois coloniaux en remplacement des bois d'importation et dénonça les mauvaises méthodes d'exploitation de la forêt coloniale.

Une troisième partie comprenait l'organisation industrielle des exportations forestières coloniales pour répondre aux besoins de la consommation — la constitution de stocks de sciages aux dimensions standardisées pour assurer les besoins des consommateurs — la participation de l'Etat dans l'organisation des exploitations forestières coloniales par l'exécution de travaux publics : ports, chemins de fer, routes et aménagements de voies fluviales.

Une quatrième partie : l'organisation commerciale de la vente des bois coloniaux — l'intervention des Chambres de Commerce et des Chambres syndicales professionnelles — les frets, transits, tarifs réduits de chemin de fer en France, les douanes — la publicité à faire par le service de construction de l'Etat pour vulgariser l'emploi des bois coloniaux en remplacement des bois d'importation étrangère.

Enfin, dans une cinquième partie servant de prémisses à sa conclusion, M. Bailly examina l'influence du commerce des bois coloniaux sur le marché général des bois et proposa au Congrès une série de vœux qui furent adoptés, concernant la création d'un Office des bois coloniaux (existant à l'heure actuelle), l'emploi de ceux-ci par l'Etat et les Administrations publiques et la tarification réduite de leur transport par les Compagnies de chemin de fer.

Le Congrès de Grenoble consacra toute sa 7<sup>e</sup> Section aux bois coloniaux, et là encore M. Bailly reprit sa croisade ; enfin les vœux émis par la 4<sup>e</sup> Section B du Congrès de Rome, qui avait à son ordre du jour :

Les ressources forestières des pays tropicaux,

Les questions techniques inhérentes aux forêts tropicales.

attiraient spécialement l'attention des Administrations coloniales sur la nécessité de réglementer très sévèrement la mise en valeur et l'exploitation de leurs forêts sous peine de les voir disparaître par des destructions inconsidérées, et être remplacées par le désert.

En résumé, la place occupée par les bois coloniaux s'affirme davantage à chaque Congrès : les rapporteurs les plus qualifiés examinent avec soin et conscience des problèmes devenus urgents et la documentation fournie, sollicitée d'ailleurs avec insistance par de nombreux usagers serait précieuse à ceux-ci si elle était plus largement diffusée.

### **Douanes, transports, crédits et changes**

Ces questions ne semblent pas avoir sollicité l'attention des premiers Congrès. Tout au plus relevons-nous en 1900 un rapport sur le sujet très spécial de l'amélioration des transports en forêt ; en 1913 deux autres sur les droits de douane et le transport des bois. Il faut arriver à l'après-guerre pour constater l'intérêt que prend à ces problèmes la réunion de Bratislava. Les Etats de l'Europe Centrale étaient à cette époque en pleine période de croissance ; ils tâtonnaient, cherchaient à exporter pour vivre et naturellement dési-

raient des tarifs de douanes et de transports internationaux très réduits, des facilités de crédits à l'exportation, une protection contre les fluctuations désordonnées des changes. Ce sont les idées qu'exprimèrent les rapporteurs de la Commission C.

A Lyon, M. Videau, Vice-président du Syndicat des Importateurs de bois coloniaux traita longuement et en homme averti de la question des transports par mer tandis que M. Peltier, Vice-président de la Fédération des Syndicats du Commerce des bois de France présentait une documentation abondante sur les transports par voie ferrée.

En 1925 à Grenoble, le rapport de M. Rosenmarck sur le régime douanier, très fourni et minutieusement ordonné, fit une très forte impression ; M. Videau reprit la question des transports maritimes et fluviaux.

Ces problèmes disparurent ensuite des programmes. Evidemment, l'abaissement des prix de transport est une de ces réclamations de style présentées à toutes les réunions de producteurs, mais elle semble particulièrement fondée en ce qui concerne le bois, marchandise lourde, encombrante, et de relativement peu de valeur, qui ne peut impunément surtout pour les essences communes supporter des coûts de transport élevés. Néanmoins, qui croit sérieusement à l'heure actuelle à une baisse des prix de transport ?

Les questions de change ont maintenant perdu la plus grande partie de leur intérêt.

Quant à celles des droits de douane, elles suffisent toujours à mettre le feu aux poudres dans les réunions d'industriels et de commerçants, et pas seulement, bien entendu, dans la corporation du bois.

Protectionnistes ou libre-échangistes : tous les arguments d'école ou de manuels vous vous les jetez à la face sans vous convaincre, vous réclamez l'élévation des droits de douane ou l'institution de contingents à moins que ce ne soit leur suppression et vous avez chacun des raisons si excellentes qu'après vous avoir écouté on est encore plus irrésolu qu'auparavant.

Nous nous efforcerons plus loin de développer ces points d'une façon plus complète.

### **Unification des usages, des classements et des mesures**

En 1790, un décret de l'Assemblée Constituante chargea l'Académie des Sciences d'organiser un système pratique de mesure. C'est ainsi que naquit le Système métrique, qui devint légal en France par le décret du 2 novembre 1801 et qui fut définitivement rendu obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1840. Or actuellement encore nos paysans et même les citadins utilisent toujours les unités les plus diverses et les plus compliquées ; les dimensions type ne sont pas toujours les mêmes et les usages commerciaux varient d'une région à l'autre.

Tous les pays étrangers souffrent, et souvent à un degré beaucoup plus fort de la même complexité, que l'esprit de routine, un chauvinisme étroit, contribuent à entretenir. Enfin beaucoup conservent jalousement pour l'ensemble de leur territoire des unités légales peu pratiques. Il paraît évident que la division décimale est la plus logique et la plus simple, qu'une entente sur les dimensions et les usages

des places favoriserait extraordinairement les relations internationales, que les classements de qualité, moins arbitraires et moins nombreux empêcheraient la fraude ; cependant le public se refuse à voir et à réfléchir même un court instant à ces avantages : cela ne l'intéresse pas. L'enquête internationale sur la standardisation de la mesure du bois menée en 1930 par l'Institut International d'Agriculture fut, il faut bien le dire, un échec par suite de l'abstention des intéressés.

Voyons succinctement la position prise par les Congrès sur cette question. Nous trouvons en 1900 un rapport sur l'unification internationale des mesures de cubage pour les bois d'œuvre, mais il faut attendre 1923 pour rencontrer un travail d'une certaine importance : la Commission B du Congrès de Bratislava consacra ses efforts à l'unification des usages et l'un des rapporteurs, M. J. F. Hoeckstra d'Amsterdam, nous semble avoir exprimé l'opinion courante lorsqu'il montra son scepticisme à l'égard d'une unification complète : il assura que le fournisseur doit se plier aux exigences de son client et gagner sa confiance, mais que c'est viser trop haut que de vouloir tout réglementer uniformément.

Reconnaissons la part de bien-fondé de ces paroles. Il est bien exact que tous les entrepreneurs et charpentiers français, par exemple, qui ont l'habitude d'utiliser les bois du Nord seraient un peu désorientés s'il leur fallait ne plus compter par pieds et par pouces ; mais en attendant mieux, pourquoi ne pas fixer d'une manière uniforme la valeur du pied et du pouce au lieu de voir attribuer à ces unités des longueurs qui ne sont jamais les mêmes !

Ce sens de l'opportunisme caractérisa également le rapport que présenta l'Inspecteur général Fédéral Suisse au Congrès de Lyon. Il demanda l'unification des dimensions et des classements, en divisant l'Europe en deux zones : les pays du Nord qui ont l'habitude des mesures anglaises et russes, les pays occidentaux et méditerranéens qui utilisent le système métrique.

Trois rapports d'allure plus technique furent présentés à Grenoble : celui de M. Brugneaux sur les différents modes de cubage et de mesure, celui de M. Randon sur les mesures en usage pour les bois en grume et débités, celui de M. Arnould sur l'unification de la nomenclature des produits.

Rome, examinant la question d'un point de vue général, demanda qu'une convention internationale réalise définitivement la standardisation des mesures.

Les Congressistes de Bratislava reconnurent enfin que des obstacles insurmontables s'opposent toujours à l'unification mondiale et qu'il fallait procéder par étapes en groupant en premier lieu les régions ayant des intérêts communs, et toujours en tenant compte des desiderata des principaux clients importateurs.

En résumé, la question n'est pas au point : on désire ménager, nous ne dirons pas tous les intérêts, mais seulement tous les goûts. Dans toutes les branches de l'activité, on veut simplifier, standardiser, unifier, mais pratiquement on n'avance pas. A la longue, si les gouvernants s'y prêtent, on arrivera peut-être à grouper les solutions fragmentaires pour en faire un édifice plus solide, mais l'aurore de ce jour n'est pas encore levée.

## Du rôle des intermédiaires dans les transactions

Ce petit à côté des grands problèmes est fort intéressant. Sans vouloir nous arrêter aux déclarations enfantines et démagogiques de ceux qui veulent supprimer « l'intermédiaire », sans songer que, dans notre organisation économique actuelle nous constituons chacun un maillon d'une longue chaîne et que par conséquent nous sommes tous un intermédiaire entre nos deux voisins, nous demeurons persuadé que l'agent de liaison entre le producteur et le consommateur est un rouage indispensable, et que, comme en toutes choses, seul l'abus est pernicieux.

Le Congrès de Bratislava 1929 qui réunissait, rappelons-le, des commerçants et industriels, se devait d'étudier la courtage au point de vue international, les droits et les devoirs du courtier, ses rapports avec les parties contractantes, le taux de sa commission. Tour à tour M. Friedmann, avocat, M. Van Leer, négociant et M. Wolff, courtier, exposèrent leurs thèses, assez souvent contradictoires, puis les assistants décidèrent de mettre à l'étude l'établissement d'un règlement international qui n'est pas encore paru.

## Litiges et arbitrages

Le commerce international est littéralement empoisonné, surtout depuis la guerre, par la fréquence des litiges, la longueur de la procédure et les frais énormes que celle-ci occasionne. Lorsqu'un différend met aux prises par exemple l'expéditeur autrichien d'un wagon de bois et son client parisien, si les deux parties n'ont pas la sagesse de s'entendre rapidement, les frais

exposés dépassent bientôt la valeur de la marchandise. En outre, l'exequatur, lorsqu'il y a jugement, n'est pas toujours accordé dans le pays étranger; ainsi l'exécution de la sentence devient pratiquement impossible. C'est pourquoi les parties s'en remettent souvent à l'heure actuelle à l'arbitrage privé. Mais si ensuite l'une d'elles refuse de se soumettre, il est bien difficile de l'y obliger. Comment sortir de ce dilemme ?

Dès 1923, à Bratislava, une résolution fut prise demandant l'établissement de conventions internationales garantissant aux commerçants le respect des engagements pris dans le commerce d'importation et d'exportation, et l'exécution des sentences judiciaires dans les litiges internationaux.

Les études de la réunion de 1929 furent beaucoup plus poussées : elles comportaient l'examen de l'arbitrage dans les contestations internationales avec projet de réglementation de la procédure et moyens d'assurer l'exécution de la sentence, puis la création de tribunaux d'arbitrage.

Rappelant l'existence de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale, des recommandations furent adoptées pour :

- 1<sup>o</sup> Eviter les contestations par l'établissement de conditions de vente précises.
- 2<sup>o</sup> Instituer des tribunaux d'arbitrage permanents.
- 3<sup>o</sup> Régler arbitralement les différends relatifs aux mesures, à la qualité, etc.
- 4<sup>o</sup> Intervenir auprès des Gouvernements pour hâter la ratification des deux protocoles de Genève de 1923 et 1927.

Actuellement, si les Chambres syndicales et autres organisations sont toujours fréquemment sollicitées pour mettre d'accord entre eux leurs nationaux, le litige international est encore victime des mêmes errements et son arbitrage bien aléatoire.

### **Création d'un Office forestier international**

Le commerce du bois qui, depuis des siècles est international, a évidemment besoin d'un organisme de liaison entre acheteurs et vendeurs étrangers et les nombreuses tentatives de rapprochement qui ont été faites dans diverses corporations ne pouvaient manquer d'attirer son attention. Simple en apparence, le problème est malheureusement au fond extraordinairement compliqué et nous n'en voulons dès l'abord pour preuve que le fait qu'il n'a pas encore été résolu.

Qu'il nous soit permis de signaler qu'une des principales difficultés à résoudre sera la désignation du pays abritant l'Office, car dans une corporation comme celle du bois, groupant un chiffre énorme de producteurs, d'intermédiaires et de consommateurs, il est extrêmement difficile, même pour un esprit qui veut être impartial, de discerner où se trouve l'intérêt général et de se dépouiller d'un chauvinisme inconscient. Il s'ensuit que chacun voudrait voir sa nation désignée comme siège de l'Office et préférerait souvent au fond de lui-même un échec à l'éventualité de laisser confier celui-ci à des mains étrangères.

Dès 1913, au Congrès de Paris, M. Anton Kolub, Président de l'Union forestière tchèque de Prague, avait présenté le vœu suivant :

« Que le Congrès décide la constitution d'un Office forestier international représenté par une commission permanente siégeant à Paris, dans laquelle les diverses sociétés forestières étrangères seraient représentées par des délégués. Cet office international, qui pourrait s'appeler « Ligue forestière » aurait pour mission d'organiser des Congrès dans les divers pays et de traiter toutes les questions forestières ou s'en rapprochant au point de vue forestier proprement dit, comme au point de vue social. »

En en prenant acte, M. Defert, au nom du Comité exécutif du Congrès, avait déclaré :

« A la différence des commissions analogues, instituées dans d'autres Congrès, comme le Congrès de la Route, le Congrès de la Chasse, cette commission permanente ne demanderait à ses membres aucune cotisation. Le Touring-Club de France lui offre l'hospitalité de son hôtel de l'avenue de la Grande-Armée.

« Il se chargera des dépenses, des convocations, de la correspondance, etc.

« La commission permanente internationale aurait pour mission de suivre la réalisation des vœux du Congrès forestier international tenu à Paris en juin 1913, et de provoquer au besoin l'organisation de Congrès forestiers internationaux, lorsque des questions nouvelles, intéressant la forêt, lui en feront apparaître l'opportunité. »

D'autre part, M. de Nicolay avait lu un rapport sur l'utilité, pour les syndicats de propriétaires, de créer un Office forestier international et fait adopter le vœu suivant :

« Que le Gouvernement de la République française prenne l'initiative de la création à Paris d'un Office forestier international autonome, dont l'emplacement serait fourni par la France, et dont le budget serait alimenté par les contributions de tous les Etats intéressés. »

Malheureusement, à cette époque, et en raison

particulièrement des événements de 1914, rien ne put aller au delà de ces mots platoniques.

La question n'était qu'en sommeil, et les discussions se réveillèrent dès 1923 au Congrès de Bratislava. Mais, comme il fallait s'y attendre, les organisateurs réclamèrent pour leur ville l'honneur d'abriter la nouvelle institution. Déjà envisagée quelque temps auparavant à Breslau lors d'une réunion plus modeste, celle-ci semblait indispensable en raison des difficultés énormes qui entravaient alors le développement du commerce international et il fut décidé qu'une commission limitée composée de producteurs de l'Europe centrale allait se réunir dans ce but à Bratislava, et qu'elle entrerait ultérieurement en contact avec d'autres groupements de producteurs et de consommateurs.

L'année suivante, à Lyon, M. Arato, directeur du journal « Carpathia », rappelant les discussions précédentes qui, sans fixer de principes déterminés ni même sans prévoir les moyens financiers nécessaires pour mettre sur pied une telle organisation, avaient simplement fait admettre que le but de l'Union serait de faciliter et de simplifier le commerce du bois, de veiller à la stricte exécution des engagements et au Règlement rapide des litiges, assura le Congrès que la Tchécoslovaquie accueillerait avec sympathie cette institution à Bratislava.

Des précisions furent apportées à Grenoble en 1925. Tout d'abord, M. Ch. Kaan (Hongrie) présenta un rapport sur « La réglementation internationale de l'utilisation des forêts, au service de la prospérité générale et du régime des eaux », qui fut le point de départ du vœu suivant :

« Qu'un Office forestier international d'informations soit, sur l'initiative de la France, créé dans le plus bref délai possible en vue de renseigner les pays intéressés sur toutes les données dont la connaissance peut être utile à la conservation, à la bonne exploitation et au développement des forêts. »

Mais surtout, le rapport de M. René Barbier (France) : « Nécessité d'une entente entre les divers organismes internationaux et utilité de la création d'un organisme international », présenté à la 2<sup>e</sup> section, a fait date dans l'histoire des tentatives de création d'un accord international, et est à juste titre considéré comme remarquable : il énonce des possibilités sans dissimuler aux auditeurs les obstacles que rencontreront les réalisateurs. M. R. Barbier, rappelant le bouleversement économique né de la guerre, signale de suite que les commerçants et industriels, ceux du bois en particulier, doivent lutter contre l'étatisme et la désagrégation de l'armature sociale en profitant de l'exemple des liaisons morales et matérielles donné par les Alliés pendant la guerre. Ils ont d'ailleurs déjà concrétisé ces aspirations dans des réunions antérieures, où ils ont échangé leurs idées sur les questions de leur métier. Mais il ne faut pas se leurrer : à ses débuts un organisme international ne sera pas parfait ; le bois sera sacrifié à des professions mieux groupées et d'un intérêt plus évidemment vital ; il aura à lutter contre la routine de certains concernant les mesures et le classement ; nous assisterons encore, ici à des coupes inconsidérées, là à l'inexploitation de forêts surabondantes et nous ne verrons pas unifier internationalement certaines lois sociales que des pays ont adop-

tées à la légère sans que leurs voisins les imitent.

Cependant, ce n'est pas une raison pour abandonner la lutte. Tout d'abord un premier stade consistera à grouper, à l'exemple de ce qui se passe en France, les syndicats divers en une Fédération. Il ne s'agit pas là d'un cartel de producteurs ou d'importateurs, de négociants n'envisageant que la recherche de débouchés sans tenir compte de la production, ou, à l'inverse, de propriétaires à l'esprit trop particulariste. Il faut que chaque catégorie, ne visant que son intérêt vital, abandonne les points secondaires pour faire bloc contre tout ennemi de l'ordre économique et social. La besogne est donc de longue haleine : « Nous savons ce que nous voulons, mais nous ne pouvons pas encore dire comment. » Cependant à première vue semble s'imposer la création d'un Bureau central international de renseignements et de coordination, chargé aussi de la préparation des Congrès.

Ce rapport fut sanctionné par le vœu suivant :

« Considérant qu'une entente entre les divers organismes nationaux est nécessaire ; qu'un organisme national existe déjà en France, à la Confédération nationale de la Production française, 6, rue de Messine à Paris.

« Considérant que la création d'un Organisme international est reconnu utile ;

« Emet le vœu :

« 1<sup>o</sup> Que les honorables membres étrangers du Congrès et des pays non participants soient invités à faire connaître dès maintenant au Groupe XXVI de la Confédération générale de la Production française s'il existe dans leurs pays respectifs un organisme national dûment qualifié pour représenter ces pays au sein d'un Organisme international et, dans la négative, qu'ils soient invités à porter leurs efforts à la création de ce groupement ;

« 2<sup>o</sup> Qu'une commission composée de deux délégués par pays soit chargée, dans un délai aussi bref que possible, sur l'initiative du Président du Groupe XXVI de la Confédération générale de la Production française, de se réunir et d'établir les statuts d'un Organisme international groupant les commerçants et industriels en bois des pays intéressés. »

Les tribulations de l'Office, malgré cette mise au point, étaient pourtant loin d'être terminées et la contemplation de la lutte pour la désignation de son siège pourrait être de quelque intérêt pour un psychologue.

Le Congrès de Rome, nous le disons sans aucune intention politique, était pour une bonne part une manifestation de propagande en faveur du régime faciste et de l'Institut international d'Agriculture. Certes, cet Organisme avait pour lui un gros argument : son existence, mais pas plus que dans aucune création humaine, l'universalité n'était son fait. Créé pour la défense de l'Agriculture, il avait décidé que la Sylviculture était aussi de son ressort. Soit. Mais la Sylviculture, science complexe, comporte tout un côté industriel et commercial qui ne peut être confié qu'à des gens de métier et non à des théoriciens ou à des fonctionnaires. L'expérience l'a bien prouvé, et l'Institut de Rome a eu la sagesse, tout au moins superficielle, de ne pas insister ; il collaborerait volontiers maintenant, dit-il, et sans arrière-pensée, avec son confrère éventuel.

La relation des discussions de Bratislava 1929 nous exposerait nécessairement à des redites. La conception logique préconisée à Grenoble fut à nouveau recommandée : il faut commencer par constituer des groupements nationaux, à condition bien

entendu que tous les intéressés se consentent des concessions mutuelles. Entre temps, un comité préparatoire devait élaborer un projet de statuts d'Union internationale. La bourse de Bratislava se chargea de diriger la mise à exécution de cette dernière résolution.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de cette abondante énumération ? D'abord, que nous avons bien du mal à sortir du chaos et que le particularisme ne s'incline pas facilement devant l'intérêt général. C'est l'aspect négatif de la question.

Pratiquement, la tendance qui se dégage semble, à l'époque où nous sommes parvenus, la suivante : il faut organiser dans chaque Etat le marché du bois en fédérant les syndicats de producteurs, de commerçants et de transformateurs. Il faut ensuite procéder par agrégations successives, se grouper par zones : Pays du Nord, Europe Centrale, Régions équatoriales pour les producteurs, pays de l'Ouest de l'Europe, Pays méditerranéens pour les consommateurs. Il faut enfin tendre vers l'entente générale, en liaison avec l'Institut de Rome.

Malgré des affirmations répétées, aucune mentalité collective ne se dégage encore, seules quelques solutions fragmentaires apparaissent, notoirement insuffisantes pour laisser espérer un aboutissement à brève échéance.

\* \* \*

Nous avons ainsi passé une ultime revue des travaux entrepris par les Congrès les plus importants qui ont précédé celui de Paris 1931.

Au fur et à mesure que nous avançons dans cette étude, nous avons pu remarquer que les problèmes à étudier devenaient de plus en plus nombreux et complexes, en raison, soit de besoins nouveaux qui se révélaient, soit du développement scientifique ou de l'évolution économique.

Nous devons relever les résultats pratiques qui auraient dû être la conséquence de ces réunions ; malheureusement, il saute aux yeux que les mêmes formules, les mêmes programmes fondamentaux proposés à l'attention des congressistes se retrouvent à chaque Conférence, aucune des résolutions prises, sauf peut-être à propos des renseignements statistiques, ne semble avoir été suivie d'effet : on ajoute quelque nouvelle question, on n'en retranche aucune parce qu'elle a été résolue.

Constatation grave et un peu décevante : tant de bonne volonté, de savoir, aboutirait donc à zéro ? Certes il est de bon ton de ridiculiser les Congrès et, sans y mettre de malice, l'on a pu dire que, pour beaucoup d'assistants, ils se résument en un acte de présence agrémenté de banquets, ou encore qu'ils ne servent qu'à préparer le Congrès suivant. Mais on n'y trouve pas que cela : une foule de renseignements y sont donnés, des procédés nouveaux de reboisement, de lutte contre les ennemis du bois y sont présentés, les problèmes économiques eux-mêmes ne sont pas laissés à l'écart. Enfin et surtout, l'idée d'une collaboration entre tous ceux dont les intérêts, la vie même se rattache au bois naît et se développe dans ces discussions périodiques ; les Congrès ont été, selon une formule expressive « une thérapeutique nécessaire, une psychoanalyse » de-

vant déceler les maux dont souffre la corporation.

Cependant, une fois le discours de clôture prononcé, le livre est fermé, trop de choses sont oubliées et, pour retrouver trace des rapports et des comptes rendus, il faut beaucoup de patience et de bonne volonté. C'est dire que pratiquement les intéressés : forestiers, scieurs, importateurs, négociants, intermédiaires, profitent très peu de l'énorme somme de travail qui leur a été consacrée ; quelques extraits paraissent dans les revues techniques et professionnelles, et la Bibliothèque Nationale devient finalement le caveau où se momifie dans l'oubli le rapport général de chaque réunion.

Observons d'autre part que les Congrès ne sont le plus souvent qu'une résultante, un moyen d'expression de la mentalité collective d'une classe sociale ou d'une profession : ce n'est que tout à fait exceptionnellement qu'ils ont ouvert la voie et créé des mouvements d'opinion. Et cette remarque va nous faire comprendre pourquoi un intérêt tout particulier s'attache au Congrès international qui se tint en 1931 à Paris à l'occasion de l'Exposition coloniale.

Les professionnels avaient bien le sentiment que les précédentes conférences étaient, pour une trop grande part de vaines parlotes et ils sentaient surtout la menace d'une crise économique sans précédent les étreindre de jour en jour plus intensément, l'afflux des bois soviétiques les submerger et les menacer de mort. Diverses matières premières avaient ou allaient faire l'objet d'ententes internationales. 1931 voulait être la plus importante étape vers la réalisation pratique de l'Union internationale du Bois. Les organisateurs du Congrès étaient décidés

à adresser un appel pressant d'abord aux pays producteurs : Europe Septentrionale, Europe Centrale, Etats-Unis, Canada. Certains pays du Nord paraissaient satisfaits de leur organisation, et il est juste de reconnaître que la Finlande, par exemple, avait poussé à un haut degré de perfection la science de l'exploitation forestière. Mais précisément, en les conviant à Paris il leur serait donné de se tailler une magnifique publicité, de faire profiter, dans un esprit de solidarité, d'autres nations de leur savoir et peut-être aussi d'apprendre encore un peu eux-mêmes.

Les organisateurs avaient également en vue un contact plus intime entre pays consommateurs, intéressés à faire connaître leurs besoins exacts et les qualités les plus demandées.

A tous, ils voulaient suggérer de s'organiser, d'abord nationalement, pour s'intégrer, ensuite plus aisément dans une armature internationale. Ce n'était plus une question de mode ou de snobisme : il fallait aboutir en confrontant les thèses et en s'entendant, sous peine de désastre, voire de disparition.

La situation en effet s'avérait partout lamentable : les stocks grossissaient sur tous les chantiers, les cours s'effondraient, les scieries fermaient les unes après les autres, des troubles sociaux étaient à l'horizon. Les Administrations d'Etat elles-mêmes tremblaient, car dans tous les pays les forêts domaniales apportent un appoint important aux budgets et la mévente des coupes privait le Trésor de rentrées importantes.

Jamais la dépression économique ne s'était révélée aussi générale : le monde entier devenait une unité par suite de la facilité des communications et de

l'interdépendance de plus en plus grande des peuples, mais par contre des barrières politiques et économiques sans cesse plus hautes se dressaient. Des oppositions inouïes se révélaient : surproduction et sous-consommation voisinaient ; en particulier la production agricole doublait en peu d'années, mais par suite de la mévente, la puissance d'achat des agriculteurs diminuait et comme conséquence un coup fatal était porté à l'écoulement de la production industrielle ; la disparition d'anciens débouchés, en Extrême-Orient et en Russie par exemple coïncidait avec le dumping soviétique et, dans ce même Extrême-Orient, avec une production accrue cherchant à s'écouler par l'exportation.

Plus que jamais c'était le chaos et l'anarchie et c'était aussi la nécessité, pour tous les usagers du bois, de ne pas se laisser aller au désespoir, mais au contraire de s'organiser et de penser internationalement en s'inspirant de cette « mentalité collective » dégagée par les précédentes conférences.

C'est bien cette atmosphère que respiraient les congressistes qui s'assemblèrent le 1<sup>er</sup> juillet 1931 à l'Exposition Coloniale de Paris.

---

**Le Congrès international du Bois  
et de la Sylviculture.  
Paris, 1<sup>er</sup>-5 juillet 1931**

---

A l'occasion de l'Exposition Coloniale de 1931, le Touring-Club de France, avec le concours de la Direction générale des Eaux et Forêts, de la Direction générale de l'Enseignement technique, de l'Institut de Recherches agronomiques, du Comité national des Bois coloniaux, du Groupe du Bois de la Confédération générale de la Production française (XXVI<sup>e</sup> Groupe), décida la réunion à Paris d'un Congrès international du Bois.

M. Queuille, ancien Ministre de l'Agriculture, accepta la présidence du Comité d'organisation et M. Chaplain, Inspecteur général des Eaux et Forêts, celle du Comité exécutif avec la direction du Secrétariat général.

Le Touring-Club, en organisant cette réunion, se proposait :

De réunir tous ceux qu'intéressent la protection de la forêt ainsi que la production et la consommation du bois dans le monde.

D'étudier les questions économiques, techniques, industrielles et commerciales qui s'y rattachent, notamment les conventions internationales et la standardisation, et celles que soulève le tourisme, étroite-

ment lié à la richesse forestière sous toutes les latitudes.

D'étudier les réformes législatives ou administratives de nature à assurer la conservation, l'amélioration et la reconstitution des forêts, la restauration des montagnes dégradées et la mise en valeur des terres incultes.

De rechercher les améliorations à apporter par les particuliers dans la gestion de leurs bois et dans l'utilisation des produits des forêts.

Et enfin de procéder, entre usagers et amis des forêts, à l'occasion de l'Exposition Coloniale, à un large échange de vues sur toutes les questions intéressant les bois, leur production et leur commerce.

Si nous comparons ce programme à celui des réunions antérieures, nous devons remarquer qu'à côté de vieilles formules qui, nous avons déjà eu l'occasion de le constater, reviennent inévitablement, deux préoccupations plus neuves prenaient une place importante : l'étude des conventions internationales et de la standardisation. C'est là un fait bien caractéristique de l'évolution des idées et des besoins, car en matière de production ligneuse comme dans la plupart des autres branches, il n'est plus possible aujourd'hui d'envisager la situation sous le seul angle national. Aussi les représentants de tous les pays producteurs et consommateurs furent-ils, et c'était la sagesse même, appelés à participer aux travaux du Congrès.

La séance d'ouverture eut lieu le 1<sup>er</sup> juillet 1931 sous la présidence de M. Fould, Ministre de l'Agriculture.

Après que M. Chaix, Président du Touring-Club,

eut prononcé quelques paroles en faveur des bois coloniaux et que M. le Professeur Jiori Adriano, délégué italien, eut fait une démonstration éloquente de la solidarité économique des peuples, M. Fould esquissa en quelques phrases le plan de travail du Congrès.

La crise des bois en France, dit-il, provient d'un excès des importations : 2.900.000 tonnes en 1930 au lieu de la moyenne : 1.900.000 tonnes. La nécessité d'une entente internationale entre pays producteurs et consommateurs ne peut donc être discutée : une répartition rationnelle de la matière, abstraction faite des égoïsmes individuels, doit être décidée. Déjà Yougo-Slaves et Roumains ont créé un syndicat d'exportation des bois : l'Union-Bois, dont le siège est à Bâle, afin de stabiliser les prix ; les forestiers et négociants polonais ont institué un organisme de contrôle et de régularisation des exportations ; en Finlande, les syndicats de producteurs ont strictement limité les coupes. Voilà d'excellents exemples, et le Congrès de Paris s'en inspirera certainement pour aboutir à une solution générale du problème.

La partie économique du programme, bien qu'abondante, ne fera d'ailleurs pas oublier aux congressistes l'importance des questions soulevées par l'étude des bois coloniaux et du reboisement, ainsi que par l'organisation de l'enseignement technique.

Après cet exorde, les assistants se mirent effectivement au travail et se répartirent en quatre groupes (1).

1. 1<sup>er</sup> GROUPE : — Président : M. J. Delpech. — Bois tropicaux et subtropicaux ; transports ; emplois.

2<sup>e</sup> GROUPE. — Président : M. Guinier. — Sylviculture. Technique

Les rapports déposés furent extrêmement nombreux et abondants. Il n'est pas possible dans cet ouvrage d'en faire une analyse détaillée, nous en donnons simplement la liste en appendice. Relevons en passant la grande place laissée aux bois tropicaux, que M. Méniaud, dans son rapport général du premier groupe étudia d'une façon magistrale, et à l'enseignement technique : l'évolution est là manifeste ; et arrivons aux travaux de la 3<sup>e</sup> Section du Troisième Groupe : « Commerce, Relations internationales », qui seront particulièrement instructifs pour nous (1). Les participants semblent y avoir très sérieusement tenu

et pathologie forestière ; législation ; questions fiscales ; reboisements ; incendies.

3<sup>e</sup> GROUPE. — Président : M. H. Barbier. — Commerce et industrie du bois. Relations internationales. Transports ; utilisation du bois. Législation ouvrière.

4<sup>e</sup> GROUPE. — Président : M. Labbé. — Enseignement technique.

---

1. Le 3<sup>e</sup> groupe (Rapporteur général : M. Moeder), était divisé en six sections :

1<sup>re</sup> SECTION. — Président : M. Chemin. — *Exploitation*. — Fiscalité appropriée. Reboisement. Le bois comme combustible. Pâte à papier. Extraits tannants.

2<sup>e</sup> SECTION. — Président : M. Hirsch. — *Transports*. — Par fer, par mer, par fleuves et canaux, par route. Union fer et eau. Révision des tarifs. Aménagement des ports. Aménagement des gares. Wagons spéciaux, appareils de levage. Transit international, tarifs.

3<sup>e</sup> SECTION. — Président : M. Rosenmark. — *Relations internationales* (Voir étude détaillée).

4<sup>e</sup> SECTION. — Président : M. Piret. — *Utilisation*. — Emploi dans la construction. Carbonisation. Contreplaqué (Okoumé). Les essais des bois.

5<sup>e</sup> SECTION. — Président : M. Roche. — *Ameublement*. — Emploi des bois coloniaux.

6<sup>e</sup> SECTION. — Président : M. Cheylus. — *Législation ouvrière*. — Difficulté d'application de la Loi sur les Assurances sociales aux ouvriers forestiers. Rôle de la mutualité. Allocations familiales. Sécurité et prévention des accidents.

compte des circonstances économiques du moment pour préparer l'avenir et leurs efforts ont exercé une grosse influence sur les décisions qui furent prises depuis cette époque.

La 3<sup>e</sup> Section du 3<sup>e</sup> Groupe était placée sous la présidence de M. P. Rosenmark, Vice-Président de la Chambre syndicale des Bois à Œuvrer, des Bois de Sciage et d'Industrie assisté comme Vice-Présidents de MM. Bailly, Dewulf, Perdrizet et Vetter.

Le travail ne manquait pas : le monde, arrivé au stade de l'organisation et de la coordination, avait besoin d'harmoniser la production et la consommation. Mais, pour passer des décisions théoriques à la pratique, il était nécessaire de ne plus user ses forces en combattant en franc-tireur : il fallait au contraire pour obtenir la collaboration des intéressés de tous pays, faire naître un sentiment de discipline raisonnée. C'est à quoi tendit la 3<sup>e</sup> Section, dont le Comité directeur mit au point un programme de travaux remarquable et s'attacha des rapporteurs qui sûrent se rendre attrayants et instructifs sans sortir du cadre étroit où chacun se trouvait enfermé.

M. Bailly se chargea des souhaits de bienvenue aux assistants et, après un bref examen des Congrès antérieurs, il les convia à l'audition des rapports et à la discussion d'un programme questionnaire minutieusement ordonné. Les idées échangées furent nombreuses et diverses : la plupart, à notre sens, comportant une part de vérité, nous estimons bon de les résumer ci-dessous.

A. RÉSULTATS ACQUIS A LA SUITE DES CONGRÈS  
ANTÉRIEURS. EXAMEN DE LA SITUATION ACTUELLE.

La crise des bois est à la fois fonction de la crise mondiale et spéciale à la matière. Tributaire de la situation économique générale par suite de la rupture d'équilibre entre la production accrue et la consommation diminuée, de la mésentente politique, du protectionnisme, du désordre extrême-oriental, des troubles monétaires. Spéciale parce que le dumping soviétique s'est exercé d'une façon intense sur le bois dont la Russie possède d'immenses réserves ; parce que l'on a trop abandonné ces matériaux pour d'autres (ciment, métal) au moment même où la construction se ralentissait ; parce que l'Europe Centrale, à court d'argent, a déversé tous ses stocks en France, rare pays qui fasse encore honneur à sa signature ; parce que le nombre des scieries s'est accru exagérément et que les achats de coupes ont été faits à des prix ridiculement élevés ; parce que de trop nombreux conflits sont nés de la multiplicité des mesures et des usages de vente, conflits qui n'ont pas pu être arbitrés rapidement et à peu de frais.

B. ORGANISATION GÉNÉRALE DU COMMERCE  
ET DE L'INDUSTRIE DU BOIS.

Les statistiques de la production et de la consommation, les cours mondiaux sont jusqu'à présent méconnus ou même inconnus de beaucoup. Il est notoire par exemple que l'accroissement annuel des bois exploitables est de un milliard de mètres cubes tandis que la

consommation est de un milliard et demi : une harmonie doit donc s'établir entre les deux parties. Mais cet accord ne pourra venir que d'une discipline commune des producteurs et des consommateurs ; selon certains, grâce à un système coopératif, mais en tous cas par une organisation plus ou moins cartellisée qui tiendrait compte évidemment du caractère spécial de l'industrie du bois et qui serait capable de commander et de se faire obéir.

### C. ORGANISATION PARTICULIÈRE.

Sur ce point, les avis furent très partagés. Beaucoup de congressistes, tenant compte du fait que le dumping soviétique était pour une grande part responsable de la crise, s'opposaient à une reprise des relations avec les Russes. Une minorité demanda au contraire qu'on tint compte de l'importance de ce marché. Un assistant mit également en cause l'Europe Centrale, dont les envois massifs ont provoqué la mévente.

Plus variés encore furent les remèdes proposés : fédération internationale des exportateurs avec organisation propre dans chaque pays, discipline collective des adhérents avec sanctions effectives, garanties d'honorabilité des intermédiaires et lutte implacable contre les courtiers marrons sans surface, standardisation modérée des dimensions et des qualités et généralisation progressive du système métrique, régularisation des abatages et bénéfice raisonnable, mais non excessif, laissé à la propriété.

#### D. BUTS A POURSUIVRE.

D'abord, éviter les exploitations abusives et, par-tant, la surproduction. Dans ce but, contingerer à la fois la production et la vente dans tous les pays, par les divers moyens suivants : tenir compte des statistiques et les diffuser largement ; organiser dans chaque Etat des syndicats d'exportateurs en nombre limité et les fédérer ; favoriser la vente par coopératives ; créer une banque internationale pour régulariser les transactions financières afférentes au bois et faciliter son commerce international suivant les principes du Crédit agricole ; contrôler sévèrement la réalité de ce contingentement.

Néanmoins, éviter une hausse des prix dans la crainte de voir utiliser des matériaux de remplacement ; au contraire, les stabiliser pour ramener la confiance et chercher l'augmentation de la demande par la compression du prix de revient.

Reconstituer les domaines forestiers en réglant la consommation sur l'accroissement normal ; utiliser en même temps plus rationnellement la matière, en particulier par l'unification des mesures.

#### E. PERSPECTIVES D'AVENIR.

Très sombres si aucun remède n'est apporté aux pratiques actuelles. Les pertes seront alors fatales pour tous les producteurs, y compris les Etats qui sont de gros propriétaires. Ces derniers, grâce à leur puissance, doivent donc servir de modèle et de régulateur aux particuliers et faire appel à la sagesse des

acheteurs pour qu'ils n'importent les bois étrangers qu'en cas d'insuffisance de l'exploitation nationale.

#### F. AMÉLIORATIONS A ENVISAGER.

a) *Au point de vue technique.* — L'effort, comme il a été dit depuis longtemps déjà, doit porter sur les transports, l'unification des usages, des dimensions et des classements, l'élaboration de contrats-types « vente-achat » prévoyant les conditions de paiement et comportant une clause compromissoire.

Facile à réaliser quant aux usages commerciaux, l'entente sera délicate en ce qui concerne les dimensions et les classements. Dans un but à la fois de moralité et de conciliation, il serait bon toutefois d'aboutir en adoptant une unification internationale seulement à propos des conditions générales de vente et en ne constituant que des ententes nationales ou même régionales pour les usages techniques.

D'autre part, la crise économique est aggravée par une crise de confiance et une diminution de la moralité. Il en résulte de nombreux différends, mais la lenteur de la justice tourne les parties vers l'arbitrage privé, qui n'est pas lui-même sans inconvénients : absence de règles uniformes, fréquentes contestations à propos de la compétence des arbitres, parfois défaut d'impartialité et surtout difficulté d'exécution des sentences. Il serait donc souhaitable de voir unifier la procédure, de définir une règle d'exécution, de réduire les frais et de dresser des listes internationales d'experts, en s'inspirant par exemple du projet établi par la Chambre syndicale française des Bois à œuvrer.

b) *Au point de vue général.* — Il est urgent de créer dans chaque pays un centre d'informations et, après avoir groupé d'une part les pays producteurs et de l'autre les pays consommateurs, de constituer un organisme international de coordination pour discipliner le marché.

La discussion fut particulièrement intéressante sur ce dernier point et un observateur impartial aurait pu tirer grand profit des manœuvres très diplomatiques qui se manifestèrent pour tenter de placer ce centre d'informations international éventuel dans l'orbite de tel Etat ou de tel groupe d'Etats. Le Congrès de Rome, en 1926, avait marqué la victoire momentanée de l'Institut international d'Agriculture. Quelques années avaient suffi pour calmer diverses ardeurs excessives et pour prouver que la tâche envisagée par cet Institut était par trop surhumaine. Il était maintenant admis que la partie proprement économique de l'Industrie et du Commerce du bois devait posséder un centre d'études propre. Mais où en situer le siège ? Dans les pays du Nord, à Bratislava, à Rome ou à Paris ?

Les arguments développés par M. R. Augendre, Vice-Président de la Chambre syndicale des Agents, Commissionnaires, Courtiers et Représentants en bois d'industrie en faveur de Paris furent éloquentes, mais si cette désignation recueillit l'adhésion de la Roumanie et même si M. L. Dop, Vice-Président de l'Institut international d'Agriculture, déclara que celui-ci, ainsi que l'Académie d'Agriculture de Rome, étaient prêts à apporter leurs concours à l'Office, les représentants de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, de la Suède et de la Finlande, crurent devoir en référer à leurs mandants.

C'était encore une fois un long retard alors que la situation exigeait une mise en train rapide des améliorations envisagées. Aussi, M. R. Barbier, Président du Comité de Direction du XXVI<sup>e</sup> Groupe de la Confédération générale de la Production française, avec la vigueur qui lui avait déjà valu autant de sympathies que d'oppositions lors des réunions antérieures, déclara-t-il alors que, devant ces tergiversations, le XXVI<sup>e</sup> Groupe se chargeait de coordonner par ses seuls moyens les efforts fugitifs des divers Congrès internationaux et, qu'au moment opportun, il réunirait un Comité préparatoire international, en accord avec les organismes étrangers, pour la constitution d'un Office de documentation.

C'était la fin des discussions. A l'unanimité, divers vœux furent votés et le Président clôtura les travaux de la 3<sup>e</sup> Section du 3<sup>e</sup> Groupe.

\* \* \*

La séance de clôture du Congrès de 1931, qui eut lieu le 5 juillet sous la présidence de M. Queuille, ne fut qu'une ultime formalité. Après lecture des rapports généraux des quatre sections et adoption des vœux, quelques formules protocolaires de remerciements furent échangées avec les délégués étrangers et les assistants se dispersèrent.

Néanmoins un certain nombre d'entre eux prirent part à des excursions particulièrement réussies au Havre, centre du marché des bois coloniaux, et, par la route, vers Nice en traversant d'importants massifs forestiers et une partie des Alpes françaises.



## Les Réunions de 1932

---

Le Congrès de 1931 avait suscité beaucoup d'espérances.

A vrai dire, puisque la connaissance d'une affection est à la base de sa guérison, les médecins appelés au chevet du Monde malade purent faire à Paris une ample moisson d'observations. Les symptômes leur furent minutieusement décrits et ils rédigèrent leur ordonnance en toute connaissance de cause.

Restait à faire absorber au patient les remèdes prescrits. Nous avons pu constater tout au long de ce travail que là se trouvait la difficulté, et qu'il était bien délicat d'obtenir des diverses nations des sacrifices particuliers en vue de l'intérêt général.

Il avait été maintes fois démontré que l'un des moyens d'amélioration résidait dans la constitution d'un Office permanent inspirant confiance, officiellement reconnu et écouté des Gouvernements. Mais des rivalités assez mesquines firent encore avorter le projet.

Le problème devenait nettement politique.

Or, le Congrès s'était réuni, non sous le contrôle du Gouvernement français, mais avec sa bienveillante protection. Certains prétendent même que, seule la crainte d'un échec empêcha les ministères compétents d'accorder à cette manifestation une attention plus

officielle encore. Après sa clôture, le moment était donc venu de passer aux prises de contact diplomatiques et aux échanges de vues entre délégués dûment mandatés. Et cela d'autant plus que certaines personnalités avançaient que le redressement ne pourrait provenir que de conversations et d'accords entre nations, non de directives données par un superoffice international.

Il était donc bon d'examiner la valeur de cette dernière méthode. Le champ d'observation offert par les réunions que nous allons décrire est assez vaste pour que nous puissions en tirer un enseignement.

---

## **Une tentative d'accord entre deux Nations : Le Protocole franco-allemand de janvier 1932**

---

Parmi les tentatives d'accord entre nations à propos du marché du bois, les réunions du Sous-Comité agricole, de la Commission économique Franco-Allemande (12-14 janvier 1932) sont intéressantes à examiner.

Des experts désignés pour les industries et commerce du bois, et la propriété forestière, du côté allemand par le Reichsverband der deutschen Industrie, du côté français par la Confédération générale de la Production française, se rencontrèrent en effet à Paris dans l'espoir de se mettre d'accord à propos des transactions entre les deux pays.

Parmi les représentants français, au nombre de 15, se trouvaient MM. Honoré et René Barbier et M. Rosenmark.

Les deux délégations, dans l'hypothèse du maintien du système des contingents d'importation par le Gouvernement français, s'entendirent pour proposer à leurs Gouvernements respectifs d'établir un régime d'autorisations d'importation basé sur les principes suivants :

Des organisations interprofessionnelles française et allemande, contrôlées par les administrations publiques intéressées, seraient créées pour centraliser et examiner toutes les demandes d'importation.

La répartition des diverses catégories de marchandises à importer d'Allemagne en France dans le cadre de la nomenclature douanière française et des contingents se ferait dans des proportions déterminées à l'avance et qui furent indiquées dans le protocole.

Un certain nombre de desiderata furent en outre exprimés par l'une des délégations avec la réponse de l'autre, touchant l'importation de divers articles dans la Sarre et les provinces recouvrées, l'importation en Allemagne des essences de térébenthine, lièges et graines forestières.

Les Allemands manifestèrent à plusieurs reprises leur désir de voir supprimer tout contingentement ou tout au moins d'accroître notablement la part qui leur était réservée, les Français s'élevant au contraire contre ces prétentions.

Pour être applicable, le protocole devait recevoir l'approbation des Gouvernements intéressés. La ratification, que l'on semblait considérer comme une formalité, n'a pu être obtenue.

Néanmoins, cette tentative d'accord à deux mérite d'être relevée : bien que le succès n'ait pas totalement répondu aux espérances des organisateurs, elle permit au moins aux délégués de confronter leurs thèses sur le sujet particulièrement délicat des contingents.

---

**La réunion d'Experts en matière de Bois**  
**Genève, 25/27 avril 1932**

---

La crise prenant de jour en jour plus d'acuité, le Comité économique de la Société des Nations se décida, il y a peu de temps, à convoquer une réunion de personnalités qualifiées qui eurent pour mission :

- 1<sup>o</sup> D'examiner la production et le commerce du bois ;
- 2<sup>o</sup> D'étudier les moyens à mettre en œuvre sur le plan international pour améliorer leur situation ;
- 3<sup>o</sup> D'étudier les possibilités et conditions d'une coopération internationale pour l'exploitation forestière ;
- 4<sup>o</sup> D'étudier les possibilités et conditions d'une coopération internationale pour les échanges commerciaux.

C'est ainsi que se trouvèrent rassemblés à Genève, le 25 avril 1932, sous la présidence de M. Schuller, Président du Comité économique de la S. D. N., les délégués de l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, la Finlande, la France (1), la Grande-Bretagne, l'Italie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suède, la Tchécoslovaquie, l'U. R. S. S. et la Yougoslavie.

La plupart des experts avaient déposé sur le bureau de la commission un rapport sur la situation de l'industrie et du commerce du bois dans leur pays.

1. MM. René Barbier, Chaplain, Grandclément, Magnein.

Cette abondante documentation permit une discussion serrée des remèdes proposés pour soulager le marché.

La limitation des coupes fut envisagée, mais elle fut jugée sans portée pratique, d'autant plus que nombre de pays déclarèrent ne pouvoir autoriser un contrôle de leur économie forestière par une organisation internationale.

On pensa ensuite à une entente générale sur les exportations de bois, puisque les quantités offertes par les producteurs dépassent les besoins actuels. Normalement, il est de l'intérêt des exportateurs de s'entendre, mais jusqu'ici quelques tentatives dispersées n'ont pas abouti : il fallait donc songer à un accord d'ensemble réunissant les producteurs, les intermédiaires et les exportateurs. Immédiatement d'ailleurs, l'expert russe fit des réserves, mettant en avant la nécessité où se trouve l'U. R. S. S. de vendre ses bois pour payer ses dettes commerciales. Il fut bien constaté que toutes les nations exportatrices, ou possèdent des organisations capables de contrôler l'exportation, ou peuvent facilement les créer ; mais les experts n'avaient pas mandat d'engager leurs Gouvernements ou le commerce de leurs pays respectifs.

A propos de quelles espèces de bois d'ailleurs recourir à une entente ? Il fut admis qu'il faudrait en premier lieu se mettre d'accord sur les bois d'œuvre résineux, puis sur les bois durs. La question parut être de moindre importance pour les bois à papier.

La difficulté d'une entente apparut très vive à propos de la répartition des contingents : l'U. R. S. S. déclarant ne pouvoir admettre comme base l'année 1927 proposée, date où elle exportait très peu.

On en vint, devant les complications nombreuses

qui surgirent, à envisager des accords distincts entre les pays du Nord et les pays du Centre de l'Europe, et c'est à ce moment que les seconds décidèrent de se réunir à Vienne en juin. Quant aux nations importatrices, elles envisagèrent toutes, sauf l'Angleterre, des moyens de protection, spécialement la France qui, également productrice, déclara ne pouvoir s'engager à ne pas limiter ses importations de bois.

En dernier lieu, la délégation française fit observer que, puisqu'une organisation du marché apparaissait nécessaire et puisque, si les causes du mal semblent connues, les remèdes ne paraissent pas devoir être trouvés rapidement, les choses pourraient être grandement facilitées par la création d'un Office travaillant en liaison avec l'Institut de Rome, réunissant les importateurs et les exportateurs, ouvert à tous les pays et étudiant d'un point de vue international les problèmes auxquels donnent lieu le commerce du bois, l'exploitation des forêts et la nécessité de faire cadrer la production avec la consommation. Cet Office pourrait également rechercher l'établissement de règles uniformes d'achat et l'institution d'un arbitrage international.

Rejetée par l'U. R. S. S. et accueillie peu favorablement par les pays du Nord, l'idée fut agréée par les pays de l'Europe Centrale qui décidèrent de l'examiner plus à fond à Vienne en prenant comme base la réglementation de la production, l'Institut de Rome étant sollicité pour faire une étude approfondie des principes d'une exploitation rationnelle, et la réglementation du commerce ; par l'application de mesures immédiates, extraordinaires et provisoires pour adapter la production à la consommation.

Pour fixer les quantités, il fut en outre recommandé aux Gouvernements de négocier directement entre eux, et dans un esprit purement commercial.

Le rapport que les experts présentèrent à la suite de leurs délibérations mériterait d'être lu dans son entier. Il dépeignait parfaitement les causes du mal et préconisait les remèdes à lui appliquer. Malheureusement, il ne dépendait pas de ses rédacteurs de sortir du domaine de la théorie, et jusqu'à présent les obstacles accumulés n'ont pas encore permis de s'évader de l'impasse.

Voici une vue d'ensemble de ce travail.

Une crise frappe le bois : il y a surproduction car la consommation qui, après guerre avait augmenté en raison de la reconstruction des régions dévastées, a subi une forte réduction. Ainsi l'Allemagne, qui importa 7.930.000 tonnes de résineux en 1928 n'en a plus importé que 2.845.000 tonnes en 1931. Cette restriction s'explique par la crise économique, la réduction de la dimension des immeubles, l'introduction de matériaux de remplacement et la diminution de l'emploi du bois comme combustible.

D'autre part, la Russie a reparu sur le marché et a fourni 20 % de l'exportation mondiale en 1931 avec 955.000 standards. Les prix, qui dépassaient en 1928 de 50 à 60 % le taux d'avant-guerre, ont fortement baissé et sont parfois inférieurs au prix de revient.

Des mesures restrictives prises par certains Etats pour protéger leur production nationale (droits d'importation, contingentements, droits différentiels, prescriptions sur le commerce des devises) ont encore accru le désarroi des pays exportateurs.

Les remèdes à la crise exigent une coopération

internationale : le principe en est admis depuis longtemps et d'ailleurs tout le monde a intérêt à ce que les conditions des échanges soient stables et les prix rémunérateurs.

Tout d'abord des mesures d'ordre intérieur pourraient apporter une atténuation : ainsi l'ajournement des coupes permettrait l'écoulement des stocks et serait compensé par l'accroissement naturel du volume du bois.

Puis des mesures d'ensemble, établies d'accord entre nations, pourraient aboutir à une restriction volontaire : ce seraient :

A) La réduction des coupes.

B) La réduction de l'offre d'exportation.

A. La crise offre un caractère paradoxal, car il y a surproduction massive, les exploitations semblant dépasser l'accroissement naturel. Si l'on pouvait renoncer aux coupes abusives, le problème serait résolu. Mais une limitation concertée ne semble pas possible actuellement car on ne peut contrôler internationalement la politique forestière de chaque Etat.

B. Une réglementation des exportations devrait contribuer à assainir le marché. Les pays exportateurs pourraient facilement établir des organisations centrales dans ce but, en ayant soin d'estimer les besoins avec un pourcentage de crise, de prendre en considération les conditions particulières de chaque Etat producteur et d'engager, pour la fixation des contingents, des négociations purement commerciales.

Les experts se séparèrent sans avoir pu apporter d'autres remèdes à la crise que ces recommandations.

## La Conférence internationale du Bois de Vienne 9/11 juin 1932

---

En conformité de la décision prise à Genève en avril 1932, un certain nombre d'Etats : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France (1), Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, U. R. S. S., Yougoslavie, déléguèrent des experts à Vienne. Toutefois, la Suède, l'Italie, la Grèce, la Hongrie n'envoyèrent que des observateurs, et la Grande-Bretagne ne se fit pas représenter.

Le principal but de la Conférence était d'établir quels sont les pays disposés à se soumettre volontairement à une diminution de la production et des exportations de bois, pour établir un équilibre entre l'offre et la demande et rendre possible des prix rémunérateurs.

Les délégués tinrent leurs assises dans l'élégant palais de la Diète de la Basse-Autriche et pour marquer l'intérêt que les Pouvoirs Publics portaient à cette réunion, la séance inaugurale fut ouverte par M. le Dr Dollfuss, Chancelier fédéral et Ministre fédéral de l'Agriculture et des Forêts ; le programme exposé par l'ancien Président du Conseil M. Buresch,

<sup>1</sup> MM. Honoré Barbier, Chaplain, Lapoule et Rosenmark représentaient la France.

tandis que M. Miklas, Président de la République, vint souhaiter, dans une très belle allocution, la bienvenue aux délégués internationaux.

Dès le début, six pays : l'Autriche, la Lettonie, la Pologne la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, se montrèrent favorables à un arrangement et leur proposition fut appuyée par la France.

Mais l'U. R. S. S. déclara que la Conférence n'avait pas l'autorité suffisante pour prendre une décision de ce genre et qu'il fallait d'autre part attendre les résultats de négociations directes, à ce moment en cours, entre pays du Nord et méditerranéens.

La Finlande adopta une attitude négative et réserva sa liberté d'action en raison de la position prise par ses concurrents directs : Suède et Russie, qui ne voulurent accepter aucune obligation.

L'Italie déclara qu'à son sens les rapports entre pays producteurs et consommateurs devaient être basés sur des accords bilatéraux dominés par le principe de la réciprocité.

Devant ces divergences, les six pays cités plus haut conclurent entre eux une entente pour engager une action concertée afin d'améliorer le marché international du bois et d'arriver à la limitation des exportations pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande.

Ils décidèrent la création d'un comité permanent destiné à assurer la continuité des travaux. L'accord resta ouvert à la signature des organisations nationales des autres pays qui voudraient par la suite y adhérer.

La création d'un Office international du Bois reposant sur une base commerciale fut également agitée.

La délégation roumaine proposa de constituer immédiatement cet organisme en plaçant son siège à Vienne, mais plusieurs Etats se montrèrent hostiles et finalement la proposition n'eut pas de suite.

Il serait injuste cependant de conclure que la Conférence de Vienne n'a abouti à rien, car, sans parler de l'intérêt très réel des séances, les conversations que les délégués purent avoir entre eux permirent à chacun de mieux se rendre compte de la situation.

---

## Un coup d'œil sur l'organisation internationale du marché de quelques matières premières

---

Nous avons essayé de mettre sous les yeux de nos lecteurs une série de documents analytiques dont il faut maintenant tirer parti en essayant d'en faire la synthèse.

Peut-être serait-il sage de ne pas isoler indéfiniment le marché du bois en laissant supposer qu'il se suffit à lui-même et qu'il vit en vase clos. Ce serait à notre sens une erreur grossière que de ne pas l'étudier en fonction de la situation mondiale c'est-à-dire en le plongeant dans le bouillonnement de notre époque fiévreuse dont il est trop souvent la victime.

Il doit être examiné comme élément d'un tout.

Dans ce but nous nous proposons, et pensons ne faire là rien de paradoxal, de choisir et d'étudier parmi les matières premières deux produits, bien différents du bois d'ailleurs, mais très importants et dont les dirigeants ont tenté d'organiser le marché.

Nous avons songé au zinc et à laine. Le premier est aux antipodes du bois. Il est traité par une infime minorité d'exploitants ; les producteurs de laine sont au contraire innombrables.

De la comparaison de ces extrêmes entre eux et avec le bois, nous parviendrons peut-être à tirer des ensei-

gnements, quelques lois générales, une lumière enfin qui nous guidera dans l'organisation du marché international du bois.

C'est ce que nous allons tenter.

---

## Le marché du Zinc

---

Le marché du Zinc se caractérise par le nombre relativement peu élevé des sociétés exploitantes.

On en compte (juillet 1930) :

25 aux Etats-Unis.

9 en Allemagne, Angleterre, Belgique.

7 en Pologne.

5 en France et au Japon.

3 en Italie.

2 en Espagne, Norvège, Tchécoslovaquie.

1 au Mexique, Canada, Hollande, Suède, Yougoslavie,  
Indo-Chine, Australasie, Rhodésie.

Dans ces chiffres même, certaines firmes sont représentées plusieurs fois, parce qu'ayant des comptoirs dans divers pays : ainsi la S. A. de la Vieille-Montagne, sans parler de ses participations, est à la fois belge, française et allemande.

Jusqu'à ces toutes dernières années, la production et la consommation de ce métal montrèrent une égale tendance à l'accroissement, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-contre, et, bien que les prix fussent en diminution depuis 1925, la situation s'avérait saine, les bilans en bénéfice dans la plupart des entreprises et les rapports commerciaux courtois entre concurrents.

MONDE :

|           | Production                        | Consommation |
|-----------|-----------------------------------|--------------|
|           | (en milliers de tonnes métriques) |              |
| 1913..... | 1.009                             | 1.006        |
| 1925..... | 1.130                             | 1.151        |
| 1926..... | 1.251                             | 1.233        |
| 1927..... | 1.329                             | 1.304        |
| 1928..... | 1.429                             | 1.423        |
| 1929..... | 1.463                             | 1.438        |

FRANCE :

|           | Consommation<br>(en tonnes métriques) | Prix moyen<br>(à Londres en livres<br>la tonne angl.<br>de 1.016 k.) |
|-----------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| 1913..... | 84.790                                | 22.14. 3                                                             |
| 1925..... | 91.440                                | 36. 5. 3 1/ 3                                                        |
| 1926..... | 108.330                               | 34. 2. 4 2/17                                                        |
| 1927..... | 107.440                               | 28. 9.10 1/ 2                                                        |
| 1928..... | 125.195                               | 25. 5. 0 6/17                                                        |
| 1929..... | 116.350                               | 24.17. 8 1/10                                                        |

La production mondiale a été de 1.411 millions de tonnes en 1930 et de 1.014 millions en 1931.

Depuis 1929 et particulièrement en 1931, pour le zinc comme pour les autres matières premières, la demande du commerce se ralentit pendant què s'accroissait la production et, comme conséquence, les stocks s'accumulèrent tandis que les prix s'effondraient.

Citons quelques chiffres pour fixer les idées : la production d'avant-guerre du zinc brut s'élevait à 1.009.000 tonnes dont 320.000 tonnes pour les Etats-Unis, 1.000 tonnes pour le Japon et 688.000 tonnes pour divers Etats. Par suite du développement de l'industrie américaine pendant la guerre et de l'impulsion donnée après l'Armistice à l'industrie européenne, australienne, canadienne et mexicaine, la production

mondiale s'accrut progressivement jusqu'à atteindre en 1929 le chiffre de 1.463.000 tonnes dont 570.000 pour les Etats-Unis et 23.000 pour le Japon. A partir de cette date, bien que la crise fit déjà sentir ses effets, la capacité totale de production des usines à zinc, pour des raisons diverses, ne cessa de s'accroître.

La conclusion d'une entente entre producteurs se présentait donc comme absolument indispensable, néanmoins les négociations furent longues et difficiles.

Une première fois, en mai 1928, un cartel européen fut constitué, auquel fit suite, en décembre de la même année, un véritable cartel mondial par suite de l'entente entre le cartel européen et les producteurs du Nouveau Monde. Ce dernier, qui entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1930, ne dura qu'une année, ses moyens d'action étant insuffisants pour enrayer la baisse du métal, par suite surtout de son impuissance à faire observer les mesures prévues pour restreindre la production.

Aussi l'année 1931 a-t-elle été dominée par des pourparlers en vue de la reconstitution du cartel international du zinc, pourparlers laborieux qui ont abouti à un accord le 11 juillet 1931.

Cet accord s'est heurté à plusieurs difficultés. Il fallait d'abord obtenir l'adhésion des principaux producteurs européens, nord-africains et extra-européens, c'est-à-dire accepter une formule assez souple qui soit admise par des entreprises ayant des prix de revient très différents. Force fut de laisser à l'écart de cette convention les Etats-Unis, auxquels une loi sur les trusts ne permettait pas d'adhérer à une pareille entente. D'ailleurs, les Américains écoulant dans leur

pays même la presque totalité de leur production, leur attitude ne pouvait constituer à l'égard du cartel aucun inconvénient sérieux.

En dehors des Etats-Unis et du Japon, 95 % des autres exploitants se groupèrent.

A ce moment, la puissance de production des pays adhérents atteignait le chiffre de 1.123.500 tonnes, dépassant de 253.500 tonnes le maximum de réalisation annuel afférent à 1929. D'autre part, le stock mondial atteignait 354.000 tonnes, dont 126.000 tonnes aux Etats-Unis (1<sup>er</sup> juin 1931).

Les prix n'avaient cessé de baisser, la moyenne de 1931 s'établissant à 1.993 fr. 82 la tonne métrique pour le zinc thermique, soit près de 900 fr. de moins que la moyenne de 1930. Parti de 2.323 fr. 13 le 1<sup>er</sup> janvier 1931, le cours descendait à 1.742 fr. 64 au 21 décembre. Pour comble, l'Angleterre ayant abandonné le 21 septembre 1931 le « Gold bullion standard », la cotation des métaux à Londres, considérée jusqu'alors comme une base mondiale, perdit son caractère de valeur-or et la perturbation fut considérable.

Une réduction de la production fut enfin décidée entre les membres du cartel, réduction fixée à 45 puis à 50 %. De leur côté, les Etats-Unis diminuaient la leur de 60 % environ. Le 1<sup>er</sup> août 1931, leurs stocks étaient encore de 225.000 tonnes. Fin décembre, ils étaient déjà revenus à 189.000 tonnes, pour tomber à 186.000 tonnes fin février 1932.

L'efficacité de ces mesures se révéla assez lente par suite de la diminution de la consommation mondiale. Elles eurent néanmoins pour résultat de ramener les stocks invendus du cartel de 203.673 tonnes au

1<sup>er</sup> août 1931 (date initiale) à 189.306 tonnes au 31 décembre. A la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de 1932, le stock était descendu à 177.484 tonnes (1).

Aucune entente ne put se faire sur les prix, la base théorique étant toujours le cours du zinc thermique à Londres, mais les producteurs restant absolument maîtres de consentir des ristournes à leurs clients.

Les adhérents s'engageaient à ne pas produire de quantités supérieures à celles convenues. Si le contingent, en raison de la nécessité de marche d'une usine, était dépassé, il devait être ramené au chiffre prévu dans le délai de trois mois. En cas de non-exécution, une forte pénalité par tonne en surnombre, dépassant de beaucoup le cours du métal, était exigible.

L'accord fut conclu pour une durée d'un an et est renouvelable par tacite reconduction.

Le succès des mesures prises ne peut être nié. Nous assistons en effet, grâce à l'accord, à une diminution de la production du zinc et à une réduction progressive des stocks. Mais aucune action n'a pu être obtenue sur les prix qui, par la force des choses et surtout en raison de la sous-consommation, n'ont cessé de s'avilir.

Et nous pouvons conclure que, si une entente s'est révélée possible et effective, c'est d'abord parce qu'elle devenait urgente, ce qui n'est malheureusement pas d'ailleurs un argument bien probant, ensuite parce que les producteurs étaient peu nombreux et

1. Chiffres tirés du Rapport de la S. A. de la Vieille Montagne, 1931.

enfin parce que les qualités et les classements, en nombre extrêmement réduit, permettaient une définition précise des fabrications, sans échappatoire ni fraude possible.

---

## La laine et l'industrie lainière (1)

---

Le marché de la laine doit être envisagé sous deux angles : la production de la matière première et le travail de celle-ci par l'industrie. Ces deux faces du problème comportent un aspect international qu'il est intéressant d'analyser.

### LA LAINE.

Si les producteurs de laine, c'est-à-dire les propriétaires de moutons, sont innombrables, les quantités mises sur le marché peuvent être déterminées avec une approximation suffisante. Pour l'année 1929, la statistique nous fournit les chiffres suivants :

|                               | Milliers<br>de moutons | Tonnes<br>produites |
|-------------------------------|------------------------|---------------------|
| EUROPE.....                   | 242.138                | 392.160             |
| dont Russie d'Europe.....     | 120.000                | 152.800             |
| Royaume Uni.....              | 23.392                 | 53.465              |
| Espagne.....                  | 20.000                 | 44.906              |
| ASIE.....                     | 123.953                | 126.095             |
| AFRIQUE.....                  | 83.052                 | 181.420             |
| dont Union Sud Africaine..... | 44.308                 | 141.506             |
| AMÉRIQUE NORD ET CENTRE.....  | 54.630                 | 175.170             |
| dont Etats-Unis.....          | 48.918                 | 164.857             |
| AMÉRIQUE SUD.....             | 94.287                 | 249.648             |
| dont Argentine.....           | 38.000                 | 146.698             |
| Uruguay.....                  | 23.000                 | 61.235              |
| Océanie.....                  | 135.151                | 520.844             |
| dont Australie-Tasmanie.....  | 106.000                | 419.574             |
| Nouvelle-Zélande.....         | 29.051                 | 100.920             |

1. Les renseignements contenus dans ce chapitre ont été extraits du rapport de M. M. Rives sur l'industrie lainière, présenté au Conseil National Economique (*Journ. off.*, 26 avril 1932).

Ce qui revient à dire que, si la plupart des nations sont plus ou moins productrices, peu sont exportatrices ou même peuvent suffire à leur consommation intérieure.

Les gros fournisseurs de laine sont :

L'Australie, qui tient la tête avec environ le sixième du troupeau mondial. La qualité de ses laines est particulièrement bonne.

La Nouvelle-Zélande qui produit surtout des laines croisées communes, car son élevage s'oriente de plus en plus vers la boucherie.

L'Union Sud-africaine, qui accroît beaucoup sa production, concurrençant même l'Australie et fournissant des laines fines estimées.

La République Argentine et l'Uruguay qui se tournent aussi actuellement vers l'élevage du mouton de boucherie et donnent des laines moins blanches et moins fines que celles d'Australie.

Les Etats-Unis, produisant 55 % de la laine mérinos fine, utilisée dans le pays.

La Russie, livrant en général des laines des plus communes et peu exportatrice.

Il est intéressant de relever que 44,3 % de la laine est fournie par l'Empire Britannique, prédominance plus marquée encore du point de vue de la qualité.

Les gros pays consommateurs sont en général tout différents : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Belgique et les Etats-Unis achètent 86 % des laines vendues. Il existe néanmoins une tendance assez nette de certains gros producteurs, telle l'Australie, vers l'industrialisation.

Les transactions dont les laines brutes font l'objet ont pendant longtemps été le privilège de certains marchés redistributeurs internationaux, particuliè-

rement anglais. Mais le développement d'organisations installées dans les pays de production a été considérable depuis la guerre. L'opportunité de liaisons directes entre l'acheteur et le vendeur a dirigé depuis un certain nombre d'années les transactions vers une formule nouvelle : la vente aux enchères publiques de lots classés, intégralement exposés. L'industriel a l'assurance d'y trouver des classifications toujours identiques tandis que la vérification intégrale des lots avant la vente constitue une véritable réception préalable de la marchandise, sécurité très appréciable. Le producteur d'autre part élimine par ce système les intermédiaires inutiles et est guidé dans son travail d'amélioration de la qualité par les tendances d'un marché large et bien fourni.

En Australie, 90 % de la tonte est vendue aux enchères et les transactions, pour la campagne 1928-1929 ont porté sur 3.222.000 balles. En Afrique du Sud, les associations d'acheteurs de laines du Cap et les associations de courtiers cherchent actuellement à subordonner toutes les ventes privées à une offre obligatoire et préalable aux enchères. En Amérique du Sud, le système de vente est beaucoup moins perfectionné : il n'y a pas de classification chez l'éleveur et l'habileté professionnelle de l'acheteur, son talent d'estimation, jouent un rôle considérable.

Malgré les progrès réalisés dans les pays de production, l'Angleterre occupe encore une place de premier plan dans le négoce des laines comme marché redistributeur. Ses grands entrepôts de Londres pour les laines de qualité, de Liverpool et de Hull pour les laines ordinaires effectuent chaque année six ou sept séries d'enchères, durant chacune 12 à 15 jours et

portant journellement sur 6 ou 800 lots. D'ailleurs, c'est l'organisation anglaise qui a servi de modèle au marché australien. Grâce à l'augmentation générale de la production mondiale de la laine, les quantités traitées sur les marchés anglais sont sensiblement les mêmes qu'avant la guerre, mais l'importance relative de ceux-ci va nettement en diminuant par suite du développement des achats directs dans les pays de tonte.

Pendant la guerre, le haut prix des matières premières incita les agriculteurs à développer l'élevage du mouton. L'offre croissante fut absorbée d'abord sans difficultés, mais dès 1925 on enregistra une baisse des cours qui descendirent en 1930 à 75 % et en 1931 à 53 % des prix de 1914 (valeur-or). La baisse des monnaies australienne et anglaise a encore accru l'instabilité du marché. La crise fut particulièrement ressentie en Australie où la laine tient une place prépondérante dans l'économie du pays. Aussi, en février 1930 se tint-il à Melbourne une conférence réunissant les producteurs et les courtiers, qui préconisa divers remèdes : prolongation des périodes de vente, entente avec les autres pays producteurs, obligation de ne pas vendre au-dessous d'un certain prix. Une autre conférence eut lieu également vers la même époque au Cap et aboutit sensiblement aux mêmes conclusions. Celles-ci alarmèrent un peu les acheteurs, car presque toutes les exportations proviennent de cinq pays seulement : Argentine, Uruguay, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-africaine, et une entente entre eux pour le maintien des hauts cours n'avait rien d'in vraisemblable. Cette espèce de monopole est d'ailleurs considérée par certains comme à l'origine de

la surproduction de la laine, la concurrence ne jouant pas suffisamment pour prévenir les exagérations.

Le rôle modeste tenu par la France comme pays producteur n'est pas comparable avec sa situation de gros consommateur. Nous absorbons chaque année 250 à 320.000 tonnes de laine, nous en produisons 20.000 dans la Métropole et 30 à 40.000 dans notre Empire colonial, dont 17 à 18.000 seulement disponibles pour l'exportation. La plus grande partie des laines françaises est vendue par des organisations coopératives locales d'importance variable. Le système de la vente aux enchères est loin d'être généralisé et est encore dans l'enfance si on le compare au degré de perfectionnement du marché australien. Dans les colonies, la vente est plus archaïque encore et ne va pas malheureusement sans tentatives de tromperie ; les enchères commencent à s'introduire dans l'Afrique du Nord. La pauvreté de la production française est extrêmement regrettable puisqu'elle nous rend tributaire de l'étranger pour près de 90 % de nos besoins. La question de l'augmentation du troupeau ovin est par le fait même à l'ordre du jour d'autant plus que beaucoup de terrains pauvres, tant en France qu'aux Colonies ne pourront être mis en valeur que par le développement de l'élevage du mouton. La création en avril 1931 d'une Chambre syndicale des vendeurs de laine en ventes publiques semble devoir faciliter et accélérer les progrès dans cette voie.

Le marché de la laine brute est parvenu maintenant au stade de l'organisation nationale, sous la forme de marchés aux enchères qui donnent satisfaction aux

justes desiderata des producteurs et des consommateurs. En l'état actuel des choses, une entente internationale des gros pays producteurs pourrait être plus dangereuse qu'utile à l'intérêt général. En effet, cinq seulement sont exportateurs : leur accord risquerait d'aboutir à un trust et à une majoration abusive des prix. Presque toutes les nations possèdent un troupeau ovin : il est actuellement insuffisant pour contrebalancer la puissance des grands fournisseurs ; la solution doit donc être recherchée d'abord dans l'accroissement du troupeau de chaque Etat, qui tirerait ainsi parti des terres pauvres restant actuellement en friches, puis dans le perfectionnement du système de vente.

#### L'INDUSTRIE LAINIÈRE.

L'industrie lainière ne nous intéresse ici qu'au point de vue de l'achat des matières premières et de l'organisation de la vente des produits finis.

C'est une industrie très ancienne en France, et qui comporte une succession abondante de manutentions. Le passage de la matière entre elles est généralement assuré par des courtiers auxquels sont alloués des commissions de 1 à 2 %. La concentration des entreprises, tant horizontale que verticale, n'est pas extrêmement poussée et se rencontre plus spécialement dans les stades inférieurs de la fabrication.

Comme nous l'avons vu déjà, 90 % environ de la matière première est tirée de l'étranger, mais l'industrie lainière française est elle-même fortement exportatrice dans toutes ses branches. Elle tient une place importante dans l'économie nationale, avec un chiffre d'affaires de 18 à 20 milliards, dont un tiers environ

correspond aux exportations, et une main-d'œuvre de 200.000 ouvriers environ.

La guerre, l'envahissement et les destructions systématiques des Allemands ont porté un coup très dur à notre fabrication ; depuis, l'élévation des droits de douane, des mesures de dumping prises par certains Etats pour faciliter l'écoulement de leur production nationale lui ont créé de grosses difficultés. Elle s'est énergiquement défendue et, si le marché d'exportation n'est plus ce qu'il était avant 1914, la consommation intérieure reste satisfaisante.

Le marché de la matière dans les centres de production a été étudié plus haut ; le négoce de la laine en France mérite d'être examiné à son tour. C'est un métier qui tient encore aujourd'hui une place considérable dans l'économie générale. Le rôle des négociants ne se borne d'ailleurs pas à des opérations d'achat et de revente : ceux-ci font souvent exécuter à façon une série d'opérations de transformation. Ils disposent de moyens financiers puissants, d'ailleurs indispensables et d'organisations qui leur permettent de s'approvisionner directement dans les pays de production sans passer par le marché redistributeur anglais. Les laines importées ne font pas l'objet de ventes aux enchères, elles se traitent à l'amiable par l'intermédiaire de courtiers.

L'organisation de comptoirs d'achats en commun de matières premières ne pourrait actuellement être que d'une application assez limitée : les qualités de laine présentent une grande variété et il est nécessaire de les choisir spécialement pour chaque fabrication ; d'autre part il n'appartient pas à l'industrie française de modifier les conditions de fonctionnement des

grands marchés internationaux. Le négoce assure d'ailleurs le ravitaillement régulier de l'industrie.

La création de comptoirs de vente pour l'écoulement des produits finis n'a jamais été envisagé et le besoin ne s'en fait pas sentir. Mais des ententes ayant pour objet d'arrêter des conditions uniformes de vente, d'établir des listes de clients douteux, de créer des caisses d'assurance-crédit pour les affaires d'exportation ont été souvent envisagées et partiellement appliquées. La possibilité de fixation de prix par accord préétabli se présente différemment selon les stades de la production. Aisée en ce qui concerne le peignage et peut-être la filature, elle paraît impossible dans le tissage, particulièrement à cause des fluctuations de la mode qui s'oppose complètement à des tentatives éventuelles de normalisation. Mais l'intérêt, en vue d'une plus grande stabilité industrielle, d'une documentation statistique exacte, abondante et à jour, serait grand.

L'organisation corporative de l'industrie lainière comporte dans chaque branche des chambres syndicales locales groupées en unions communes à plusieurs régions. Au-dessus, le Comité central de la Laine assure la liaison et l'union entre elles. Récemment enfin s'est constituée, sur l'initiative de celui-ci, une fédération lainière internationale. Les groupements lainiers de Roubaix-Tourcoing avaient d'ailleurs dès 1924 pris l'initiative de conversations entre industriels de divers pays européens en vue d'une procédure de règlement amiable des litiges internationaux. Une convention intervint d'abord entre groupements anglais et français, et l'extension de cette convention à

d'autres pays fut l'occasion de réunions qui prirent rapidement un caractère régulier.

Le Comité central français de la Laine avait en 1923 envisagé la création d'une fédération calquée sur celle de la Chambre de Commerce internationale. Constituée lors de la Conférence de Paris en 1928, les statuts de celle-ci furent adoptés à Liège en 1930 et prévoient une liaison permanente entre les organisations nationales de la production, du commerce et de l'industrie, l'initiative et l'étude des mesures touchant l'intérêt général de la corporation, le règlement des litiges commerciaux. Le siège de la Fédération a été fixé à Bradford.

En résumé, grâce à l'esprit d'entente et à la largeur de vues des négociants et industriels lainiers, l'organisation de cette branche de la production est à l'heure actuelle très poussée et pourrait dans bien des cas servir de modèle à d'autres corporations.

---



## **Les possibilités d'Organisation internationale du Marché du Bois**

---

Au moment où la puissance de production des entreprises s'accroît indéfiniment et où la crise sévit avec intensité, les économistes, s'appuyant sur l'expérience du passé, examinent la possibilité d'une concentration des industries du bois tandis que les producteurs concurrents consentent enfin à se rapprocher les uns des autres pour essayer de régulariser le marché.

Avec l'aide des documents que nous avons mis sous les yeux de nos lecteurs concernant, d'une part l'organisation de la production et de la vente dans chaque Etat fournisseur de bois, de l'autre la situation de matières premières types, nous pensons pouvoir à notre tour nous faire une juste opinion sur les possibilités d'une entente internationale efficace.

La Conférence de Bratislava 1929 fournit à M. le Dr F. Unger, Secrétaire général de la Fédération nationale hongroise des Producteurs, Négociants et Industriels du Bois l'occasion de présenter un travail tout à fait remarquable sur les cartels industriels et leurs chances d'établissement dans notre corporation. Il leur consacra d'abord une étude historique, montrant leur développement lié à l'accroissement de la production et leur tendance au monopole. Puis il mit

en relief leur évolution vers des fins défensives pour résister à la crise, et leur utilité. C'est sous cette dernière forme qu'il recommanda une organisation cartellaire de la production du bois, mais sans se faire d'illusions sur les difficultés de réussite, dues à la nature propre d'un genre d'entreprises qui s'étend sur un vaste domaine et est caractérisé par un grand émiettement des producteurs et une grosse diversité des qualités : normalisation des prix, contingentement des ventes semblent à peu près les seules espérances réalisables à échéance assez brève. Pour atteindre ces buts, M. Unger préconisa la constitution de cartels nationaux, puis leur fédération ultérieure.

Plus récemment, dans une étude critique intitulée « L'avenir des Cartels internationaux », M. Clemens Lammers, Expert allemand auprès de la Société des Nations, a examiné dans son ensemble le problème des ententes entre producteurs. Jusqu'à présent, l'établissement de cartels internationaux homogènes n'a été possible qu'exceptionnellement ; pour le réaliser, le soutien d'ententes nationales solides, servant de bases, apparaît comme indispensable. Mais pratiquement cette ossature n'ayant que rarement été constituée, le succès, c'est-à-dire la suppression de la surproduction et des fluctuations de prix, n'a été atteint que dans des cas spéciaux. M. Lammers considère néanmoins qu'au milieu des troubles actuels, la création de cartels permettrait de réorganiser le marché dans une Europe hérissée de barrières douanières. Le contingentement de la production devrait, à son sens, jouer pour cette mission un rôle décisif pourvu qu'il s'inspire de principes purement théoriques et économiques sans interventions politiques, sauf un droit

de surveillance de chaque Etat sur ses entreprises nationales participantes.

Théoriquement donc, on aboutit à la conclusion que, pour renflouer notre profession, il faut limiter la production et stabiliser les prix au moyen d'ententes internationales préparées dans chaque Etat par une fédération des syndicats intéressés.

La nécessité d'un accord obtenu par paliers successifs, en partant du syndicat régional pour aboutir à l'Europe entière et même au monde fut également reconnue par des praticiens comme M. René Barbier qui défendit cette opinion dès 1925 au Congrès de Grenoble ; on vit également soutenir la même thèse lors des discussions du Congrès de Paris 1931. Plus récemment enfin, M. le Comte Krystyn Ostrowski, de Varsovie, l'exposa à nouveau à propos de la réunion de Vienne dans la revue *Holzmarkt* du 14 juillet 1932. Il affirma que, si 6 Etats seulement sur 18 ont réussi à s'entendre à cette Conférence, le résultat doit néanmoins être considéré comme satisfaisant bien que théoriquement le caractère général de la crise réclame une solution universelle basée sur le bon vouloir de tous. Mais comme il est malheureusement impossible en fait, vu la divergence des intérêts et des opinions, d'aboutir d'emblée, un accord rapprochant les pays dont la situation permet une coopération plus intime doit être approuvé, surtout si l'on tient compte qu'il embrasse les quatre cinquièmes de l'exportation du chêne et le tiers de celle des résineux. Une étape de ce genre a, déclara l'auteur, frayé le chemin vers des ententes plus générales encore : entente des pays du Nord d'une part, des pays du Centre et du Midi de l'autre, puis entente générale, aucun groupe n'étant

à lui seul assez fort pour diriger les exportations de tous les assortiments de bois.

Nos lecteurs ont pu se rendre compte d'ailleurs du chemin qui reste à parcourir à bien des pays pour posséder une organisation syndicale digne de ce nom. Lorsque l'Etat est gros propriétaire, et c'est le cas (laissant l'U. R. S. S. à part car jusqu'à présent ses interventions ont été plutôt limitées à un but de discord destructrice), pour l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Yougoslavie, il a un rôle de premier ordre à jouer comme animateur. Chez d'autres nations, en particulier dans les pays du Nord, l'esprit d'union est parvenu déjà à de beaux résultats : en Finlande, Norvège, Suède, les syndicats ont réussi à réduire la production et à établir une politique de prix commune aux trois pays : l'embryon d'une union des pays scandinaves est formé.

Au risque de paraître immodeste, nous affirmerons que c'est toutefois en France que se rencontre le groupement le plus harmonieux des diverses branches du bois ; la Confédération générale de la Production française et son 26<sup>e</sup> Groupe en particulier ont réussi à maintenir le contact, malgré la crise et des intérêts nettement divergents, entre des spécialités aussi éloignées les unes des autres que les exploitants forestiers et les importateurs : c'est un résultat qui n'est pas sans mérite.

Nous ne pouvons donc, dans l'ensemble, souscrire aux affirmations des pessimistes assurant qu'il faudra encore plusieurs crises semblables à celle que nous traversons pour amener un esprit d'union dans la corporation du bois. Les fondations sont établies et éprouvées ; on peut sans crainte, à l'époque où nous

sommes parvenus, bâtir sur de telles assises. Et c'est en définitive sur le modèle français, avec les corrections qu'imposent les situations de fait particulières à chaque Etat que nous croyons devoir recommander la création d'organisations syndicales.

Mais, creusant plus à fond le problème, et rappelant encore une fois qu'à la base d'un assainissement doivent se rencontrer l'arrêt de la surproduction et de la chute des cours, nous pouvons nous demander quel type d'accord, de cartel, les producteurs qui tiennent s'ils veulent s'entendre la clé du problème, devraient de préférence adopter. M. Unger, dans son rapport de 1929 divisait les groupements existants en trois catégories : les cartels proprement dits, qui sont des associations libres dont les membres demeurent autonomes ; les trusts, agrégation d'entreprises qui perdent leur personnalité ; les konzern ou holdings qui s'emparent du contrôle d'affaires. Les cartels lui semblaient, et nous sommes parfaitement de son avis, seuls réalisables dans le bois ; il les classait en cartels de conditions ou cartels de prix, réglant les conditions de vente ou les prix minima ; et cartels de vente s'instituant marchand unique par l'intermédiaire d'un organisme spécial. Par suite de l'émiettement des producteurs et la grande diversité des qualités il estimait d'ailleurs que la concentration dans les affaires de bois doit être envisagée d'une manière tout à fait particulière et modérée.

A la lumière de cet avis autorisé, nous allons maintenant tirer parti de ce que nous savons d'autres matières premières plus évoluées que le bois pour fixer notre opinion.

Quatre-vingt-six sociétés exploitantes seulement se partagent la production du zinc nécessaire au monde entier, la plupart utilisant les procédés de fabrication les plus modernes. Ce métal ne comporte qu'un nombre de qualités extrêmement réduit, ce qui permet une définition précise des classements et supprime toute possibilité de contestation à leur sujet. Son marché apparaît donc comme simplifié au maximum et les conditions des plus favorables pour obtenir une entente entre les fabricants.

Cependant, malgré une baisse des prix ininterrompue depuis 1925, une crise, d'abord larvée dès 1928 et qui prit un caractère très aigu en 1931, ce n'est que tout récemment qu'un accord, laissant d'ailleurs à l'écart les Etats-Unis et le Japon, put être conclu entre les producteurs. Cet accord n'envisageait qu'une réduction de la production sans aucune convention relative aux prix ; néanmoins si les cours, en raison de la crise, continuèrent de baisser, il permit une diminution très sensible des stocks.

Le marché de la laine brute se présente à certains égards tout différemment parce que les propriétaires de moutons sont innombrables. Néanmoins, il est parvenu au stade de l'organisation nationale par suite du développement des ventes aux enchères publiques avec exposition des lots.

Les cinq gros pays producteurs ont tenté de conclure un cartel, pour réaliser une hausse des prix, mais ils virent se dresser contre eux les consommateurs qui envisagèrent comme moyen de résistance le développement de leur propre troupeau ovin.

L'organisation corporative est, par ailleurs, très

poussée : une Fédération internationale a été constituée en 1930, mais les possibilités de concentration ne semblent praticables qu'aux stades inférieurs de la production, la grande variété des qualités, les fluctuations de la mode s'y opposant très fortement plus loin. Le champ reste cependant large pour la réalisation d'ententes sur les conditions de vente, le dépistage des clients douteux, l'assurance-crédit et surtout pour la mise au point d'une documentation statistique.

Revenons maintenant au bois. Rien ne le rapproche du zinc, ni le nombre des producteurs, ni celui des qualités. Et si nous relevons que pour ce métal, seule une diminution de la production et des stocks a pu être obtenue par voie d'entente, à plus forte raison devons-nous nous montrer très modérés dans nos propres désirs.

Mais il peut au contraire se comparer sur bien des points à l'industrie des transformateurs de laine. Dans les deux cas nous rencontrons : un nombre abondant de manutentions, une concentration industrielle dont les possibilités sont limitées à certains stades (peignage pour la laine, produits transformés comme la cellulose, la pâte à papier pour le bois), négociants très souvent transformateurs (tels beaucoup de scieurs), grande variété de qualités adaptées à chaque produit fini.

Cette confrontation doit donc en définitive nous inciter à la sagesse et à la modération de nos désirs. Construisons bien et peu à la fois, au lieu de bâtir sur le sable, et appliquons-nous d'abord à créer effectivement une Fédération internationale pourvue d'un Institut de documentation et qui s'efforcera par

voie d'ententes à régulariser la production tout en mettant au point des questions accessoires importantes comme les usages, les classements, l'arbitrage.

Les jalons qui mènent à ces fins sont depuis longtemps posés et les étapes fixées d'une façon très précise :

1<sup>o</sup> Perfectionnement de l'organisation syndicale dans chaque pays et fondation d'une Fédération nationale dont le modèle devrait incontestablement être calqué sur le 26<sup>e</sup> Groupe français.

2<sup>o</sup> Agrégation des fédérations nationales en des ententes plus vastes : zone des Pays du Nord, zone de l'Europe Centrale, zone des Territoires tropicaux. Des ententes partielles ont déjà exercé une influence fort utile sur le marché de diverses matières comme le sucre, le blé, le caoutchouc, le cuivre, le pétrole. Elles habituent peu à peu les intéressés à des horizons plus vastes que ceux de leurs petites chapelles, elles préparent aux sacrifices nécessaires sans masquer par trop les bénéfices réclamés par un intérêt personnel immédiat. Nous tendons d'ailleurs actuellement vers ce stade et nous avons cité dans les pages précédentes plusieurs réalisations fort intéressantes nées dans le Nord ou le Centre de l'Europe.

3<sup>o</sup> But suprême : l'entente générale, apparaissant encore à peine au milieu des brumes ; celle que les pessimistes, au spectacle des petites jalousies, des petites manœuvres souterraines prophétisent impossible, mais qu'il faudra tout de même bien tôt ou tard réaliser.

La création immédiate d'un Office international de documentation ferait à notre avis avancer la question d'un grand pas, la résoudrait même probablement.

Lors du Congrès de 1931, pendant la discussion du rapport Augendre, M. René Barbier, dans une belle improvisation, préconisa la seule méthode propre, croyons-nous, à amener un résultat : la création d'un comité constituant qui fonderait d'autorité l'Office et couperait court aux tergiversations en plaçant les hésitants et les envieux devant le fait accompli. Déjà, en 1913, le Touring-Club de France avait lancé cette idée : qu'il nous soit permis de lui dire qu'il y aurait là pour lui une belle œuvre à entreprendre. Nous ne pensons pas que les frais de constitution seraient énormes : la munificence gouvernementale devrait se traduire, et ce sans dommage pour le budget par le don d'un local et, espérons-le, par une légère subvention : l'impulsion serait ainsi donnée et l'institution, que nous voudrions officieuse seulement, établie sous la forme désintéressée d'une association et non sous la forme syndicale, se révélerait, pensons-nous, rapidement indispensable et pourrait suivre une voie parallèle à celle que s'est tracé l'Institut de Rome, l'un se consacrant aux études de sylviculture, l'autre aux questions économiques, les deux groupements se devant de collaborer amicalement.

Mais, nous objectera-t-il, l'impossibilité de se mettre d'accord sur la ville qui devrait éventuellement accueillir l'Office a toujours fait échouer les pourparlers. Nous répondrons immédiatement que cette question n'a d'importance que pour de petits esprits. Certes, les arguments donnés au Congrès de 1931 par M. Augendre dans son rapport, en faveur de Paris, nous semblent pertinents. Que doit-on rechercher en effet ? Un pays à la fois producteur, transformateur, importateur et exportateur, un pays dont

l'organisation corporative soit déjà ancienne et solidement établie — une ville placée au centre du commerce international du bois, en liaison facile avec les Etats producteurs d'Europe et d'Amérique. L'unanimité devrait se faire sur le nom de notre Capitale. Mais n'insistons pas : si quelque mécène : particulier, association ou Gouvernement prend hardiment une telle initiative, nous croyons qu'il sera immédiatement suivi et que le succès récompensera son audace. L'Office, modeste à ses débuts, sera très certainement la cellule qui peu à peu grandira, deviendra le Siège du Bureau international du Bois et s'imposera bientôt à ses anciens détracteurs.

---

## Conclusion

---

Au moment de clore notre enquête sur la situation actuelle du marché forestier, de tirer un enseignement de la revue que nous venons de passer et, sinon de prédire l'avenir, du moins de l'envisager, nous sommes assailli par une hésitation profonde : le bois se relèvera-t-il de la crise intense qu'il traverse et peut-on espérer lui maintenir une place honorable dans l'économie contemporaine ?

A ces questions, les pessimistes répondent : « Le bois appartient au passé, il avait sa place dans un monde d'artisans et de petits producteurs, actuellement, son déclin est irrémédiable. » D'autres protestent, soutiennent qu'il reste indispensable, qu'il doit certes s'adapter à toutes les nécessités nouvelles, mais qu'il n'est pas prêt de mourir. Où est la vérité ?

Pour la découvrir, sérieux les problèmes, cherchons à comprendre et à discuter les arguments que l'on nous présente, ne réclavons rien au delà des possibilités et voyons objectivement si notre secret désir sera réalisable, si nous pouvons avoir foi dans l'avenir ; en un mot examinons les faits et inclinons-nous devant une conclusion qui s'imposera d'elle-même.

Les faits : dans toute notre étude, nous avons cherché à dépeindre la situation vraiment tragique dans

laquelle se débattait le bois et nous avons décelé les nombreuses erreurs commises par ses usagers.

Si la maladie dont souffre son marché ne tenait qu'à des causes générales dues à la crise mondiale, nous n'irions pas plus avant, estimant bien inutile de discuter de ce problème après tant de techniciens plus qualifiés que nous-même. Nous penserions simplement, en regardant en arrière que ce que nous appelons maintenant la théorie cyclique des crises, ce que nos aïeux dénommaient plus simplement les vaches maigres et les vaches grasses devrait nous convaincre de la fin de la dépression à une échéance plus ou moins éloignée par suite de l'élimination des entreprises les plus faibles, de la diminution des stocks et de la compression des prix de revient.

Mais le bois est atteint d'un mal qui lui est propre : les experts qualifiés l'ont tous admis.

Dans un proche passé, par suite évidemment de besoins importants mais passagers tels que la reconstitution des régions dévastées par la guerre, on a littéralement saccagé les forêts, on a abattu aveuglément les sujets de choix sans songer que l'on coupait ainsi son blé en herbe et que l'on ruinait l'avenir. Par ailleurs, le nombre des scieries s'est notablement accru, elles avaient besoin de matière première pour tourner : leur demande a fait monter les prix... c'était l'âge d'or que certains ont cru éternel. Malheureusement, la grande pénitence a promptement succédé à ces exagérations, par la simple application d'ailleurs de lois économiques élémentaires. Les besoins satisfaits, la demande se fit plus exigeante, baissa rapidement et les usines, grevées de lourdes charges par suite de leur équipement coûteux, virent les stocks

s'accumuler sur leurs chantiers et se déprécier. Les consommateurs, las de manquer de marchandise lorsque l'offre ne parvenait pas à suffire aux demandes, fatigués aussi de payer très cher, avaient recherché des produits de remplacement et en avaient trouvé : tels le fer et le béton dans la construction : nouveau coup porté au bois. Politiquement enfin, l'U. R. S. S. intervint sur le marché : ne cherchons pas les buts secrets de son gouvernement, constatons seulement. Rappelons-nous que l'accroissement annuel des forêts russes est estimé, d'après des calculs que nous pensons modérés, à 510 millions de m<sup>3</sup>. Heureusement, une faible partie de cette production formidable est exploitée et passe les frontières, mais cette fraction pourtant s'accroît d'année en année et submerge un monde déjà gorgé de bois. Une religion nouvelle, une mystique de la production pousse les Soviets à toujours agrandir leurs chantiers ; leurs prix de revient, par ailleurs, ne sont pas comparables, c'est l'évidence même, à ceux des Etats capitalistes ; leurs besoins d'argent, enfin, sont flagrants et les engagent à vendre à n'importe quelles conditions.

Comment les prix mondiaux pourraient-ils ne pas s'avilir en présence d'une telle organisation ?

Et sur ce corps malade vint pour comble s'abattre la crise générale dont chacun connaît tous les aspects. Une des principales ressources de beaucoup de particuliers, des collectivités et des Etats s'amenuisant dans une proportion considérable, comment s'étonner du pessimisme de certains et des prophéties que nous avons tous entendues concernant la mort du bois !

La sous-consommation achève de tuer le bois ; or, elle ne se guérit que par la reprise des marchés qui ont été perdus ou par la conquête de nouveaux débouchés.

Il est bien certain que d'autres matières ont éliminé en grande partie le bois de la construction, mais pas complètement d'ailleurs. Ainsi la confection du béton armé nécessite actuellement l'utilisation d'une grosse quantité de planches de coffrage. Et n'est-il pas permis de supposer que la mode est, pour une part tout au moins, responsable de cette désaffection. Qui nous dit que jamais un revirement favorable ne se produira et que nous ne reverrons plus ces beaux parquets aux tons si chauds, ces escaliers de chêne, ces meubles cossus qu'affectionnaient nos grands-parents. Pourquoi non, si nous savons faire notre propagande en faveur du bois, si nous nous adaptons aux goûts de la clientèle et si nous ne lui demandons que des prix modérés.

En ce qui concerne la possibilité de conquérir de nouveaux débouchés, nous pourrons, semble-t-il, prouver aisément que là se trouve véritablement la solution. Que le bois appartienne un peu au passé sous sa forme habituelle, peut-être, mais combien d'horizons lui seront par contre ouverts si nous savons en tirer tout ce qu'il peut nous fournir en profitant des découvertes scientifiques récentes. Il est permis, sans beaucoup d'exagérations, de dire qu'il est la matière première des produits les plus divers et les plus imprévus : soie artificielle et vernis par sa transformation en cellulose, papier, carton, résine, essence de térébenthine et dérivés, produits chimiques nombreux obtenus par distillation. Citons enfin les vastes espoirs

offerts par les essais tentés et réussis de camions marchant par gazogène : le bois remplaçant le pétrole et nous libérant du lourd tribut payé à l'étranger, ce rêve est parfaitement réalisable.

Bref, nous sommes, croyons-nous, dans une période délicate de « soudure », mais il est tout à fait permis de penser que d'anciens débouchés se retrouveront et que des nouveaux se révéleront très nombreux.

L'intérêt général commande d'ailleurs d'accorder une attention toute particulière aux forêts et d'accroître leur étendue. Ce serait nous exposer à des redites que de parler longuement de leur utilité : régularisation du régime des eaux, assainissement du sol, protection des montagnes contre les érosions, avantages pour la défense nationale, source de revenus. Cette dernière considération n'est à coup sûr pas négligeable ; c'est elle qui, bien entendu, frappe le plus les propriétaires particuliers, mais elle a sa valeur pour les grandes collectivités et pour les Etats eux-mêmes dont les budgets sont alimentés dans de fortes proportions par les revenus forestiers. Si l'on abandonne le bois, adieu les bénéfices qu'il nous apporte : les forêts, mal entretenues, perdront beaucoup de leur utilité, périliteront et tous nous souffrirons de cette carence.

Il faut donc que le propriétaire soit intéressé pécuniairement au bon entretien de son patrimoine et que tous les échelons de la production et du commerce trouvent dans leurs efforts un gain normal.

Mais il faut, bien entendu, demander en contrepartie aux bénéficiaires des exigences modérées, car les produits de remplacement, ainsi que de nombreux

exemples le prouvent, trouveront leur vogue dans le bois trop cher : question d'équilibre particulièrement délicate certes à une époque où les charges de la propriété, de l'industrie et du commerce sont énormes, mais question essentielle.

La cause est donc entendue, la forêt est malade, il faut la sauver.

Mais comment ?

Les distributeurs de remèdes n'ont jamais manqué pour toutes les affections et à toutes les époques ; malheureusement leurs drogues n'ont pas toujours été bonnes.

Cependant nous pouvons, en ce qui concerne le sujet qui nous préoccupe, nous appuyer sur l'autorité de médecins éprouvés.

Les mesures conseillées peuvent être envisagées sous deux aspects : politique et cultural.

En raison de l'importance sociale de la forêt, il n'y a en effet rien d'étonnant à ce que la face gouvernementale et administrative du problème soit de première importance : de bonnes lois peuvent faire beaucoup, de mauvaises peuvent tout détruire.

Or des mesures d'ordre législatif et fiscal doivent améliorer dans un laps de temps relativement court la situation des propriétaires forestiers.

*La contribution foncière* est souvent calculée selon le peuplement imaginaire qui pourrait croître sur la superficie plantée et non sur celui qui croît effectivement.

*Les droits de succession et de mutation* ne peuvent s'appuyer que sur des bases économiques et non sur des bases financières pures : ne faisons donc supporter à la forêt que les impôts qu'elle peut payer.

*Les conditions de transport* des bois par eau, route ou fer sont anarchiques, les tarifs sont brutaux et lourds, ils ne se distinguent pas entre les produits volumineux et bon marché et les articles de luxe. Des droits prohibitifs arrêtent la circulation et leur rapport serait certainement plus grand s'ils étaient plus sagement calculés.

*L'obligation de consommer des bois indigènes* dans les services publics reste lettre morte. Journallement, des exemples sont donnés d'administrations exigeant par routine des qualités provenant de l'importation alors que les essences nationales feraient parfaitement l'affaire. Certes, nul ne peut demander à un fonctionnaire des connaissances universelles, mais souvent un peu de bon sens suppléerait à son ignorance, il suffirait à l'acheteur d'examiner par principe s'il ne peut pas trouver sur place ce qu'il va chercher très loin, de se renseigner quelque peu et il serait bien souvent parfaitement servi par ses concitoyens eux-mêmes.

*La propagande* en faveur du bois est mal faite ; l'architecte a trop tendance, par snobisme, à le remplacer par le fer ; le particulier à se chauffer, en province, à la campagne, avec de la houille qui vient de loin tandis que les bûches pourrissent sur place dans la forêt voisine : soignons donc notre publicité.

Mais il ne suffit pas d'attendre toute amélioration de l'Autorité publique, il faut que les propriétaires fassent effort eux-mêmes pour accroître le rendement de leurs forêts, non par une surexploitation néfaste, mais par des mesures d'ordre cultural appropriées. Ces mesures, bien entendu, seraient inapplicables si de sages lois ne venaient pas les doubler pour contrain-

dre les récalcitrants à ne pas se livrer à des coupes abusives, mais au contraire à bien soigner leurs bois pour en assurer la pérennité.

Les buts à atteindre, à échéance lointaine, ne nous le dissimulons pas, sont d'obtenir le rendement le plus grand possible, en produits de valeur, avec le minimum de frais et dans le temps le plus court. Elles sont à la portée de tous les praticiens et les publications techniques ne se lassent pas de les énumérer et de les décrire (1).

Protection de la régénération naturelle des coupes.

Introduction d'essences à grand rendement.

Allongement des révolutions.

Limitation des exploitations.

Bon entretien du sol et soins culturaux tels qu'éclaircies et émondages.

Normalisation des procédés d'exploitation et des produits.

Un profane pourvu de quelque bon sens comprendrait que ce programme est absolument logique et s'étonnerait même qu'une gestion puisse être conduite autrement. Malheureusement, son étonnement serait d'un naïf car nombreux sont ceux qui ne savent pas faire fructifier leurs bois.

Le problème, dans ses grandes lignes, n'est pas posé différemment en France que dans les autres nations : il peut être seulement moins aigu chez nous que chez certains très gros producteurs, pour qui l'exportation du bois est une nécessité vitale. Les flatteurs nous disent que nous sommes un peuple de mesure et d'équi-

1. Voir en particulier la *Revue internationale d'Agriculture*. Rome, mars 1932.

libre : ils n'ont pas toujours tort ; le bois nous enrichit, mais avec bien d'autres matières et rien ne serait perdu s'il souffrait seul de la crise : on viendrait à son secours. Toutefois, notre situation de producteur, importateur et transformateur nous impose l'adoption de mesures propres et intéressantes à examiner.

Nous ne nous étendrons pas, puisque nous en avons déjà parlé précédemment, sur les avantages que nous retirerions, tout comme les autres nations d'ailleurs, d'une organisation internationale du marché ; nous regretterons simplement une fois encore que sa réalisation ne puisse être entrevue qu'à très longue échéance.

Mais nous voudrions dire quelques mots, avant de poser le point final, sur la protection apportée à notre commerce et à notre industrie du bois, sur sa valeur et ses effets. Un de nos anciens Présidents du Conseil disait à peu près, dans une formule qui n'avait de paradoxal que l'apparence : « Je ne me sens jamais aussi sûr d'avoir bien décidé que lorsque j'ai mécontenté tout le monde. » Et c'est bien vrai ! car il est humain que chaque individu réclame pour sa part le maximum d'avantages ; si on ne lui accorde pas tout, il proteste, mais au fond le dispensateur n'a ainsi donné à chacun qu'une part calculée en fonction de l'intérêt général et c'est de la somme des mécontentements individuels que naîtra la satisfaction de tous.

Or, nous avons en France des propriétaires, des exploitants forestiers, des scieurs, des importateurs, des négociants, des courtiers... et des consommateurs. Cette simple énumération nous dispensera d'insister sur l'opposition des intérêts en présence.

Nous produisons beaucoup de bois, mais nos besoins

sont très grands et pour éviter le grand malheur des exploitations abusives il importe de laisser pénétrer les bois étrangers mais dans la mesure seulement où nous ne pouvons, soit en quantité, soit en qualité, donner satisfaction aux besoins. Le procédé élémentaire et naturellement appliqué a toujours été le jeu des droits de douane. Mais, pendant et depuis la guerre, pour toutes les raisons que nous nous sommes efforcé d'exposer à nos lecteurs, les moyens classiques se sont révélés nettement inefficaces.

La France est devenue depuis quelques années, c'est une gloire dont nous nous passerions, un des rares pays qui paye ses dettes : aussi tous les producteurs étrangers à court d'argent ont-ils été tentés de déverser chez nous leurs stocks, stocks considérables pour les raisons que nous avons dites : crise, arrêt de la construction, suppression du marché allemand qui, gros importateur en temps normal n'a presque plus acheté, obstacles mis par les pays débiteurs à l'exportation des devises, même pour payer des dettes étrangères.

Un nouveau producteur, et non des moindres, s'est révélé : la Russie, fournisseur d'avant-guerre mais qui avait laissé prendre sa place par ses concurrents pendant de longues années. Et une Russie étrange qui, pourvue de ressources forestières incalculables a fait de la production, pour des fins que nous ne rechercherons pas ici, une religion. Dumping ou seulement adaptation des prix à la situation mondiale : question de mots ; le fait est là, les bois soviétiques ont achevé d'embouteiller un marché déjà pléthorique.

Si donc en France les importateurs et les consommateurs se félicitaient, les uns de l'abondance des lots

dont on leur proposait l'achat, les autres des bas prix proposés ; par contre les producteurs, et parmi eux l'Etat, les Communes et les Etablissements publics, les exploitants, les scieurs, voyaient avec désespoir les prix s'amenuiser chaque jour davantage et les stocks invendus s'accumuler. Nous savons tous que le Gouvernement décida d'agir par l'application de la loi de cadenas au bois, l'élévation des droits de douane et de la taxe à l'importation, la mise en vigueur de contingents, pour limiter l'entrée des bois étrangers.

De telles mesures soulevèrent évidemment des critiques et naturellement leur application ne fut pas toujours parfaite : il y eut des Etats favorisés, des Etats fraudeurs, des passe-droits et des tractations louches. On cite partout l'exemple de telle nation dont les produits sont taxés au tarif général des douanes, et qui trouve avantageux de faire entrer ses bois par le canal d'un autre pays, non producteur, mais qui jouit malgré tout d'un contingentement proportionnellement très élevé.

On objecte avec beaucoup de raison que la fermeture des frontières met en chômage de nombreux travailleurs des ports occupés au déchargement des navires et atteint lourdement les importateurs, que les décisions prises appellent de la part d'autres Etats des mesures de rétorsion préjudiciables au marché de diverses matières. Toutefois, ce ne serait que déplacer le problème sans le résoudre si l'on frappait les exploitants au bénéfice des importateurs, au lieu de frapper les importateurs au bénéfice des exploitants.

Cependant, le Gouvernement lui-même semble prendre nettement parti. Le 25 août dernier, recevant

une délégation des importateurs de bois du Nord qui venait lui présenter ses doléances, M. le Président du Conseil a déclaré :

« La politique du contingentement a fait faillite. Elle pèse lourdement sur notre balance commerciale.

Elle limite nos exportations.

Elle rend impossible la tâche des gouvernants qui examinent avec attention tous les intérêts en jeu, mais qui n'arrivent plus à discriminer dans quelle mesure ils doivent répondre aux doléances souvent justes des producteurs et des importateurs. »

Et M. Herriot a paru être partisan de l'abrogation des décrets de contingentement pour s'engager dans la voie d'une augmentation des droits de douane et d'un remaniement complet des traités de commerce, sur la base du principe suivant : « J'achète à qui m'achète. »

Reconnaissant lui-même les effets du dumping russe en un exemple saisissant, il ajoutait :

« En 1931, les Russes ont exporté pour 700 millions de produits en France ; par contre notre pays ne leur a vendu que pour 20 millions. Le rapprochement et la comparaison judicieuse de ces deux chiffres sont suffisamment éloquents pour justifier l'opportunité de modifier une politique commerciale. »

Par ailleurs, dans un discours prononcé récemment, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie a précisé les grandes lignes de la politique commerciale du Gouvernement. Il a montré comment devait évoluer le système des contingents pour faire place à un tarif douanier et à des accords commerciaux mieux adaptés aux circonstances économiques d'aujourd'hui.

Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que depuis toujours les points de vue des Ministères de l'Agriculture et du Commerce ont été en opposition à ce propos, le premier voulant contingenter, le second souhaitant des négociations et des accords particuliers de nation à nation.

Les forestiers ne comprendraient cependant pas à l'heure actuelle que les agriculteurs soient l'objet d'une sollicitude extrême et puissent, à l'abri de barrières solides, vendre leur blé à des prix rémunérateurs tandis qu'eux-mêmes verraient l'afflux des bois étrangers les ruiner. Le cas est absolument le même : nous avons besoin chaque année d'un complément que ne peut fournir la production nationale, qu'on l'importe, mais qu'on n'importe pas davantage.

En fait, le contingentement protégera-t-il encore longtemps la forêt française ? Il serait téméraire de l'affirmer, mais nous n'hésitons pas cependant à préconiser très nettement son maintien provisoire au cours des temps troublés que nous traversons, afin d'éviter l'abandon de nos bois à eux-mêmes, la ruine de nombreux exploitants et négociants et la mise en chômage de leur personnel.

Mais nous n'entendons nullement réclamer une cristallisation des méthodes actuelles sans tenir compte des corrections qu'une expérience assez longue déjà peut nous conseiller. Nous voyons très bien par exemple un contingentement global annuel, s'appuyant d'une part sur les possibilités de nos forêts, de l'autre sur nos besoins et à l'abri duquel des négociations pourraient s'engager avec les autres nations pour réserver un pourcentage de faveur à nos amis et bons clients.

Les accords commerciaux réalisés depuis la guerre nous ont-ils d'ailleurs donné complète satisfaction ? Non : M. le Président Herriot l'a reconnu lui-même et l'on ne peut pas dire par exemple que nos ententes avec l'Allemagne et avec la Russie aient été un grand succès ; notre balance commerciale avec ces pays est outrageusement déficitaire. Les conventions conclues par des négociateurs qui ne se sentent pas bridés par des prescriptions impératives sont extrêmement dangereuses, et les exemples fourmillent d'erreurs répétées que nous payons lourdement. Quelle est, par exemple, la valeur de cette clause de la nation la plus favorisée qui est devenue de style dans tous les traités de commerce, qu'a bien pu nous rapporter la consolidation tarifaire que nos cocontractants ont trop souvent réussi à faire glisser dans les accords et qui nous lie les mains lorsque nous voulons modifier l'ensemble de notre tarif douanier : elle est devenue contre nous un moyen de chantage !

Il faut donc, lorsqu'on discute, mettre un frein aux libéralités par une contrainte supérieure, et un contingentement amendé, mesure de transition d'une certaine durée prise pour permettre à la production de s'adapter à une situation économique troublée, nous semble, pour cet objet, particulièrement recommandable pendant un certain temps encore.

Le Conseil national économique a institué une commission permanente qui procède à l'étude de la politique française des échanges internationaux. Cette commission vient d'adopter les conclusions d'un rapport de M. Ad. Boissard, Inspecteur des Finances, et il nous est particulièrement agréable de nous rencontrer sur bien des points avec cet éminent économiste, qui écrit :

« La situation anormale d'un grand nombre de pays rend encore obligatoire le maintien temporaire de mesures de défense de l'économie nationale. A ce point de vue, les droits de douane ne peuvent assurer une protection suffisante que par une réadaptation des tarifs...

« Quant au contingentement, il a été un procédé de défense dont l'efficacité, dans une période critique, doit être recon- nue...

« Il doit être considéré comme une mesure transitoire, rendue actuellement indispensable par la lutte économique...

« Quant à la politique contractuelle, qui a toujours été un élément important de la politique douanière française, elle comporte la révision des principaux accords actuellement en vigueur ; celle de l'accord franco-allemand paraît, en particulier, justifié par le déséquilibre de plus en plus accentué de nos échanges avec l'Allemagne.

« La conclusion de nouvelles conventions pose le problème du maintien de la clause de la nation la plus favorisée. Cette disposition, qui a été justement critiquée, n'en paraît pas moins constituer l'élément indispensable d'une politique d'accords commerciaux dans une situation économique normale. Mais l'expérience commande d'en limiter le champ d'application. »

Mais, si le marché du bois réclame avec raison une protection efficace, il ne faut pas que ses dirigeants sombrent dans l'erreur en espérant un Etat-Providence subvenant à tout. Cette illusion dangereuse se doublerait d'une impossibilité et ne serait pas digne de commerçants et d'industriels sérieux. Il faut, non doter ceux-ci d'une organisation, puisqu'ils la possèdent déjà et l'ont remarquablement mise au point, il faut exclusivement l'entente de tous et nous nous sommes assez étendu sur ce point dans le précédent chapitre pour ne pas insister davantage.

Comme l'a parfaitement dit une des personnalités les plus éminentes du monde du Bois, c'est en faisant

abstraction de nos petites rivalités, en les immolant sur l'autel du sacrifice pour ne considérer que le bien général et l'harmonieux équilibre des intérêts contradictoires, que nous permettrons à cette Grande Famille de vivre et à la Forêt française de faire à jamais célébrer par tous le culte de la Beauté et de la Poésie sous ses vertes frondaisons.

Vu : le Président de la thèse,  
W. OUALID.

Vu : le Doyen,  
BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :  
le Recteur de l'Académie de Paris,  
S. CHARLÉTY.

---

## Appendice

---

### Congrès de Paris 1900

---

#### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

##### PREMIÈRE SECTION. — *Economie Forestière.*

A. — Traitement des forêts de sapin, transformation en sapinières des taillis à faible rendement situés en région montagnieuse : MM. Mer, Huffel, Bouvet (sur les mémoires de M. Runacher), Mélard.

B. — Conséquences physiologiques et culturales des éclaircies : MM. Boppe (sur le mémoire de M. Broillard), Mer.

C. — Utilité de la culture du sol dans les coupes à régénérer : labour à la charrue, crochetages avec ou sans répandage artificiel de semences : MM. Charlemagne, le même sur la brochure de M. Prouvé « Régénération par plantation des coupes de futaie », Broillard (sur le mémoire de M. Muller), Lamey (sur le mémoire de M. Muller également), Pétraschek (communication sur le développement de la sylviculture en Bosnie et Herzégovine).

D. — Traitement des taillis sous futaie en vue d'augmenter la production du bois d'œuvre : MM. Broillard (sur les mémoires de M. Watier et de M. Runacher), Mélard.

E. — Déficit ou excédent de la production forestière dans les diverses régions du globe ; étude du mouvement des importations et des exportations : M. Mélard.

F. — Législation des terrains en montagne ; législation forestière internationale : M. Guyot.

G. — Examen général au point de vue du peuplement forestier des essences exotiques acclimatées ou naturalisées : M. Pardé (sur les mémoires de M. de Vilmorin), M. Tanassesco (communication sur les forêts de Roumanie), M. de Vilmorin (sur les mémoires de M. Cannon et de M. Pardé), M. Cl. Sarcé (proposition sur l'abaissement des délais de transport des plants).

*Documents déposés en annexe.*

a) M. Ant. Runacher : Traitement du sapin. Utilité et nécessité des stations de recherche.

b) M. Ch. Broillard : Des résultats de l'éclaircie.

c) M. P. E. Muller : De la culture du sol dans les coupes de régénération.

d) M. H. Watier : Traitement des taillis sous futaie en vue d'augmenter la production du bois d'œuvre.

e) M. Ant. Runacher : Sur le même sujet.

f) M. de Vilmorin : Enumération d'exemplaires d'arbres forestiers exotiques existant sur le territoire de la France continentale.

g) M. Cannon : Culture d'arbres exotiques aux Vaux.

h) M. Pardé : Les principaux végétaux ligneux exotiques au point de vue forestier.

i) Résultats à ce jour des recherches entreprises sur les éclaircies et les coupes claires à la station d'expériences de Mariabrunn.

DEUXIÈME SECTION. — *Influence des forêts au point de vue du maintien des terres, du régime des eaux et des phénomènes météorologiques.*

A. — Météorologie forestière : M. Jolyet.

B. — Influence des forêts sur les eaux souterraines dans les régions de plaine : MM. Henry, Servier.

C. — Restauration des montagnes et correction des torrents : MM. Kuss, Fabre.

D. — Travaux de protection contre les avalanches et mesures défensives contre les dégâts causés aux propriétés inférieures par les eaux provenant des glaciers (Exemple : Catastrophe de Saint-Gervais) ; MM. Mougin, Coaz, Bürkli, Puig y Valls.

E. — Améliorations pastorales, fruitières. Réglementation des pâturages : M. Cardot.

F. — Défense contre les érosions de l'Océan. Voies de vidange dans les forêts de dunes : M. Violette.

G. — Mise en valeur par le boisement des terrains incultes et des terres épuisées : MM. Tessier, Kiss de Nemesker, Leddet, Boucard.

H. — Défense contre les incendies : MM. Delassasseigne, Roland-Gosselin.

*Documents déposés en annexe.*

M. B. A. Bargmann : la forêt et le danger des inondations : « la forêt doit être mise sous la protection de tous ».

TROISIÈME SECTION. — *Application des sciences  
à la sylviculture.*

A. — Unification internationale des mesures de cubage pour les bois d'œuvre. Formes géométriques des tiges d'arbres. Procédés de cubage : M. Jullien (sur les travaux de M. Adrian), M. Thézard (sur la notice de M. Devarenne).

B. — Avantages comparatifs du bois et du fer (durée, conservation, résistance) : M. Demorlaine.

C. — Utilisation des déchets des exploitations, poêles à combustion lente, distillation, fabrication d'alcool, pâte à papier : MM. Pagès, Buisson (sur le mémoire de M. Martin), Houdant.

D. — Sols forestiers. Cartes botanico-forestières : MM. Van Schermbeck, Marion, Guffroy (sur le mémoire de M. G. Grim-

blot), Thézard (sur le mémoire de M. Jeutsch), Guffroy, Guffroy et Léveillé, Flahaut, Mélard (sur le mémoire de M. Guffroy), Thézard.

E. — Amélioration des transports forestiers : M. Thierry.

*Documents déposés en annexe.*

a) M. Devarenne : cubage sans tarif des arbres sur pied et abattus.

b) M. Martin : utilisation de la sciure de bois pour le développement des clichés photographiques.

c) M. Georges Grimblot : Truffes et trufficulture.

d) M. Ch. Guffroy : Répartition des forêts de France.

---

## Congrès de Paris 1913

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

#### PREMIÈRE SECTION. — *Technique forestière et sylviculture.*

Présidence de M. C. Girerd, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, Vice-Président de la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture.

Rapport Umbdenstock : Enseignement sylvicole et sylvo-pastoral. Propagande en faveur de l'Arbre et de l'Eau. Sociétés scolaires forestières. Fêtes de l'Arbre. Encouragements et récompenses à la sylviculture.

Communication Ricardo Codorni : La fête de l'Arbre en Espagne.

Rapport Guinier : Répartition des végétaux ligneux en France.

Communication Durand : Considérations sur le déboisement.

Rapport Hickel : Essences forestières et naturalisées.

Rapport Schaeffer : Amélioration des taillis à faible rendement situés en plaine ou en montagne par l'introduction de résineux.

Rapport Demorlaine : Allongement des révolutions des taillis et taillis sous futaie. Diminution de la proportion des bois de petite dimension. Conversion des taillis et taillis sous futaie en futaie.

Communication Cuif sur le même sujet.

Communication Raverdeau : Introduction du peuplier dans les taillis.

Communication Vadas : L'acacia.

Rapport Jolyet : Les taillis d'acacia.

Rapport Mangin : Le châtaignier.

Communication Pellequer : Le châtaignier en Lozère.

Communication Marcillac : Le châtaignier.

Communication Camus : Le châtaignier.

Rapport Mangin : Le noyer. Sa disparition, les moyens d'y remédier, la nécessité de donner une nouvelle extension à sa culture.

Rapport Caquet : Les engrais chimiques en sylviculture.

Communication Chancerel : Le rôle du calcium dans la végétation forestière, son action sur les jeunes plants ligneux.

Communication Cuif : L'influence des engrais en pépinière.

Rapport Chaplain et Umbdenstock : les forêts coloniales.

Rapport Rey : La collaboration des forestiers au service de la météorologie agricole.

Communication Rousset : Projets de dispositions légales et de police pour la conservation des bois contre les incendies.

Communication Cuif : La météorologie comparée, agricole et forestière.

Communication Monin : La connaissance des bois sur pied. Un dendromètre nouveau.

Communication Massot : La diminution des risques d'incendie.

Communication Girard : Les incendies de forêts.

Rapport Caquet : La capitalisation forestière.

Communication Marchal : La sauvegarde des forêts contre l'incendie par des plantations ignifuges.

Communication de Montmorency-Morrès : Sur les incendies volontaires.

Communication Marcillac : Une disparition qui commence : le mûrier.

Communication Michaud : L'oiseau et la forêt.

## DEUXIÈME SECTION. — *Economie et Législation forestière.*

Présidence de M. Vivier, Conservateur des Eaux et Forêts,  
Directeur de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts.

Rapport Deroye : Assurances contre l'incendie.

Communication Vidal : Les incendies de forêts dans les Maures et l'Estérel.

Rapport Huffel : La législation forestière comparée. Le rôle forestier de l'Etat. Comparaison entre les différents pays.

Rapport Guyot : L'établissement des forêts de protection.

Rapport Guyot et Rouleau : L'intervention de l'Etat dans la gestion des bois particuliers. Législations diverses réglant cette intervention.

Rapport Arnoult : L'impôt forestier.

Rapport Margaine : Lignes, syndicats et caisses de crédit forestier.

Rapport Vivier : Utilité de l'acquisition par l'Etat, les Communes et les autres collectivités publiques, les Etablissements ou Associations d'utilité publique, de forêts ou terrains à reboiser. Mesures législatives, administratives et financières à prendre pour faciliter cette acquisition.

Communication Blondeau sur la même question.

Rapport de Nicolay : Utilité pour les syndicats de propriétaires de créer un office forestier international.

Communication Cuif : Les stations de recherches forestières.

Rapport Madelin : La production forestière dans les divers pays du globe.

Rapport Villame : Les droits de douane.

Rapport Villame : Le transport des bois.

### TROISIÈME SECTION. — *Technologie forestière.*

#### *Commerce et Industrie du bois.*

Présidence de M. Paul Poupinel, Président de la Chambre syndicale des bois de sciage et d'industrie ; Vice-Président du Syndicat général du Commerce et de l'Industrie.

Rapport Rachet : L'exploitation des bois.

Rapport P. Lièvre : L'outillage.

Rapport E. Rizier : L'utilisation des bois. Bois bruts. Chauffage. Charbon. Etais de mine.

Rapport Caquet : Utilisation des menus bois par les nouveaux procédés chimiques et mécaniques.

- Rapport G. Artus : Les plantations des routes.  
Rapport Pelletier de Martres : Les poteaux télégraphiques.  
Rapport Rotival : Bois équarris. Poutres. Charpentes. Traverses.  
Rapport P. Coulet : Les subventions industrielles.  
Rapport R. Barbier : La conservation des bois.  
Rapport Simon : Les bois utilisés dans l'industrie des allumettes pour le débitage ou la confection des boîtes.  
Rapport Marcel : Les emplois divers du bois.  
Rapport Puteaux : Les bois de sciage. Outillage. Débit. Menuiserie. Pavés.  
Rapport Bocquet : Les produits accessoires. Déchets de bois. Utilisation des sciures.  
Rapport Hirsch : Bois de fente. Bardeaux. Merrains.  
Rapport Hirsch : Ecorces. Tanin. Extraits tanniques. Liège.  
Rapport Duchemin : L'industrie des résines et la carbonisation des bois en vase clos.  
Communication Cuif : Gemmage du pin noir d'Autriche et du pin sylvestre en Meurthe-et-Moselle.  
Communication Laroquette : La fraude de l'essence de térébenthine.  
Communication Shozaburo Minura : Les produits accessoires importants des forêts du Japon.

QUATRIÈME SECTION. — *Grands travaux forestiers.*

Présidence de M. E. Pluchet, ancien Président de la Société Nationale d'Agriculture, Président de la Société des Agriculteurs de France.

- Rapport Cardot : Les améliorations pastorales.  
Communication Barrel : Défrichement et mise en valeur des terres (Discussion sur les Communaux).  
Rapport Mougin : Les grands travaux : barrages, dérivations, canalisations, tunnels. Restauration des montagnes : lutte contre les torrents et les avalanches.  
Rapport Bernard et Guinier : Les petits travaux : enherbement et débroussaillage.

Communication Larue : Les facultés de reboisement des divers facies géologiques.

Communication de Roquette-Buisson : La question sylvo-pastorale.

Communication Rath : Un nouveau foret pour la plantation en motte.

Rapport Pardé : Les tourbières et marécages.

Communication Hergott : Les reboisements dans l'Arrondissement de Toul.

Communication Vallet : La culture de l'osier.

Rapport P. Buffault : Les dunes. Leur fixation. Leur reboisement. Défense contre la mer. Moyens d'action donnés par la législation actuelle. Mesures législatives à prendre.

Communication Lippens : Sur le reboisement des dunes belges.

Communication Ricardo Codorniu : Fixation et reboisement des dunes en Espagne. Correction des torrents et restauration des montagnes.

Rapport de Peyrelongue : L'alliance de l'arbre et de l'eau. Lutte contre les inondations.

Communication Grand d'Esnon : Les plantations de pin sylvestre dans la Champagne pouilleuse.

Communication de Rouvray : Alliance de l'arbre et de l'eau. Lutte contre les inondations.

CINQUIÈME SECTION. — *De la forêt dans le développement du tourisme et l'éducation esthétique des peuples.*

Présidence de M. Ed. Chaix, Président de la commission du Tourisme de l'Automobile-Club de France.

Rapport Géneau : L'éducation forestière du public.

Communication Delleville : La forêt dans le développement du tourisme et l'éducation esthétique des peuples.

Rapport Changeur : La beauté du pays par la forêt.

Rapport Flahaut : Les jardins alpins et les arboretums.

Rapport Sinturel : La beauté des routes.

Communication Alberto Geisser : Défense des monuments et des paysages en Italie.

Rapport Beauquier : La beauté des paysages.

Communication Hoerter : L'affichage dans les forêts.

Mesures à prendre.

Rapport Dupuich : La beauté des cours d'eau.

Rapport Thiollier : L'aménagement des forêts en vue du tourisme.

Rapport Gouilly : L'aménagement des forêts en vue du tourisme.

Rapport Mathey : Les parcs nationaux.

---

## Congrès de Bratislava 1923

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

#### COMMISSION A. — *Statistique.*

M. Karel Simian, Directeur Général des forêts et des biens de la République Tchécoslovaque : La statistique internationale forestière au point de vue de la sylviculture, de l'exploitation et du commerce des bois.

M. Ch. Hauser, Directeur de Société : Etude statistique du bois dans les pays européens exportateurs.

M. Ch. Baiersdorf, Directeur du Journal *Holzmark* de Vienne : Les voies fluviales navigables et leurs relations avec le commerce du bois.

M. Al. Kubice, Ingénieur : Les rapports et intérêts reliant l'exploitation forestière avec le commerce et l'industrie du bois.

#### COMMISSION B. — *Unification des usages.*

M. Van Leer, Industriel : Unification des dimensions et des classements des bois.

M. Vojtech Keleman, Conseiller supérieur forestier : Le commerce du bois et les possibilités d'une réglementation internationale.

M. J. F. Hoeckstra, Industriel : L'unification des usages commerciaux du bois.

COMMISSION C. — *Tarifs de transport. Douanes.  
Crédits. Changes.*

M. Silberstein, Chef de maison : Le crédit international dans le commerce du bois et les questions de change.

M. Zaoral, Ingénieur : Les tarifs de transport du bois.

M. F. Pavlovski, Ingénieur : L'exportation et l'importation des bois.

COMMISSION D. — *Constitution d'une Union  
internationale du bois.*

M. S. Siegel, Secrétaire Général de la Société Danubia : La fondation d'une union internationale des syndicats du bois.

M. H. Brauner, Secrétaire du syndicat général des bois de Grande-Roumanie : La situation forestière de la Roumanie. Son organisation. Son attitude envers l'Union internationale.

---

## Congrès de Lyon 1924

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

M. Vasse, Secrétaire Général de la Fédération des syndicats du Commerce des bois de France : La main-d'œuvre et les assurances forestières.

M. Delicourt, Président de la Chambre syndicale des bois de Compiègne : L'exploitation forestière.

M. Videau, Vice-Président du syndicat des importateurs de bois coloniaux à Bordeaux : Les transports des bois par mer.

M. Peltier, Président du syndicat des marchands de bois de Meurthe-et-Moselle, Vice-Président de la Fédération des syndicats du commerce des bois de France et des industries qui s'y rattachent : Les transports par voie ferrée.

M. Bailly, Délégué de la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois d'industrie : La vente des bois coloniaux en France.

M. Brauner, Directeur du Journal *Monitorul Forestier* de Bucarest : Les ressources forestières de la Roumanie.

M. Mathey, Conservateur des Eaux et Forêts en retraite : La forêt, le reboisement, l'éducation forestière du public, la forêt au point de vue touristique.

M. le Dr Arato, Directeur du Journal *Carpathia* : La fondation d'une Union internationale des syndicats du bois.

M. Cotta, Inspecteur supérieur des forêts d'Italie : La crise du bois et la nécessité de mesures à adopter en commun par les pays importateurs du Midi de l'Europe.

M. l'Inspecteur général Fédéral suisse : La crise du bois et ses remèdes.

MM. Delest et Cassagneau, Négociants en bois à Bordeaux : L'utilisation du Pin des Landes.

## Congrès de Grenoble 1925

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

#### PREMIÈRE SECTION. — *Législation.*

Présidence de M. Antoni, Inspecteur général des Eaux et Forêts.

##### *Programme :*

- I. — Dispositions législatives existantes ou à envisager au point de vue du rôle physique des forêts.
- II. — Dispositions législatives existantes ou à envisager au point de vue du rôle économique des forêts.
- III. — Dispositions législatives existantes ou à envisager pour la protection générale des forêts.

Rapports de MM. : Geneau, Inspecteur Général des Eaux et Forêts : L'extension des villes et l'aliénation des forêts domaniales.

Ch. Kaan, Secrétaire d'Etat, Directeur Général des forêts de Hongrie : La réglementation internationale de l'utilisation des forêts au service de la prospérité générale et du régime des eaux.

Guilly, Inspecteur des Eaux et Forêts : Note au sujet du défrichement.

Roger Pallu, Inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts : L'assurance mutuelle agricole contre l'incendie appliquée aux forêts d'essences résineuses.

#### DEUXIÈME SECTION. — *Commerce des Bois.*

Présidence de M. Louis Sébastien, Membre de la Chambre de Commerce de Paris, Président de la Fédération des syn-

dicats du Commerce et de l'Industrie des bois de Paris et de sa région.

*Programme :*

I. — Commerce des bois.

II. — Questions ouvrières.

Rapports de MM. : René Barbier, Président du Groupement général du Commerce et de l'Industrie du bois en France. Nécessité d'une entente entre les divers organismes internationaux et utilité de la création d'un organisme international.

Arnould, Conservateur des Eaux et Forêts : Mercuriale des bois (Unification de la nomenclature des produits).

E. Toussaint, Inspecteur des Eaux et Forêts : Abatage et tronçonnage mécanique des arbres.

L. Besset, Président de la Chambre syndicale du sciage et du travail mécanique du bois : Les machines à bois.

A. Collin, Président honoraire fondateur de la Chambre syndicale du sciage et du travail mécanique du bois : Accidents du travail dans le commerce, l'industrie du bois et les exploitations forestières.

Crestin, Professeur à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts : Le transport des bois par voies ferrées étroites, par plans inclinés et par câbles.

G. Videau, Vice-Président du syndicat des importateurs de bois coloniaux à Bordeaux : Les transports maritimes et fluviaux.

A. Brugneaux, Membre de la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois d'industrie : Différents modes de cubage et mesures en usage dans le commerce des bois, pour grumes et sciages.

M. Vasse, Secrétaire Général de la Fédération des syndicats du commerce des bois de France : La loi de huit heures dans le commerce et l'industrie du bois.

P. Rosenmark, Administrateur-directeur du Comité des bois, membre du bureau de la Chambre syndicale des bois à ouvrir, des bois de sciage et d'industrie : Régime douanier.

J. Randon, Membre de la Chambre syndicale des bois à

œuvrer, des bois de sciage et d'industrie : Cubage des bois en grume et débités. Mesures en usage dans le commerce des bois.

TROISIÈME SECTION. — *Utilisation du bois.*

*Matières de remplacement.*

Présidence de M. Bergès, Vice-Président du syndicat des pâtes à papier.

*Programme :*

Le bois dans la construction.

Utilisation dans le meuble et l'ébénisterie.

Utilisations diverses du bois.

Le bois dans la fabrication du papier.

Utilisation chimique du bois.

Rapports de MM. : Hugron, Ingénieur en chef des services de la vérification du matériel des P. T. T. : Différents procédés employés actuellement pour la conservation des poteaux en bois.

X... Statistique relative aux traverses de chemin de fer.

Bergès, Vice-Président du syndicat des pâtes à papier : Bois de papeterie et matières de remplacement.

Jagerschmidt, Inspecteur des Eaux et Forêts : L'utilisation du bois et du charbon de bois comme carburant.

Magnein, Inspecteur principal des Eaux et Forêts : Les appareils mobiles pour carbonisation des bois en forêt.

Monnin, Conservateur des Eaux et Forêts : Le bois dans l'aviation.

QUATRIÈME SECTION. — *Bases scientifiques de l'art forestier.*

*Enseignement forestier.*

Présidence de M. Flahaut, de l'Institut.

Rapports de MM. : Oudin, Inspecteur des Eaux et Forêts : Les recherches expérimentales de sylviculture de la Station de recherches et expériences de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts.

H. Perrin, Inspecteur des Eaux et Forêts : Bases scientifiques de la sylviculture.

P. Buffault, Conservateur des Eaux et Forêts : La limite supérieure de la végétation forestière.

M. Bouvet, Président de la Société forestière de Franche-Comté et des Provinces de l'Est : La Société forestière de Franche-Comté et des Provinces de l'Est.

CINQUIÈME SECTION. — *Augmentation de la production.*

*Aménagement. Sylviculture. Reboisement.*

Présidence de M. le Général Chevalier.

Rapports de MM. : Salvador, Inspecteur des Eaux et Forêts : Le reboisement des Alpes méridionales au point de vue économique.

P. Buffault, Conservateur des Eaux et Forêts : Note sur la végétation du pin maritime du Sud-Ouest.

P. Biquet et V. Capoduoro, Inspecteurs principaux des Eaux et Forêts : La pratique du gemmage dans les pineraies du Sud-Est et l'adaptation de cette pratique aux aménagements en vigueur.

Huffel, Sous-Directeur honoraire et Professeur à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts : Origine, extension et décadence du taillis sous futaie ; la futaie claire.

H. Perrin, Inspecteur des Eaux et Forêts : Traitement des futaies régulières, idées modernes sur les éclaircies.

Jolyet, Professeur à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts : Accroissements comparés d'un certain nombre d'essences exotiques cultivées dans l'arborétum de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts.

Parde, Directeur de l'Ecole forestière des Barres : Essences exotiques et naturalisées, cas dans lesquels il peut être intéressant de les employer.

Bauby, Inspecteur Principal des Eaux et Forêts : L'utilisation du cyprès chauve pour le reboisement des marais de la région méditerranéenne française.

Salvador, Inspecteur des Eaux et Forêts, et de Monchy et Reynier, Inspecteur et Inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts : Monographie du cèdre dans le Midi de la France.

F. Baro, Professeur à l'Ecole des Ingenieros de montès,

Madrid : La culture du peuplier dans la steppe salée de Lérida (Espagne).

P. Buffault, Conservateur des Eaux et Forêts : Le reboisement des terrains calcaires dans le Périgord, le Quercy et l'Agenais.

A. Stella, Directeur général des Eaux et Forêts du Royaume d'Italie : Un coup d'œil sur la sylviculture italienne, eu égard surtout aux méthodes de traitement et aux essences les plus employées pour l'amélioration de la production ligneuse.

H. Mercier, Ministre des Terres et Forêts de la Province de Québec (Canada) : Les forêts de Québec, leur administration et la législation relative à leur exploitation et traitement.

A. Bédard, Directeur de l'Ecole forestière de Québec : Les forêts de Québec, leur composition et leur possibilité.

J. P. van Lonkhuyzen, Directeur de la Nederlandsche Heidemaatschappij Arnhem (Hollande) : Boisement et amélioration des terrains improductifs aux Pays-Bas par l'initiative particulière.

SIXIÈME SECTION. — *Torrents. Glaciers.*  
*Avalanches. Pâturages de montagne. Dunes.*

Rapports de MM. : Harle, Inspecteur-adjoint des Eaux et Forêts : Etude des précipitations à diverses altitudes dans le massif du Pic du Midi de Bigorre pendant l'année 1923-1924.

Rey, Inspecteur des Eaux et Forêts : La question pastorale.

P. Buffault, Conservateur des Eaux et Forêts : Doit-on supprimer la transhumance ?

De Rochebrune, Inspecteur des Eaux et Forêts : Les torrents de Savoie.

Bourguet, Inspecteur principal des Eaux et Forêts : Les déboisements du Ballon d'Alsace et les variations du régime hydraulique.

M. Billet, Inspecteur des Eaux et Forêts : Les forêts du bassin de la Seine et le régime de ce fleuve.

SEPTIÈME SECTION. — *Bois coloniaux.*

Présidée par M. G. Capus, Ancien Directeur de l'Agriculture, des Forêts et du Commerce de l'Indo-Chine.

Rapports de MM. : Agence Economique de l'Indo-Chine : Les ressources forestières de l'Indo-Chine.

Agence Economique du Gouvernement général de l'Afrique Equatoriale française : La forêt équatoriale africaine.

Dornier, Administrateur en chef des colonies : Note sur la forêt du Cameroun.

Luc, Ingénieur en chef d'agriculture coloniale : Les bois de Madagascar.

A. Magnein, Inspecteur principal des Eaux et Forêts : Aménagement et traitement des forêts coloniales.

Chef de bataillon du génie Mornet : La grande forêt équatoriale, son aspect physique et topographique, les difficultés de la pénétrer et d'y circuler, problème des transports.

A. Bertin, Conservateur des Eaux et Forêts : Extraits des rapports présentés.

Charles, Président de la Chambre syndicale des négociants et commissionnaires en bois d'ébénisterie du Havre : La pénétration des bois des colonies françaises sur les marchés mondiaux.

H. Lecomte, Membre de l'Institut, Professeur au Muséum d'histoire naturelle : L'étude et la détermination des bois coloniaux.

M. Monnin, Conservateur des Eaux et Forêts : Comparaison entre bois coloniaux et bois métropolitains.

Association Colonies-Sciences : La standardisation commerciale, l'identification des espèces et l'étude des bois coloniaux.

A. Bailly, Membre de la Chambre syndicale des Agents et Commissionnaires en bois d'industrie : Le commerce français et les ressources forestières dans nos colonies africaines.

HUITIÈME SECTION. — *Protection de la nature.*  
*Faune et flore.*

Présidence de M. Géniau, Inspecteur général des Eaux et Forêts.

Rapports de MM. : Salvat, Inspecteur principal des Eaux et Forêts : Les parcs cynégétiques.

Lillette, Conservateur des Eaux et Forêts et L. Tarnier : Protection du gibier de haute montagne.

Chaudey, Conservateur des Eaux et Forêts : Note sur l'appareil « Carajat ».

Parde, Directeur de l'Ecole forestière des Barres : L'éducation forestière et esthétique du public.

J. Demorlaine, Conservateur des Eaux et Forêts : Le dépérissement des arbres des parcs, des promenades publiques dans les grandes villes et des plantations d'alignement ; de leurs causes et des moyens de les combattre.

---

## Congrès de Rome 1926

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

#### PREMIÈRE SECTION. — *Programme.*

1. La méthode de la statistique forestière internationale.
2. Relations internationales pour le progrès de la sylviculture.
3. L'intervention de l'Etat dans la gestion des forêts des particuliers.
4. Revenu des forêts et impôts.
5. Le crédit forestier à long terme.
6. Directives techniques de l'expérimentation forestière.

Le *premier Point* fut étudié par une sous-commission dont le rapporteur fut M. Robinson.

*Deuxième Point.* — Rapports de MM. :

Fjelstad : L'Institut international et les problèmes de sylviculture.

Michel del Campo : Nécessité d'établir des relations officielles entre les forestiers des pays civilisés.

*Troisième Point.* — Rapports de MM. :

Paillie, Delahaye, de Nicolay, Professeur Trigone, Moëler, L. Candiani, Van Dissel, Aminoff, Pometta (cas des aménagements hydro-électriques), Fjelstad, Endres, Ougrenovitch, Pallu (les moyens de favoriser le reboisement et la conservation des forêts par la simplification de la législation et l'atténuation des charges fiscales en faveur des sociétés forestières).

Les *quatrième, cinquième et sixième points* ne furent pas discutés en séance.

DEUXIÈME SECTION. — *Programme.*

1. L'unification des mesures, des usages commerciaux, des assortiments, etc., dans le commerce international du bois.
2. L'industrie de la pâte de bois mécanique et chimique.
3. L'industrie résinière.
4. L'unification des classifications douanières du bois.

*Premier Point.* — Rapports de MM. : Fromer, Schwartz.

*Deuxième Point.* — Rapports de MM. : Pallu, de Lundgren.

*Troisième Point.* — Rapports de MM. : Oudin, Biquet, Salvat, Palazzo, Pablo Cosculluela.

Aucun rapport ne fut présenté sur le *quatrième point*.

En dehors des questions prévues au programme, la section entendit les rapports de :

M. Berg sur le bois de charpente.

M. Jagerschmitt sur l'utilisation du bois et du charbon de bois comme carburant.

Gouvernement des Indes Néerlandaises sur le bois de teck.

TROISIÈME SECTION. — *Programme.*

1. L'orientation actuelle de l'aménagement des forêts.
2. Le reboisement des terrains nus.
3. Résultat des expériences faites jusqu'à présent sur l'introduction des essences forestières exotiques dans les divers pays.
4. Récolte et conservation des semences forestières.
5. Le chêne-liège.
6. Les méthodes de la carbonisation du bois.

*Premier Point.* — Rapports de MM. :

Bernard : Le développement de l'aménagement des forêts publiques en Espagne.

Perrin : Le régime des taillis dans les forêts françaises.

Jedlinski : Nécessité de nouvelles méthodes d'aménagement des forêts.

Biolay : L'orientation de l'aménagement des forêts en Suisse.

Pardé : L'aménagement des bois particuliers.

Di Tella : L'aménagement des forêts.

D'Alverny : Comptages et contrôles, valeur de leurs résultats.

*Deuxième Point.* — Rapports de MM. :

Mira : Reboisement des dunes de Guadanas del Seguro.

Sparhawk : La responsabilité publique dans le reboisement des terrains dénudés.

Lukkala : Le reboisement des terrains marécageux.

Unwin : Les essais de reboisement intensif d'après les méthodes nouvelles employées à Chypre.

Flahaut : Le reboisement des terrains arides.

Pallu : Reboisement des terrains nus à l'aide du pin maritime.

Hickel : L'emploi des peupliers du groupe Touranga pour le reboisement des terrains salés.

*Troisième Point.* — Rapports de MM. :

Ilvessalo : Culture d'arbres d'essences exotiques.

Van Loukhuyzen : La croissance des conifères exotiques aux Pays-Bas.

Gouilly : Les plantations d'eucalyptus.

Fossa : Les essences spéciales qui donnent les meilleurs résultats dans le reboisement des hautes et basses montagnes des provinces de Turin et d'Alexandrie.

*Quatrième Point.* — Rapports de MM. :

Stroheymer : Les races de pin sylvestre, particulièrement ses formes nordiques.

Guinier : L'application de la génétique en culture forestière.

Cabianca : La récolte et la préparation locale des semences forestières.

Loukhuyzen : Contrôle sur l'origine des graines d'arbre et aide mutuelle dans l'acquisition.

Romell : La question de la provenance en Suède.

Konsel : Preuve d'origine et contrôle des graines forestières dans les relations internationales.

Dimitrif : Le semence du pin « peuce ».

*Cinquième Point.* — Rapport de M. Mendès d'Almeida :  
Le chêne-liège au Portugal.

La section étudia également les directives techniques de  
l'expérimentation forestière, et entendit sur ce sujet les rap-  
ports de MM. :

Cajander : L'expérimentation forestière.

Pavari : L'expérimentation en Italie.

#### QUATRIÈME SECTION.

##### A. Première Sous-Section. — *Programme.*

1. La lutte contre les torrents.
2. Les lacs artificiels en rapport avec le reboisement.
3. L'organisation internationale de la lutte contre les insectes.
4. Les dégâts causés par le vent et systèmes de protec-  
tion.
5. L'amélioration des pâturages.

*Premier Point.* — Rapports de MM. :

Albisetti : Régularisation des torrents.

Pometta : La lutte contre les torrents.

Mougin : La lutte contre les torrents.

Département des forêts du Japon : Correction des torrents.

*Deuxième Point.* — Rapport de M. le Professeur Martelli :  
La création des lacs artificiels et les rapports qui existent  
entre la sylviculture et la création de ces lacs.

*Troisième Point.* — Rapports de MM. :

Auger : La lutte contre les insectes.

Mokrzecki : La défense des bois contre les insectes fores-  
tiers nuisibles et son organisation internationale.

Ruzicka : Etude sur la nonne.

Rasek : Etudes et expériences sur la nonne.

*Quatrième Point.* — Rapport de M. Rovida.

*Cinquième Point.* — Rapport de M. de Reure et note sur le  
pâturage en Norvège.

La Sous-Section étudia également :

La lutte contre les incendies de forêts.

Rapport de M. Anterrieu : Organisation du service de défense des forêts contre les incendies dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes par application de la Loi du 26 mars 1924.

La lutte contre les cryptogames.

Rapport de M. Dufrénoy : La maladie de l'encre du châtaignier.

Protection de la nature et de la forêt.

Rapports de MM. :

Bayer : La protection de la nature et de la forêt et son application dans l'éducation nationale.

Demorlaine : La régénération des forêts, des promenades et des sites artistiques forestiers.

De Clermont : La protection mondiale de la nature.

Armenteras : L'esthétique forestière et les parcs internationaux.

Simsek : La protection provisoire des forêts dans la République tchécoslovaque.

Bavier : La propagande forestière.

Fürst : La protection des monuments naturels forestiers.

Chasse et pêche.

Rapport de M. Dyk : La protection internationale de la chasse.

La Transhumance.

Rapport de M. Biolay : La transhumance du mouton, une des causes principales de la déforestation et de l'altération du régime des eaux, spécialement en Afrique.

Divers.

Gouvernement autrichien : La sylviculture en Autriche.

MM. Dounin et Goldmachter : Quelques maladies épidémiques des jeunes plantes dans les pépinières de forêt.

M. F. de Aminoff : Associations favorisant le développement de la sylviculture en Suède.

B. Deuxième Sous-Section. — *Programme.*

Les ressources forestières des pays tropicaux.

Questions techniques inhérentes aux forêts tropicales.

Rapports de MM. :

Bertin : Les bois coloniaux français et l'industrie italienne.

X... : L'importance des richesses coloniales françaises par rapport à la consommation du monde.

Stebbing : Etude sur les forêts et la richesse forestière des Indes.

Fischer : La forêt aux Philippines.

Den Berger : L'identification du bois.

Kramer : Le rajeunissement naturel et le jardinage dans les forêts vierges des montagnes des Indes Néerlandaises.

Fiori : Les forêts dans l'île de Rhodes.

Mangini : Les aspects du problème forestier dans la Lybie.

Fablet : La monographie forestière de la République Argentine.

Dono : Les possibilités forestières du Benadir.

Terlizzi : Les bois de la Cyrénaïque, leur importance géologique, phytographique, hydrique, et économique-sociale.

Léone : Le problème forestier de la Tripolitaine.

Decoclecio de Campos : Le régime forestier au Brésil.

Rapports divers présentés par les Gouvernements sur la situation forestière dans les Etats et Colonies suivants : Australie, Guatémala, Indes Néerlandaises orientales, Inde orientale, Punjab, Sénégal et Mauritanie, Côte d'Ivoire, Guinée française, Lybie, Maroc, Union de l'Afrique du Sud.

---

## Congrès de Bratislava 1929

---

### RAPPORTS PRÉSENTÉS.

J. Arato, Avocat, Rédacteur en chef de la revue *Carpathia* à Bratislava : L'unification de la partie générale des usances du bois.

Arnold Friedmann, Membre de la Chambre de Commerce de Vienne : L'unification des usances réglant le commerce du bois.

Paul Siegel, Directeur de *Danubia* à Bratislava : L'unification des usances dans le commerce des conifères.

Henri Racka, Ingénieur, Conseiller d'Etat, Directeur des domaines de l'Etat : L'unification des usances du commerce du bois.

A. Lédofsky, Négociant en bois à Bratislava : L'unification des usages du commerce du bois (feuillus).

D<sup>r</sup> Wil. Blumenthal : La normalisation des dimensions des résineux.

Ch. Hauser, Consul, Ingénieur, Directeur de la S. A. du bois tchécoslovaque à Brno : Unification des usances de bourse par rapport aux dispositions normalisatrices exécutées et préparées.

Fr. Lysy, Professeur d'Ecole forestière de l'Etat : la réglementation des dimensions et la classification des différentes qualités du matériel de sciage avant et après la réalisation de la normalisation.

Iv. Schafranek, Président de la section du bois à la Chambre de Commerce tchécoslovaque à Vienne : L'unification des usages de bourse à propos du bois de sciage de hêtre pourpre.

Dr H. Friedmann, Avocat, Secrétaire Général de l'Association « Carpathia » à Bratislava : Le courtier sur le marché international du bois et le courtage.

I. Van Leer de Vienne : Le courtier dans le commerce international du bois. Les principes du calcul de sa provision.

Erich Wolff, Vice-Président du syndicat des courtiers allemands du bois : Le point de vue du courtier en ce qui concerne les tendances d'unification des règlements relatifs au courtage.

Dr Léopold Silberstein, Directeur commercial : L'arbitrage dans le commerce international du bois.

S. Levisson, Conseiller du commerce à Vienne : La situation actuelle à l'égard des litiges internationaux concernant les bois et possibilité d'une réglementation internationale par l'arbitrage.

Em. Grossmann, Directeur commercial : L'arbitrage concernant les bois coloniaux et les placages.

O. Milch, Exportateur de bois : Propositions touchant les moyens les plus propres à déterminer et à régler les différends résultant de livraisons à l'étranger.

Dr Max Bitterl, Secrétaire de la Bourse de Vienne : Les tribunaux d'arbitrage dans le commerce international du bois.

Dr O. Frejka : L'arbitrage commercial du bois.

Dr E. Heller, de la fédération des propriétaires et négociants en bois allemands : Tribunaux d'arbitrage pour régler les différends résultant du commerce international du bois.

Dr F. Unger, Avocat, Secrétaire Général de la Fédération nationale hongroise des producteurs, industriels et négociants en bois : Les Cartels et l'économie du bois.

C. Mège, Représentant général de la Foire de Lyon : Fondation d'une union internationale du bois.

Fr. Pavlowsky, Ingénieur, Conseiller forestier et directeur de domaines : Création d'une union internationale du bois.

Ch. Caslassky, Conseiller forestier : Création d'une union internationale du bois.

---

## Congrès de Paris 1931

---

### PROGRAMME DES TRAVAUX.

#### I. — *Bois tropicaux et subtropicaux.*

- A. Sylviculture et Technologie.
- B. Production.
- C. Transports.
- D. Commerce.
- E. Utilisation.

#### II. — *Sylviculture. Technique forestière et pathologie forestière.*

- A. Technique forestière. Sylviculture. Economie et législation forestière.
- B. Questions méditerranéennes.
- C. Reboisements et grands travaux forestiers.
- D. Forêts particulières. Questions fiscales. Défense contre les incendies.
- E. Pathologie forestière.

#### III. — *Commerce et Industrie du bois. Relations internationales.*

- A. Exploitation.
- B. Transports.
- C. Relations internationales.
- D. Utilisation des bois.
- E. Ameublement.

IV. — *Enseignement technique.*

- A. Dans l'exploitation des forêts (abatage, écorçage, débarquement, cubage).
- B. Dans le débit des bois (sciage, tranchage, déroulage).
- C. Dans les industries du bois (charpente, menuiserie et parquets, ébénisterie, carrosserie, lutherie, boissellerie, jouets en bois, chaiserie).
- D. Dans les industries dérivées du bois (papeterie, résinerie, carbonisation, distillation).

RAPPORTS PRÉSENTÉS.

GROUPE I.

- 1. Questions forestières en Afrique (M. Aubreville).
- 2. L'identification descriptive du bois (M. Béverlius).
- 3. Notes sur l'aménagement des forêts du Cameroun (M. Bonnet).
- 4. La végétation forestière du Sud de l'Afrique centrale tropicale (M. Burt-Davy).
- 5. Du traitement des forêts coloniales (M. Delevoy).
- 6. Séchage des bois coloniaux (M. Ihne).
- 7. Détermination de la résistivité des bois d'œuvre coloniaux à la destruction par les champignons lignicoles (M. Lutz).
- 8. L'aménagement et la reconstitution de la forêt coloniale (Côte d'Ivoire) (M. Martineau).
- 9. Résumé des recherches faites aux Pays-Bas et dans leurs colonies d'une méthode pratique pour la reconnaissance de la micrographie des bois (M. Pfeiffer).
- 10. La place de l'anatomie du bois dans l'étude des produits forestiers (M. Rendle).
- 11. Une essence forestière de l'île de la Réunion : Le Tamarin des Hauts (M. Rigotard).
- 12. Les concessions forestières du Siam et en Birmanie (M. de Lapierre).

13. L'organisation des services forestiers coloniaux (M. J. Méniaud).
14. La protection forestière au Gabon (Service forestier du Gabon).
15. Ports et bases d'embarquement (M. J. M. Biette).
16. Embarquement et transport en Allemagne des bois de la côte occidentale d'Afrique (M. Bohlen).
17. Le port de Rotterdam et les bois coloniaux (M. Driebeck).
18. Outillage mécanique, évacuation et transport jusqu'au point d'évacuation (M. Juliard).
19. Ports et bases d'embarquement (M. Polart).
20. Mesures susceptibles d'améliorer les conditions de transport (M. Vincent).
21. Stock de bois tropicaux et subtropicaux débités (M. Bernard-Aubry).
22. L'importance des bois d'Indo-Chine (M. de Lapierre).
23. Le marché des bois tropicaux et subtropicaux en Afrique du Nord (M. Marchal).
24. Le marché des bois tropicaux et subtropicaux en Allemagne (M. Muller).
25. Des bois tropicaux et subtropicaux en France (M. G. Parlongue).
26. Contrats et modalités de vente des bois exotiques (M. Philippe).
27. Modalités de vente des bois tropicaux africains (M. A. Pouzin).
28. Le marché italien des bois tropicaux et subtropicaux (M. Uselli).
29. L'industrie du papier aux Colonies (M. René Bouvier).
30. L'utilisation dans le Royaume-Uni des bois tropicaux et subtropicaux britanniques (M. Chandler).
31. Les bois de tonnellerie des colonies françaises (M. Demougeot).
32. L'extraction des résines et la distillation des bois coloniaux (M. G. Dupont).
33. L'emploi des bois coloniaux pour les parquets (M. Guérin).
34. Les moulures en bois coloniaux (M. Larger).

35. Emplois des bois coloniaux dans les services publics de la métropole (M. J. Meniaud).
36. Récupération des déchets des scieries coloniales et des chantiers forestiers (M. Petitpas).
37. L'usinage des bois coloniaux (M. Petitpas).
38. L'application pratique des bois de la Guyane néerlandaise (M. D. J. Ruyter).

## GROUPE II.

1. Indices d'aridité et types de végétation forestière (M. H. Perrin).
2. Le jardinage du chêne (M. Poskin).
3. Recherches sur le taux d'accroissement de la production des futaies jardinées (M. Rey).
4. Conversion des taillis en futaie (M. Aubert).
5. Conversion des taillis sous futaie du premier plateau du Jura (M. Lachaussée).
6. Les écoles du contrôle (M. Schaeffer).
7. Le traitement du pin maritime et ses variations dans le S. O. de la France (M. de Lapasse).
8. Les essences montagnardes et subalpines (M. Gaussen).
9. Peuplements artificiels de pin sylvestre des régions de plaine (M. Barbier de la Serre).
10. Pin sylvestre de la forêt de Rambouillet (M. Gouilly).
11. Introduction d'essences exotiques en Basse-Normandie et en Bretagne (M. Aubert).
12. Note sur les essences exotiques ou dépayssées dans le S. O. de la France (M. P. Buffault).
13. Note sommaire sur la sylviculture dans les parcs (M. Gran-ger).
14. Culture du peuplier dans le Nord de la plaine alsacienne (M. Noël).
15. Le châtaignier dans l'inspection de Versailles (M. Dela-courcelle).
16. Comparaison entre le volume sur et sous écorce aux diffé-rents âges, des tiges des principales essences rési-neuses courantes (M. Oudin).

17. Etude sur la production résineuse aux Etats-Unis (M. André).
18. La législation forestière en Hollande (M. Van Dissel).
19. L'enseignement sylvicole aux Pays-Bas (M. Van Loukhuyzen).
20. Dunes de la Tunisie (M. Debierre).
21. L'alfa en Tunisie (M. Debierre).
22. Traitement et aménagement des forêts de chêne-liège en Tunisie (M. Debierre).
23. Reboisement et grands travaux forestiers (M. Gérard et Loup).
24. Le problème du reboisement en France (M. Sornay).
25. Les reboisements dans le département du Gard (M. Nègre).
26. Amélioration des landes et forêts du département du Gard (M. Nègre).
27. Le reboisement en châtaigniers (M. Bacot).
28. Le reboisement par les groupements de particuliers (M. H. Defert).
29. De la constitution des associations de propriétaires forestiers en vue du reboisement et de la conservation des forêts (M. Stella).
30. Les travaux de défense et de reboisement exécutés en Suisse pour la Protection des voies ferrées et des stations climatiques (M. Petitmermet).
31. Le contrôle de l'origine des graines et des plants de pin sylvestre en Hollande (M. Van Dissel).
32. Plantation de pin sylvestre par la méthode rationnelle (M. le Comte Goblet d'Alviella).
33. Notes sur la question pastorale dans l'Ariège (M. Salvador).
34. Influence des arbres sur le pâturage (M. Rey).
35. Note sur le statut de la forêt (M. Dutilloy).
36. Economie forestière et forêts privées (M. J. Blanc).
37. Gestion des forêts privées en France (M. Gazin).
38. La gestion des forêts privées en Suisse et l'intervention de l'Etat dans ce domaine (Petitmermet).
39. Protection des bois et forêts belges appartenant à des particuliers (M. Delville).

40. La baisse du prix des bois et la gestion des forêts particulières (M. Rosseels).
41. Réglementation des exploitations des bois particuliers (M. Gouilly).
42. Les forêts privées et l'Etat (M. Ugrenovic).
43. L'intervention de l'Etat dans la gestion des forêts privées en Italie (M. Merendi).
44. Les coopératives pour l'exploitation des forêts en Roumanie et la technique de leur organisation (M. Dramba).
45. La protection des forêts contre l'incendie en France (M. Pallu).
46. La lutte contre l'incendie des forêts aux Pays-Bas (M. Van Loukhuyzen).
47. Maladie des peupliers déterminée par le *Cenangium populmeum* (M. Foex).
48. Les châtaigniers d'Extrême-Orient en France (M. Dufrenoy).
49. Relations entre châtaigniers d'Europe et du Japon (M. Hoyle).
50. La maladie de l'orme (M. le Dr Wollenweber).
51. La maladie des ormes (M<sup>me</sup> Christine Buisman).
52. La maladie de l'orme en Angleterre (M. T. R. Pearce).
53. Note sur quelques maladies du sapin d'origine cryptogamique dans le massif de la Joux (M. Lachaussée).
54. Rapport sur les procédés employés actuellement pour la conservation des poteaux en bois (M. Hugron).
55. Influence nocive des usines à zinc sur la végétation forestière (M. Rosseels).

### GROUPE III.

1. Le bois, matière première de la pâte à papier (M. B. Navarre).
2. La carbonisation du bois en forêt et en usine (M. Mauger).
3. L'industrie des extraits tannants et tinctoriaux (M. Levillain).
4. L'exploitation forestière (M. Truillé).
5. Transit international du bois (MM. Escolle et Steib).

6. Transports maritimes (M. Faroult).
7. Transports par voie ferrée (M. Decesse).
8. Transports fluviaux (M. Nourissier).
9. Transports routiers (M. A. Saint-Loup).
10. Normalisation internationale des essais de bois (M. Monnin).
11. Méthode française des essais de bois (M. Monnin).
- 11 *bis* Normalisation internationale du débit des bois (M. Monnin).
12. Situation actuelle du marché du bois (M. Dewulf).
13. Relations internationales dans l'industrie du bois (M. Bouvet).
14. Le contingentement de la production mondiale du bois (M. J. Verluise).
15. Communication faite au nom des importateurs de bois du Nord (M. Bernard-Aubry).
16. Importation de bois débités. Le contrat de vente-achat international (M. Dubois).
17. La situation internationale actuelle du marché des bois (M. J. van Leer).
18. Création d'un organisme international de documentation générale pour le commerce et l'industrie du bois (M. R. Augendre).
19. Création d'une union internationale du bois (M. Friedmann).
20. Utilisation des sciures et déchets (M. Huot).
21. Le bois dans la construction (M. Blondel).
22. Le travail mécanique du bois (MM. Piret et Bonichon).
23. Le bois de fente (M. Destrez).
24. Les bois durs (Syndicat Meuse et Argonne).
25. Les bois d'œuvre résineux (M. Garenne).
26. Utilisation du bois dans l'industrie des allumettes (M. J. Delthieux).
27. Panneaux contre-plaqués (M. Cahen).
28. Rapport sur les bois employés en lutherie (M. Acoulon).
29. L'ameublement (M. Roumy).
30. Le bois dans la fabrication des pianos, orgues et harmoniums (M. Kasriel).

31. Rôle de la mutualité dans les assurances sociales (M. Heller).
- 31 *bis* L'industrie du bois dans le bâtiment, considérée au point de vue de la sécurité des ouvriers (M. Dorido).
32. Prévention des accidents de travail (M. J. Caen).
33. Rapport sur les difficultés d'application de la loi des assurances sociales aux ouvriers forestiers (M. Lecomte).
34. Rapport sur les allocations familiales et les caisses de compensation (M. Bonvoisin).
35. La production et la consommation en bois de la Tchécoslovaquie comparées à celles des autres puissances (M. le Dr Ing. Weingarth).
36. Méthode pour l'emploi rationnel du bois et surtout de ses dérivés et sous-produits (M. le Dr Ing. Weingarth).
37. Application des principes de centralisation au commerce des bois (M. le Dr Ing. Weingarth).
38. La crise du bois au point de vue de la crise économique mondiale (M. W. Baransky).
39. Le rôle de la Finlande dans l'économie forestière européenne (M. Manno Nordberg).
40. Relations internationales (M. Vetter).
41. Le point de vue de l'industrie forestière et du commerce du bois yougo-slave sur les problèmes actuels (M. Masko Mautner).
42. Le problème du bois est un problème mondial (M. H. Brauner).
43. Court aperçu sur l'industrie des bois d'industrie et d'ébénisterie des Philippines (M. Luis J. Reys).
44. Unification des usages du commerce du bois (M. le Com. U. Cantoni).

#### GROUPE IV.

1. L'enseignement technique dans l'exploitation des forêts (M. Camus).
2. L'enseignement technique de l'estimation « matière » des bois (M. Rabeau).
3. La formation de l'ouvrier ébéniste (M. Caillet).

4. L'enseignement technique dans les industries du tranchage, du déroulage et du contre-placage (M. Dornier).
5. Technique et formation professionnelle dans les industries du sciage (M. Petitpas).
6. Rapport sur les cours professionnels aux apprentis dans l'industrie de la musique (M. Acoulon).
7. L'enseignement technique dans la tonnellerie (M. V. Billard).
8. L'enseignement technique du bois dans la carrosserie (G. Callon).
9. La main-d'œuvre spécialisée (Menuiserie. Parquet) (M. Darnat).
10. Profession du modeleur (M. Marteil).
11. L'apprentissage dans la charpente en bois (M. Peigneu).
12. Rapport sur l'enseignement de la papeterie (M. Aribert).
13. L'industrie de la tannerie (M. Meunier).
14. L'enseignement technique des industries chimiques dérivées du bois (M. G. Urbain).
15. L'enseignement technique dans les industries dérivées de la forêt landaise (M. X...).

#### VŒUX ÉMIS PAR LA TROISIÈME SECTION DU III<sup>e</sup> GROUPE.

La troisième Section du Groupe III :

Estime, conformément aux conclusions de M. le Com-deur U. Cantoni de la Confédération nationale fasciste du Commerce de Rome, qu'il est indispensable d'harmoniser entre tous les pays les usages commerciaux concernant le bois.

Elle constate qu'il n'est, quant à présent, ni possible ni désirable d'adopter des dimensions uniques basées sur une nouvelle unité de mesure et qu'en tous cas cette modification ne pourrait être faite qu'après entente avec les constructeurs et architectes directement intéressés dans la question.

Elle constate également que ne peut être envisagée sous une forme unique la standardisation de qualités d'une matière aussi diverse que le bois, qui varie à l'infini suivant son sol d'origine. Elle considère cependant nécessaire que chaque grande région ou entité économique établisse, conformément

aux propositions de M. le Com. U. Cantoni, des règles strictes de classement pour ce qui les concerne, et qu'elles réduisent au minimum le nombre et la variété des épaisseurs en usage.

Elle réprouve enfin solennellement et condamne certaines pratiques commerciales, trop utilisées actuellement, et qui tendent à modifier à la facture les dimensions effectives des bois.

Elle demande, en conformité des propositions de M. Dubois, syndic de la Chambre syndicale des bois à œuvrer, des bois de sciage et d'industrie, qu'il soit établi par une commission mixte composée d'exportateurs et d'importateurs, des conditions techniques uniformes et précises des contrats de vente-achat offrant toutes garanties aux deux parties.

Elle estime nécessaire, comme suite aux suggestions de M. Randon, Président de la Chambre syndicale des bois à œuvrer, des bois de sciage et d'industrie, et de M. L. Lederer, de la délégation yougoslave, que soit poursuivie dans chaque pays l'organisation de Chambres d'Arbitrage internationales, disposant d'un corps d'experts agréés et auxquels devront se soumettre par avance et sans restriction les parties intéressées.

La troisième Section qui, en raison des circonstances, s'est plus particulièrement attachée à l'examen de la situation inquiétante du commerce et de l'industrie du bois,

Considérant que cette dernière est principalement imputable à la crise générale résultant du fait que la production trop intensifiée a dépassé de beaucoup la faculté de consommation,

Mais estimant que cette crise générale peut, en ce qui concerne le bois, être largement atténuée par l'adoption de mesures appropriées d'ordre intérieur.

Emet le vœu, conformément aux suggestions de M. l'Ingénieur Baransky, de la Section économique du Ministère de l'Agriculture de Pologne, que chaque pays limite l'abatage au principe absolu des possibilités de la forêt et renonce complètement à l'exploitation irraisonnée du « Capital-Bois ».

Elle appelle l'attention des scieries, petites et grandes, éparses dans toute l'Europe, et aussi des négociants en bois,

sur la nécessité d'atténuer l'esprit d'individualisme de chacun, au bénéfice d'une action disciplinée et raisonnée et d'accepter une cohésion complète, en harmonie avec l'ensemble des besoins du marché.

Considérant d'autre part que la situation actuelle est telle que s'impose une réorganisation totale des méthodes du commerce et de l'industrie du bois, dans le sens d'une compréhension plus large des méthodes de production, de répartition de crédit, de transit, de banque, coordonnant les efforts de chacun dans le cadre de directives générales définies.

Elle insiste pour que soient sans délai créés dans chaque pays des Comités nationaux, disposant de moyens nécessaires pour contrôler et signaler les productions et les importations ; si besoin est, imposer un contingentement, et que soit renforcée d'autre part l'autorité des groupements qui existent déjà, afin qu'ils puissent prendre des engagements définitifs au nom des membres qu'ils représentent.

Elle demande que ces syndicats aient pour but essentiel : de suivre les fluctuations des cours mondiaux, guider les exploitations forestières et les scieries, organiser la production et la vente en fonction réciproque l'une de l'autre.

Elle constate que certaines scieries, faute d'être renseignées sur le marché mondial, effectuent la plupart du temps des ventes dans des conditions défavorables pour elles et pour la stabilité du marché.

Elle demande que, sous l'égide des comités nationaux dont l'organisation intérieure et les moyens de contrôle sont laissés à l'appréciation de chaque pays, il soit créé des coopératives de vente groupant par région les scieries de moyenne et de petite importance.

Dans le but de réorganiser complètement le marché, la troisième Section du Groupe III estime nécessaire que soit strictement réglementée l'action et le recrutement des intermédiaires, dont le rôle est indispensable au rapprochement des intérêts des deux parties, et afin d'éviter le retour d'abus dont l'ensemble du Commerce est toujours victime, que ne soient accrédités que ceux qui présentent des garanties suffisantes.

Elle constate avec satisfaction la première réalisation d'une large entente internationale que viennent de conclure les grands producteurs de Roumanie et de Yougoslavie, ainsi que les dispositions judicieuses prises par les Associations de producteurs de Finlande.

Elle envisage très favorablement les travaux préparatoires effectués en Pologne pour l'organisation de l'exportation, ainsi que l'initiative des groupements français qui ont demandé aux grandes associations d'exportateurs des Pays du Nord de prendre contact avec eux pour adopter une ligne de conduite commune.

Elle appelle cependant formellement l'attention de ces Unions, Groupements et Coopératives en formation sur le danger que pourraient présenter ces accords s'il devait en résulter des prix trop élevés, c'est-à-dire qui ne soient pas en harmonie avec les cours des grandes matières premières de remplacement éventuel.

---

## Bibliographie

---

- Congrès International de Sylviculture. Paris, 1900.  
Congrès International forestier. Paris, 1913.  
La Conférence Internationale du Bois. Bratislava, 1923.  
Congrès International du Bois de Lyon. Compte rendu des Travaux, 1924.  
Le Problème forestier. Travaux du Congrès International de Grenoble, 1925.  
Actes du 1<sup>er</sup> Congrès International de Sylviculture. Rome, 1926.  
La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale du Bois. Bratislava, 1929.  
Conseil National Economique : La situation des principales branches de l'Economie nationale, 1932.  
Sociétés des Nations. Comité Economique : Le problème du bois, 1932.  
Institut International d'Agriculture :  
    Organisation. Activité. Résultats, 1927.  
    Statuts, 1929.  
    Enquête sur la Standardisation de la mesure du bois et sur les différents modes de vente du bois, 1930.  
    Statistique forestière de 31 Pays, 1932.  
Bureau fédéral de la Statistique du Canada : Canada, 1932.  
Martti Kovero : The wood industry in Finland, 1926.  
J. L. Perret : La Finlande, 1931.  
Automobile-Club de Lithuanie : La Lithuanie.  
Directeur Général des Forêts de Norvège : Renseignements concernant la Forêt en Norvège, 1927.  
Almanach Polonais, 1926.  
D<sup>r</sup> D. A. Sburlan et G. I. Ionesco : Les conditions forestières de la Roumanie, 1932.

Annuaire de la Chambre de Commerce suédoise en France,  
1931-1932.

Périodiques :

*Revue Internationale d'Agriculture.*

*Journal Le Bois.*

*Bois et Résineux.*

*Le Moniteur des Scieries.*

*Der Holzmarkt.*

---

## Table des Matières

---

|                                                                                                    | Pages  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| AVANT-PROPOS .....                                                                                 | 1      |
| <br>LE MARCHÉ DU BOIS ET DE SES DÉRIVÉS EN FRANCE<br>ET DANS LES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS..... | <br>15 |
| La France .....                                                                                    | 15     |
| L'Autriche .....                                                                                   | 21     |
| Le Canada .....                                                                                    | 24     |
| L'Esthonie .....                                                                                   | 27     |
| La Finlande .....                                                                                  | 29     |
| La Hongrie .....                                                                                   | 34     |
| La Lettonie .....                                                                                  | 36     |
| La Lithuanie .....                                                                                 | 38     |
| La Norvège.....                                                                                    | 42     |
| La Pologne .....                                                                                   | 48     |
| La Roumanie .....                                                                                  | 52     |
| La Suède .....                                                                                     | 56     |
| La Tchécoslovaquie .....                                                                           | 62     |
| L'U. R. S. S. ....                                                                                 | 64     |
| La Yougoslavie .....                                                                               | 68     |
| <br>LES PRINCIPAUX CONGRÈS INTERNATIONAUX DU BOIS..                                                | <br>71 |
| Le Congrès de Sylviculture. Paris, 1900.....                                                       | 71     |
| Le Congrès forestier international. Paris, 1913....                                                | 74     |
| La Conférence internationale du Bois. Bratislava,<br>1923 .....                                    | <br>78 |
| Le Congrès international du Bois. Lyon, 1924.....                                                  | 82     |
| Le Congrès forestier international. Grenoble, 1925.                                                | 85     |
| Le Congrès international de Sylviculture. Rome.<br>1926 .....                                      | <br>87 |

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le 2 <sup>e</sup> Congrès international du Bois. Bratislava, 1929 .....                          | 92  |
| L'Institut international d'Agriculture de Rome...                                                | 104 |
| LES PRINCIPAUX PROBLÈMES ÉTUDIÉS DANS LES CONGRÈS                                                |     |
| ET RÉSULTATS OBTENUS.....                                                                        | 113 |
| Statistique .....                                                                                | 115 |
| Aménagement et reboisement des forêts.....                                                       | 117 |
| Grands Travaux.....                                                                              | 119 |
| Bois tropicaux.....                                                                              | 120 |
| Douanes. Transports. Crédits. Changes.....                                                       | 123 |
| Unification des usages, des classements et des<br>mesures .....                                  | 125 |
| Du rôle des intermédiaires dans les transactions...                                              | 128 |
| Litiges et arbitrages.....                                                                       | 128 |
| Création d'un Office forestier international.....                                                | 130 |
| LE CONGRÈS INTERNATIONAL DU BOIS ET DE LA SYL-<br>VICULTURE. PARIS, 1931.....                    |     |
|                                                                                                  | 141 |
| LES RÉUNIONS DE 1932.....                                                                        |     |
|                                                                                                  | 153 |
| Une tentative d'accord entre deux Nations : Le<br>Protocole Franco-Allemand de janvier 1932..... | 155 |
| La réunion d'experts en matière de Bois : Genève,<br>25-27 avril 1932 .....                      | 157 |
| La Conférence internationale du Bois de Vienne,<br>9-11 juin 1932.....                           | 162 |
| UN COUP D'ŒIL SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE<br>DU MARCHÉ DE QUELQUES MATIÈRES PREMIÈRES..... |     |
|                                                                                                  | 165 |
| Le marché du Zinc.....                                                                           | 167 |
| La Laine et l'Industrie lainière.....                                                            | 173 |
| LES POSSIBILITÉS D'ORGANISATION INTERNATIONALE<br>DU MARCHÉ DU BOIS.....                         |     |
|                                                                                                  | 183 |
| CONCLUSION .....                                                                                 |     |
|                                                                                                  | 193 |

|                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| APPENDICE .....                                                                                                                                    | 209 |
| Congrès de Paris, 1900. Rapports présentés.....                                                                                                    | 209 |
| Congrès de Paris, 1913. Rapports présentés.....                                                                                                    | 213 |
| Congrès de Bratislava, 1923. Rapports présentés...                                                                                                 | 219 |
| Congrès de Lyon, 1924. Rapports présentés.....                                                                                                     | 221 |
| Congrès de Grenoble, 1925. Rapports présentés....                                                                                                  | 222 |
| Congrès de Rome, 1926. Rapports présentés.....                                                                                                     | 229 |
| Congrès de Bratislava, 1929. Rapports présentés...                                                                                                 | 235 |
| Congrès de Paris, 1931. Programme des travaux.<br>Rapports présentés. Vœux émis par la 3 <sup>e</sup> Sec-<br>tion du III <sup>e</sup> Groupe..... | 237 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                                | 249 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                                                                                            | 251 |

---









